

Overwegende dat in het kader van de gunning van de overheidsopdracht voor de sanering van de stortplaats te Limoy de oorspronkelijk geplande begroting van 1.300.000 euro moet worden verhoogd tot 1.700.000 euro om de resultaten van de ontvangen offertes te integreren;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 5, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2022 waarbij de SPAQuE wordt belast met de sanering van de voormalige stortplaats van Limoy te Namen, worden de woorden "1.300.000 €" vervangen door de woorden "1.700.000 €".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 1 december 2022.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/10009]

15 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 2, 77°, 33bis/1, 33bis/2, 33ter, § 3, 34, § 1^{er}, 34bis, § 1^{er}, 35, 35bis, 36quater, 48, §§ 2 et 3, modifiés par le décret du 17 juillet 2018 ;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les articles 31ter, § 2, 31ter/1, 31quater, § 3, 32, § 1^{er}, et 33, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2022 relatif aux compteurs communicants ;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 1^{er} juin et le 29 septembre 2022 ;

Vu l'avis n° 127/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 1^{er} juillet 2022 ;

Vu le rapport du 7 juillet 2022 établi conformément à l'article 3, 2° du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n° CD-22i01-CWaPE-0915 de la Commission wallonne pour l'énergie, donné le 1^{er} septembre 2022 ;

Vu l'avis n° 208/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 9 septembre 2022 ;

Vu l'avis 72.352/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 novembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du pôle « Énergie », donné le 9 septembre 2022 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité*

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Le présent arrêté assure, la transposition partielle de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE, ainsi que de la directive 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE. ».

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 1°/1 rédigé comme suit : « 1°/1 « l'arrêté royal facture » : l'arrêté royal du 9 décembre 2021 fixant les autres exigences minimales auxquelles doivent répondre les factures et les informations relatives à la facturation de gaz et d'électricité ; » ;

2° le 2°, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, est rétabli dans la rédaction suivante : « 2° « le fournisseur social » : le gestionnaire de réseau de distribution assurant la fourniture d'électricité au client protégé conformément à l'article 33bis du décret ; » ;

3° au 5°, les mots « et du développement durable » sont abrogés ;

4° le point 7° est abrogé ;

5° au 12°, devenu 11°, les mots « 3 mars 2011 » sont remplacés par les mots « 27 mai 2021 » ;

6° le 14°, devenu 13°, est remplacé par ce qui suit « fuel mix ou bouquet énergétique » : contribution de chaque source d'énergie à la totalité des sources d'énergie utilisées par le fournisseur au cours de l'année écoulée ;

7° il est inséré un 14° rédigé comme suit : « Mix résiduel ou Residual mix » : le bouquet énergétique annuel total de la Région wallonne, à l'exclusion de la part couverte par les garanties d'origine annulées.

Art. 3. Dans l'article 2*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les mots « , § 2 » sont abrogés.

Art. 4. L'article 3, alinéa 2, 2°, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, est complété par les mots « et à l'activation de la fonction de prépaiement, avec ou sans fourniture minimale garantie. ».

Art. 5. L'article 3*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 et un paragraphe 3 rédigés comme suit :

« § 2. Le fournisseur précise sur son site internet la procédure à suivre en cas de déménagement, les canaux par lesquels le client peut communiquer son relevé d'index, le délai endéans lequel il doit être transmis au fournisseur ainsi que le délai endéans lequel le client doit communiquer la date de son déménagement. Il met également à disposition sur son site internet le formulaire de déménagement établi par la CWaPE, après consultation des autres régulateurs régionaux, ou un lien d'accès internet vers ce document.

§ 3. Dans le cas où le client ne communique pas, endéans le délai mentionné au paragraphe 2, l'entière des informations nécessaires à la reprise des énergies lorsqu'il signale son déménagement, le fournisseur lui rappelle, par tout moyen qu'il juge opportun, de l'utilité de remplir le formulaire de déménagement établi par la CWaPE après consultation des autres régulateurs régionaux et l'informe de la page sur son site internet où se trouve le formulaire. Si le fournisseur reçoit des index par téléphone, il envoie au client une confirmation écrite par SMS ou par mail ou par courrier ou par l'intermédiaire de tout support durable dans les sept jours à dater de la réception de l'index. ».

Art. 6. Dans l'article 4 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, *d*), les mots « , en ce compris les produits ou services groupés avec les services fournis, » sont insérés entre les mots « fournis » et « ainsi » ;

2° le paragraphe 1^{er}, *g*), est remplacé par ce qui suit : « la description précise du ou des produits faisant l'objet du contrat, à savoir, la quantité d'électricité vendue ou offerte à la vente y compris, le pourcentage garanti d'électricité produite à partir de sources déterminées d'énergies primaires ; » ;

3° le paragraphe 1^{er}, *o*), est remplacé par ce qui suit : « les coordonnées, adresse, numéro de téléphone, courrier électronique et l'adresse du site internet du service régional de médiation pour l'énergie de la CWaPE chargé de fournir la liste des services sociaux agréés, des associations de défense des consommateurs finals, d'agences de l'énergie ou d'organismes similaires auxquels s'adresser pour obtenir des informations sur les droits de consommateurs, sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectives d'équipements consommateurs d'énergie ; » ;

4° au paragraphe 1^{er}, *p*), le mot « régularisation » est remplacé par le mot « décompte » ;

5° au paragraphe 1^{er}, le *q*) est remplacé par ce qui suit : « *q*) la mention, lorsqu'il s'agit d'un contrat en mode de prépaiement volontaire en application de l'article 16*bis*, de la possibilité de mettre un terme au prépaiement sur simple demande en l'absence de dette du client envers son fournisseur au moment de l'activation. » ;

6° au paragraphe 6, le mot « final » est remplacé par le mot « résidentiel ».

Art. 7. Dans l'article 6 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le texte actuel de l'alinéa 1^{er} forme le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

2° le texte actuel de l'alinéa 2 forme le paragraphe 1^{er}, alinéa 2 ;

3° le texte actuel de l'alinéa 3 forme le paragraphe 2 ;

4° à l'alinéa 3, devenu paragraphe 2, la phrase « Est reconnu comme risque exceptionnel l'existence d'une dette ouverte équivalente à trois mois de facture d'acompte pour le vecteur d'électricité et d'au moins 100€ envers ce fournisseur. » est insérée entre les mots « présente des risques exceptionnels. » et « Le fait d'être ou d'avoir été » ;

5° à l'alinéa 3, devenu paragraphe 2, les mots « ou de la fonction de prépaiement » sont insérés entre les mots « d'un compteur à budget » et « ne peuvent en aucun cas constituer » ;

6° à l'alinéa 3, devenu paragraphe 2, les mots « , ou en cas de non-activation de la fonction de prépaiement » sont ajoutés après les mots « de compteurs à budget. » ;

7° à l'alinéa 3, devenu paragraphe 2, les mots « et à un montant de 200€ » sont ajoutés à la suite de « Le montant demandé par le fournisseur ne peut être supérieur à trois mois de consommation moyenne annuelle correspondant à la catégorie de client dont fait partie le client résidentiel concerné » ;

8° le texte actuel de l'alinéa 4 forme le paragraphe 3 ;

9° à l'alinéa 4, devenu paragraphe 3, les mots « autres sûretés » sont remplacés par les mots « autre sûreté, » ;

10° le texte actuel de l'alinéa 5 forme le paragraphe 4.

Art. 8. Dans l'article 7 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) ab initio, la phrase « Les factures qui portent sur des acomptes périodiques comprennent au moins les mentions suivantes : » est remplacée par ce qui suit : « Les factures qui portent sur des acomptes périodiques adressées aux clients résidentiels et aux petites et moyennes entreprises comprennent, outre les mentions visées à l'article 5 de l'arrêté royal facture, les informations suivantes : » ;

b) les 1°, 2° et 4° sont abrogés ;

c) le texte actuel du 3° formera le 1° ;

d) dans le 5°, devenu le 2°, le mot « fournis » est remplacé par les mots « alimentés » ;

e) le texte actuel du 6° forme le 3° ;

f) dans le 7°, devenu le 4°, les mots « les moyens de contact y compris le téléphone, l'adresse électronique, ou le fax, » sont remplacés par les mots « les coordonnées, à savoir, l'adresse, le numéro de téléphone, le courrier électronique et le site internet » et les mots « du fournisseur » sont ajoutés entre les mots « de la clientèle » et « ainsi que » ;

g) le texte actuel du 8° forme le 5° ;

h) le texte actuel du 9° forme le 6° ;

i) le texte actuel du 10° forme le 7° ;

j) il est ajouté un 8° rédigé comme suit :

« 8° l'adresse internet de l'espace numérique sur lequel le client, à l'exception du client protégé alimenté par le fournisseur social ou du client alimenté par le gestionnaire de réseau à titre temporaire conformément au décret, peut retrouver plus de renseignements concernant son contrat et sa facture ainsi que la mention indiquant que le client peut demander la version papier de ces renseignements à son fournisseur sans frais ; » ;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « l'alinéa 1^{er}, 7° » sont remplacés par les mots « l'alinéa 1^{er}, 4° » ;

b) le mot « quinze » est remplacé par le mot « dix » ;

3° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot « résidentiel » est abrogé et le mot « régularisation » est remplacé par le mot « décompte » ;

4° au paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Pour les clients disposant d'un compteur à budget actif ou d'un compteur avec la fonction de prépaiement activée, le fournisseur mentionne, en annexe de la facture de décompte, la date des chargements et les différents montants chargés au cours de la période concernée. » ;

5° à l'alinéa 3, devenu alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « régularisation » sont chaque fois remplacés par les mots « décompte » ;

b) les mots « ou avec la fonction de prépaiement activée, » sont insérés entre les mots « à budget » et « , le remboursement du solde » ;

c) les mots « ou avec la fonction de prépaiement activée » sont insérés entre les mots « à budget » et « existe, » ;

6° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le mot « régularisation » est remplacé par le mot « décompte » ;

7° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Les factures de décompte et de clôture à l'égard des clients résidentiels reprennent, outre les données se trouvant à l'article 4 de l'arrêté royal facture, les informations suivantes :

1° la possibilité, en cas de difficulté de paiement, de faire appel au CPAS ou à des associations sociales ;

2° le coût au kWh et le coût total facturés, le cas échéant, pour les certificats verts, hors T.V.A. ;

3° le montant au kWh et le montant total de chacune des redevances, surcharges et cotisations tant fédérales que régionales grevant le prix de la fourniture, hors T.V.A.

Concernant l'article 3, § 2, 7° et 8°, de l'arrêté royal facture, la mention portant sur l'identification du contrat et de sa durée ne s'applique pas en cas de fournisseur social. » ;

8° il est inséré un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Les factures de décompte et de clôture à l'égard des clients résidentiels sont structurées selon les rubriques visées à l'article 14 de l'arrêté royal facture. Dans la rubrique « B combien, quand et comment dois-je payer ou qu'est-ce que je serai remboursé ? », se trouvent également les informations visées à l'article 7, § 4, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3°. » ;

9° il est inséré un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6 Sans préjudice de l'article 7, § 4, du présent arrêté, les factures établies par le fournisseur social et le gestionnaire de réseau lorsqu'il alimente le client à titre temporaire conformément au décret doivent respecter les dispositions de l'arrêté royal facture. ».

Art. 9. L'article 7bis du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7bis. Sur simple demande, tout client résidentiel peut obtenir de son fournisseur des informations plus détaillées ou des explications complémentaires à propos des informations reprises sur sa facture, notamment s'il s'agit d'une facture réelle ou estimée et pour quel index, la valeur des éventuels paramètres d'indexation, la mention des différents tarifs appliqués au cours du contrat et le nombre de kWh. Le client peut demander ces informations pour la facture en cours ainsi que pour celles à venir. Son fournisseur lui envoie, sans frais et dans un délai de cinq jours ouvrables, la réponse à sa demande. La procédure prévue en cas de non-paiement est suspendue par le fournisseur jusqu'à la réception des informations demandées par le client. ».

Art. 10. L'article 7ter du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, est abrogé.

Art. 11. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Lorsque le fournisseur, le fournisseur social ou, dans les cas visés par le décret, le gestionnaire de réseau à titre temporaire, alimente un client résidentiel équipé d'un compteur à budget ou dont la fonction de prépaiement est activée :

1° dans le cas d'un compteur à budget fonctionnant avec un système de cartes rechargeables pouvant être alimentées via le système visé à l'article 17 : il fournit à son client la page d'un site internet où il pourra visualiser la liste des lieux de rechargement de la carte de son compteur à budget ainsi qu'un numéro de téléphone ou une adresse mail où il pourra demander qu'on lui communique cette information sans frais, en précise les modalités d'alimentation ainsi que les mesures de protection sociales liées à la fonction de prépaiement visées à l'article 16ter du décret et invite le client à joindre les services du gestionnaire de réseau concerné pour la fourniture de cartes, l'initialisation ou toute modification de celles-ci ;

2° dans le cas d'un compteur communicant : il indique à son client les différentes modalités de rechargement et les différentes fonctionnalités liées au prépaiement, ainsi que les mesures de protection sociales liées à la fonction de prépaiement telles que visées à l'article 16ter. Le fournisseur lui fournit également la page d'un site internet où il pourra

visualiser la liste des emplacements des bornes de paiement permettant le prépaiement de son énergie ainsi qu'un numéro de téléphone ou une adresse mail où il pourra demander qu'on lui communique sans frais cette liste. ».

Art. 12. Dans l'article 8*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les mots « et au guichet unique visé à l'article 47*quinquies* du décret » sont insérés entre les mots « centres publics d'action sociale » et « dans le cadre de leurs missions ».

Art. 13. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. Le fournisseur est tenu d'informer immédiatement le gestionnaire de réseau, en cas de suspicion d'une anomalie, d'une manipulation au niveau du raccordement ou de non-conformité de celui-ci et solliciter l'intervention du gestionnaire de réseau pour constater la manipulation et/ou la non conformité. Le gestionnaire de réseau applique les dispositions prévues à l'article 21. ».

Art. 14. L'article 11 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art 11. § 1^{er}. Le fournisseur d'électricité indique sur ses factures de décompte et de clôture :

1° la part de chaque source d'énergie primaire dans le bouquet énergétique total que le fournisseur a utilisé l'année précédente en Région wallonne, et la part de chaque source d'énergie primaire dans le bouquet énergétique de chaque produit proposé par le fournisseur à ses clients en Région wallonne ;

2° une référence aux sources officielles existantes lorsque des informations accessibles au public sont disponibles sur l'impact environnemental, au moins en ce qui concerne les émissions de CO₂ et les déchets radioactifs provenant de la production d'électricité produite à partir de différentes sources d'énergie primaires du bouquet énergétique du fournisseur au cours de l'année précédente. L'Administration publie les valeurs de référence sur son site dès que ces dernières sont disponibles.

§ 2. La CWaPE est chargée du contrôle quant à la fiabilité et la comparabilité des informations données par les fournisseurs aux clients finaux.

§ 3. Les sources d'énergie primaire sont reprises dans les catégories suivantes :

1° sources d'énergie renouvelable (hydraulique, éolien, biomasse, solaire, autres) ;

2° sources d'énergie fossiles (charbon, fuel et autres dérivés de pétrole, gaz naturel) ;

3° source nucléaire ;

4° autres sources d'énergie que celles reprises aux points 1 à 3°.

Le Ministre peut adapter, après avis de la CWaPE, les catégories de sources d'énergie primaire à renseigner par les fournisseurs.

En outre, un fournisseur peut mentionner la proportion de sa fourniture issue de cogénération à haut rendement conformément aux §§ 4, 5, 6 et 7 du présent article. Après avoir présenté les sources d'énergie primaire par catégorie, un fournisseur peut également les détailler.

§ 4. La part d'électricité par source d'énergie primaire est déterminée sur base du rapport entre le nombre de garanties d'origine, exprimées en MWh, que le fournisseur a annulées pour les fournitures de l'année civile précédente, et la quantité d'électricité que le fournisseur concerné a fournie aux clients en Région wallonne via les réseaux. Ce rapport est déterminé tant pour le total de ses fournitures que pour chaque produit commercialisé. L'origine des fournitures en électricité de l'année civile précédente non justifiée par l'annulation de garanties d'origine est déterminée sur base du mix résiduel.

L'Administration publie les valeurs de référence du mix résiduel sur son site dès que ces dernières sont disponibles.

§ 5. Au plus tard pour le 31 mars de chaque année, le fournisseur soumet à la CWaPE, pour approbation, sa déclaration de bouquet énergétique relative à l'année précédente.

§ 6. Les garanties d'origine justifiant les fournitures de l'année civile précédente sont annulées dans le délai communiqué par la CWaPE et au plus tard avant le 30 avril de l'année en cours.

Seules les garanties d'origine dont la validité a été vérifiée par l'Administration sont prises en compte pour l'établissement des sources d'énergie primaires.

§ 7. La CWaPE peut, après consultation des acteurs concernés, établir des lignes directrices pour la réalisation du bouquet énergétique des fournisseurs. ».

Art. 15. L'article 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. Après avis de la CWaPE, le Ministre détermine les mentions supplémentaires à libeller sur les documents visés à l'article 7. ».

Art. 16. Dans l'article 13 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les mots « à la libéralisation du marché » sont remplacés par les mots « aux marchés ».

Art. 17. L'article 16, § 3, du même arrêté est abrogé.

Art. 18. Dans le même arrêté, il est inséré un article 16*bis* rédigé comme suit :

« Art. 16*bis*. Le gestionnaire du réseau de distribution active la fonction de prépaiement chez le client résidentiel raccordé en basse tension qui en fait la demande à son fournisseur. En cas de demande par téléphone, le fournisseur envoie une confirmation écrite par mail ou par courrier au client, ou l'informe directement via tout support durable.

Le gestionnaire de réseau de distribution active la fonction de prépaiement au plus tard quinze jours ouvrables après la réception de la demande lorsque le compteur communicant est déjà placé chez le client, et, à défaut, au plus tard le jour ouvrable suivant le placement du compteur communicant. Le délai pour le placement ne peut pas excéder 40 jours.

Le gestionnaire de réseau de distribution notifie au fournisseur le relevé du compteur effectué lors de l'activation de la fonction de prépaiement, s'il échet. ».

Art. 19. Dans le même arrêté, il est inséré un article 16^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 16^{ter}. § 1^{er}. Au plus tard sept jours avant toute activation de la fonction de prépaiement, le gestionnaire de réseau de distribution adresse par courrier au client les informations suivantes :

- 1° la date d'activation de la fonction de prépaiement ;
- 2° l'explication relative aux différents modes de rechargement, à l'utilisation de la plateforme de prépaiement et la manière d'obtenir la liste des emplacements des bornes de paiement permettant le prépaiement de son énergie ;
- 3° les périodes de non-interruption visées au paragraphe 3 ;
- 4° les différents modes d'information relatifs au crédit initial visé au paragraphe 2 ainsi qu'au solde restant, en ce compris le crédit de secours visé au paragraphe 4 ;
- 5° l'alerte en cas d'atteinte du seuil fixé au paragraphe 4 ;
- 6° la possibilité pour l'utilisateur de mettre un terme au système de prépaiement, à tout moment et sur simple demande si le prépaiement a été activé volontairement et si le client n'avait pas de dette envers son fournisseur au moment de l'activation ;
- 7° les coordonnées du service compétent du gestionnaire de réseau de distribution et du fournisseur à l'origine de la demande pour fournir de plus amples informations ;
- 8° les conséquences du placement du compteur communicant et de l'activation de la fonction communicante en termes de protection des données à caractère personnel.

§ 2. Un crédit initial d'un montant de minimum vingt euros est disponible par défaut lors de toute activation de la fonction de prépaiement. Ce crédit est à charge du client. Le Ministre peut adapter ce montant en fonction de l'évolution des prix de l'énergie et de l'inflation éventuelle proportionnellement à celles-ci.

§ 3. Le gestionnaire de réseau de distribution n'interrompt pas la fourniture d'électricité résultant de l'utilisation de la fonction de prépaiement par un utilisateur du réseau pendant la semaine entre seize heures et huit heures ou durant les week-ends, du vendredi à seize heures au lundi à huit heures.

Les jours fériés légaux sont assimilés à des jours de week-end pour l'application de la présente disposition.

§ 4. Lorsqu'un client dispose d'un compteur communicant dont la fonction de prépaiement est activée et que son crédit disponible passe sous le seuil de cinq euros, il en est averti par tout moyen jugé approprié par le gestionnaire de réseau de distribution.

La fonction de prépaiement permet au client de fixer un seuil complémentaire différent de celui visé à l'alinéa 1^{er}.

Lorsque le crédit disponible est épuisé, la procédure d'octroi d'un crédit de secours est activée. Ce crédit de secours est de quinze euros. Le Ministre peut adapter ce montant en fonction de l'évolution des prix de l'énergie et de l'inflation éventuelle proportionnellement à celles-ci.

§ 5. La consommation d'électricité durant les périodes visées au paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2 ainsi que la consommation relative au crédit de secours restent à charge du client et les frais en résultant sont récupérés sur les prochains rechargements effectués. ».

Art. 20. Dans l'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « de distribution » sont insérés entre les mots « réseaux » et « sont » ;
- b) les mots « et gratuit » sont insérés entre les mots « commun » et « de rechargement » ;

2° l'article 17 est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les gestionnaires de réseaux de distribution sont responsables de la conception, de la mise en œuvre et de l'exploitation d'un système de rechargement commun et gratuit pour les clients disposant d'un compteur communicant dont la fonction de prépaiement est activée. Ce système est valable sur l'ensemble du territoire et permet au minimum pendant les heures ouvrables ou pendant les plages horaires offrant un service reconnu équivalent estimé par la CWaPE, le rechargement du compteur dans chaque commune.

Les gestionnaires de réseaux de distribution développent et proposent différentes modalités de rechargement gratuit, dont au minimum, la possibilité d'une solution permettant le rechargement aux publics n'ayant pas accès aux outils numériques, ainsi que par tout procédé permettant un rechargement à distance et effectif dans l'heure. ».

Art. 21. Dans l'article 18 du même arrêté, le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 22. Dans l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° la première phrase de l'alinéa 1^{er} est remplacée par ce qui suit :

« Conformément à l'article 33bis/3, § 2, du décret, le gestionnaire de réseau peut procéder à la coupure du point de fourniture, sans autorisation du juge de paix, si elle est requise au motif de la sécurité des biens ou des personnes ou si le bon fonctionnement du réseau de distribution est gravement menacé. La coupure du point de fourniture ne peut durer au-delà du temps strictement nécessaire à la remise en état des installations, sans préjudice des autres voies de recours possibles pour le gestionnaire de réseau. » ;

2° à l'alinéa 1, les mots « Le cas échéant » sont ajoutés avant les mots « Il en informe sans » ;

3° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 23. Dans l'article 21bis, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les mots « et au guichet unique visé à l'article 47quinquies du décret » sont insérés entre les mots « centres publics d'action sociale » et « dans le cadre de leurs missions ».

Art. 24. Dans l'article 22 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « de l'article 22bis » sont remplacés par les mots « des articles 22bis et 37bis » ;
- 2° le mot « il » est remplacé par les mots « le gestionnaire du réseau de distribution ».

Art. 25. Dans l'article 22*bis*, alinéas 3 et 4, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « calendrier » sont à chaque fois abrogés ;

2° l'alinéa 7 est supprimé.

Art. 26. Dans l'article 24, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou, le cas échéant, de fournir les clients protégés ou les clients captifs qui sont connectés à son réseau » sont abrogés ;

2° à l'alinéa 3, les mots « pour laquelle le » sont remplacés par les mots « qu'un » et les mots « n'a conclu aucun » sont remplacés par les mots « n'est pas parvenu à vendre en concluant un ».

Art. 27. Dans l'article 24*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et modifié par l'arrêté du 19 juillet 2018, l'alinéa 3 est complété par les mots « et dans les conditions fixées par le décret du 1^{er} octobre 2020 relatif à la fin de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées et injectées sur le réseau et à l'octroi de primes pour promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie et la production d'électricité au moyen de sources d'énergie renouvelable. ».

Art. 28. L'article 25 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25. Les gestionnaires de réseau de distribution et de transport local transmettent à l'Administration et à la CWaPE une série de données nécessaires à l'exécution de leurs missions. La liste de ces données ainsi que le formulaire à utiliser et les échéances sont définis par le Ministre, après consultation de la CWaPE et des gestionnaires de réseau de distribution et de transport local.

La liste des données ainsi que le formulaire et les échéances peuvent être adaptés par le Ministre après consultation de la CWaPE et des gestionnaires de réseau de distribution et de transport local. ».

Art. 29. Dans l'article 25*bis*, alinéa 1^{er}, 1°, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les mots « à la libéralisation du marché » sont remplacés par les mots « aux marchés ».

Art. 30. Dans l'article 26 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le gestionnaire de réseau informe le client dans les meilleurs délais de la reprise en tant que fournisseur social et des conséquences de celle-ci en ce qui concerne la fourniture minimale garantie. Le gestionnaire de réseau de distribution doit notamment préciser au client protégé les modalités d'activation de la fourniture minimale garantie, le fait qu'elle reste à sa charge et lui sera facturée, ainsi que les conséquences si le client ne paie pas les coûts liés à cette fourniture minimale garantie. Le gestionnaire de réseau précise également les conditions pour que le client puisse demander lui-même la désactivation de la fourniture minimale garantie. » ;

2° au paragraphe 2, le mot « social » est inséré entre les mots « fournisseur » et « du client protégé ».

Art. 31. Dans l'article 27 du même arrêté, le paragraphe 4, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, est remplacé par ce qui suit : « Si le client alimenté par le fournisseur social perd sa qualité de client protégé, le fournisseur social l'invite à conclure dans les deux mois un contrat avec un fournisseur. Cette invitation informe le client que sauf opposition de sa part notifiée au fournisseur social dans les cinq jours, son nom, son prénom, son adresse postale, son numéro de téléphone et le cas échéant son adresse électronique seront communiqués au CPAS dans les dix jours. Si le client ne dispose pas d'un contrat à l'expiration du délai de deux mois, le fournisseur social peut introduire auprès de la Commission locale pour l'énergie une demande motivée en vue de procéder à l'analyse de la situation du client. Dans le cas où la coupure du client est envisagée par la commission locale pour l'énergie, le fournisseur social saisit le juge de paix en vue de demander la suspension de la fourniture d'électricité. ».

Art. 32. Dans l'article 29, § 1^{er}, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « téléphoniques, courriel et postales » sont insérés entre les mots « coordonnées » et « de son service compétent » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « , la faculté de leur demander le placement gratuit d'un compteur à budget, » sont abrogés ;

3° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « téléphoniques, électroniques et postales » sont insérés entre les mots « coordonnées » et « de ces organismes » ;

4° à l'alinéa 1^{er}, 2°, la phrase suivante est ajoutée : « Le site de l'Observatoire du Crédit permettant au client de consulter les coordonnées des services de médiation de dette est renseigné. » ;

5° un 5° est inséré à l'alinéa 1^{er}, rédigé comme suit : « le courrier de rappel reprend les montants réclamés et les factures concernées. » ;

6° à l'alinéa 2, les mots « du placement du compteur à budget couplé avec un limiteur de puissance » sont abrogés.

Art. 33. Dans l'article 30 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, ab initio est remplacée par ce qui suit :

« La procédure de mise en demeure visée par l'article 33*bis*/1, alinéas 1 et 2, du décret s'applique lorsque le montant de la dette du client, toutes taxes comprises, est supérieur à 100 euros pour la facture d'électricité, ou à 200 euros en cas de facture combinée, et si à l'échéance fixée dans le rappel visé à l'article 29, le client n'a pas soit : » ;

2° l'alinéa 1^{er}, 2°, est supprimé ;

3° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque les conditions visées à l'alinéa 1^{er} sont remplies, le fournisseur adresse au client une mise en demeure conformément à l'article 33*bis*/1, alinéas 1^{er} et 2, du décret. Le courrier de mise en demeure informe le client de la suite de la procédure applicable et, notamment, qu'un courrier de défaut de paiement lui sera envoyé ainsi que les coûts liés à cette procédure. Si la dette est liée à une facture de décompte ou de clôture basée sur un index estimé, le client peut solliciter la réalisation gratuite d'un relevé d'index pour objectiver le montant de la dette. » ;

4° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « Le courrier de mise en demeure reprend les montants réclamés et les factures concernées. Il invite le client à le contacter en vue de conclure un plan de paiement raisonnable et il l'informe de son droit à se faire assister par le CPAS ou par le service de médiation de dettes. Le courrier précise les coordonnées téléphoniques, courriel et postales de son service compétent pour l'élaboration d'un plan de paiement qui tienne compte de la situation financière du client. Pour les clients non-protégés, le courrier renseigne la page du site de la CWaPE présentant les conditions d'octroi du statut de client protégé régional, au sens de l'article 33, § 1^{er}, 2°, et § 2, du décret. Le courrier précise qu'en cas d'absence de réaction du client dans un délai de quinze jours à l'invitation du fournisseur à conclure un plan de paiement raisonnable, de non-respect du plan de paiement raisonnable conclu avec le fournisseur ou de non-paiement de toute nouvelle facture venue à échéance, la procédure applicable en cas de non-paiement et la procédure de défaut de paiement seront poursuivies ou reprises en l'état. Le formulaire visé à l'annexe 1^{re} est joint au courrier de mise en demeure. » ;

5° à l'alinéa 4, les mots « la procédure de défaut de paiement est suspendue. » sont remplacés par les mots « la procédure applicable en cas de non-paiement ou la procédure de défaut de paiement sont suspendues, conformément à l'article 33bis/1, alinéa 6, du décret. ».

Art. 34. L'article 30bis, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Est raisonnable le plan de paiement qui tient compte des intérêts et situations des deux parties et permet concrètement au client d'apurer entièrement sa dette, c'est-à-dire qui tient compte des éléments objectifs tels que : le profil du client, le montant de sa dette, l'historique de son compte client.

§ 2. Si le client bénéficie de l'intervention du médiateur de dettes agréé ou du CPAS, l'adaptation proposée par le médiateur de dettes agréé ou le CPAS, dans le cadre de sa mission de respect de la dignité humaine, du plan de paiement proposé initialement par le fournisseur est analysée par celui-ci. Dans le cas où le fournisseur refuse la proposition du CPAS ou du médiateur de dette agréé, il le justifie de manière argumentée au vu du cas rencontré.

§ 3. A la demande du médiateur de dettes agréé ou du CPAS, la procédure applicable en cas de non-paiement ou la procédure de défaut de paiement sont suspendues le temps de l'analyse socio-budgétaire et de la négociation d'un plan de paiement raisonnable avec le fournisseur, qui ne peuvent pas excéder trente jours, par le CPAS ou par le médiateur de dettes agréé.

§ 4. Si le client fait part de sa demande de conclusion d'un plan de paiement par le biais du formulaire prévu aux articles 30 et 31, il peut soumettre une proposition de plan de paiement au fournisseur conjointement au renvoi du formulaire. Dans le cas où le plan de paiement est conclu par téléphone, le fournisseur le confirme par écrit au client. L'absence de réaction du fournisseur dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la proposition du plan de paiement du client signifie, dans le chef du créancier, une acceptation du plan qui a été proposé. Le refus du fournisseur d'accepter le plan de paiement doit être notifié par écrit, contenir une contre-proposition de plan de paiement.

A défaut d'une proposition de plan de paiement, par le client conjointement au renvoi du formulaire, le fournisseur propose au client un plan de paiement dans un délai de dix jours après la réception du formulaire. Le client dispose d'un délai de quinze jours pour faire part au fournisseur de son acceptation ou d'une éventuelle demande d'adaptation du plan de paiement proposé par le fournisseur conformément aux alinéas 1 et 2 du présent paragraphe.

La procédure applicable en cas de non-paiement ou de défaut de paiement est suspendue durant la négociation du plan de paiement, et ce jusqu'à l'échéance du délai de quinze jours accordé au client pour faire part au fournisseur de sa demande d'adaptation du plan de paiement proposé par le fournisseur tel que visé au 3°. Le fournisseur peut suspendre les délais prévus dans la procédure de non-paiement ou de défaut de paiement au-delà de ce délai s'il le juge opportun.

§ 5. Tout accord ou modification du plan de paiement convenue d'un commun accord est notifiée au client par écrit par le fournisseur.

§ 6. Tout non-respect du plan de paiement est notifié au client par écrit par le fournisseur. ».

Art. 35. Dans l'article 30ter du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « dans le cadre du placement du compteur à budget » sont remplacés par les mots « de défaut de paiement, en ce compris pendant la procédure de recouvrement amiable, » ;

2° un alinéa 2 est inséré entre les alinéas 1 et 2, rédigé comme suit :

« Par dérogation au 3°, des frais de recouvrement pour impayés ne s'appliquent pas à un client protégé alimenté par le fournisseur social. » ;

3° l'article 30ter est complété par un alinéa 4 et un alinéa 5, rédigés comme suit :

« Une fois que la procédure en Justice est intentée, des frais de rappel et de mise en demeure ou de défaut de paiement ne peuvent pas être réclamés.

Toute clause pénale est interdite, même si le cumul de celle-ci avec les frais liés aux courriers de rappel, de mise en demeure ou de défaut de paiement n'excède pas 55 euros. ».

Art. 36. Un article 30 quinquies est inséré :

« § 1^{er}. Si le client fait part de sa demande de recourir au dépôt d'une requête conjointe devant le juge de paix par le biais du formulaire, et que le fournisseur accepte, il lui communique un formulaire de requête conjointe, complété pour la partie qui lui est relative dans les plus brefs délais. Le client est tenu de remplir, signer et renvoyer le formulaire de requête conjointe au fournisseur dans un délai de sept jours ouvrables après la réception du modèle de requête conjointe communiqué par le fournisseur. Le fournisseur introduit le dossier auprès du juge de paix dans les plus brefs délais après la réception des documents complétés par le client. La procédure appliquée en cas de non-paiement ou de défaut de paiement est suspendue à partir de la demande de dépôt d'une requête conjointe par le client et jusqu'à la décision du juge de paix. Dans le cas où le client ne renvoie pas le formulaire de requête conjointe complété dans un délai de sept jours ouvrables, la procédure appliquée en cas de non-paiement ou de défaut de paiement reprend.

§ 2. Si le client fait part de sa demande de recourir au dépôt d'une requête conjointe devant le juge de paix par le biais du formulaire, et que le fournisseur refuse le dépôt de la requête conjointe, le fournisseur est tenu d'informer le client de l'absence de suivi de sa demande de dépôt de la requête conjointe et de proposer un plan de paiement raisonnable au client dans les plus brefs délais. La procédure appliquée en cas de non-paiement ou de défaut de paiement est suspendue. Le client dispose d'un délai de quinze jours pour faire part au fournisseur de son acceptation ou d'une éventuelle demande d'adaptation du plan de paiement proposé par le fournisseur. Au-delà de ce délai de

quinze jours, la procédure appliquée en cas de non-paiement ou de défaut de paiement reprend. Par dérogation, conformément à l'article 33bis/3 du décret, les dispositions prévues à l'article 31bis § 1, 1°, ne s'appliquent pas. ».

Art. 37. Dans le même arrêté, il est inséré un article 30sexies rédigé comme suit :

« Art. 30sexies. § 1^{er}. Si le client demande l'activation du prépaiement par le biais du formulaire prévu aux articles 30 et 31 du présent arrêté, le fournisseur adresse une demande d'activation du prépaiement au gestionnaire de réseau. La procédure applicable en cas de non paiement ou de défaut de paiement est suspendue.

§ 2. Le gestionnaire de réseau active la fonction de prépaiement au plus tard quinze jours ouvrables après la réception de la demande lorsque le compteur communicant est déjà placé chez le client, et, à défaut, au plus tard le jour ouvrable suivant le placement du compteur communicant. Le délai pour le placement ne peut pas excéder 40 jours.

§ 3. Si le placement ou l'activation de la fonction communicante du compteur est considéré comme techniquement impossible ou non-économiquement raisonnable en application des dispositions prévues à l'article 5 de l'Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux compteurs communicants, le gestionnaire de réseau en informe le fournisseur et annule la procédure d'activation du prépaiement. Dans ce cas, la procédure applicable en cas de non paiement ou de défaut de paiement peut reprendre en l'état. Les dispositions prévues à l'article 31bis § 1, 1°, ne s'appliquent pas.

§ 4. Le Ministre détermine la procédure d'activation de la fonction de prépaiement. Sur proposition de la CWaPE, le Ministre détermine le montant forfaitaire et les modalités de dédommagement du gestionnaire de réseau de distribution vers le fournisseur en cas de dépassement des délais d'activation de la fonction de prépaiement visés à l'alinéa 2. ».

Art. 38. Dans le titre de la Section 3, les mots « et placement du compteur à budget » sont abrogés.

Art. 39. L'article 31 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 31. § 1^{er}. Le fournisseur informe le client par courrier qu'il est en défaut de paiement lorsque, à l'échéance fixée dans le courrier de mise en demeure visé à l'article 33bis/1 du décret, et sans préjudice des éventuelles suspensions de délais visées aux articles 30bis, §§ 3 et 4, 30quinquies et 30sexies, le client n'a pas soit :

1° acquitté le montant de la facture impayée ;

2° demandé l'activation de la fonction de prépaiement ;

3° conclu un plan de paiement raisonnable avec le service compétent du fournisseur et respecté le plan de paiement raisonnable et le paiement des nouvelles factures échues du fournisseur ;

4° demandé au fournisseur la saisine du juge de paix par requête conjointe.

L'une de ces conditions suffit pour que le client ne soit pas déclaré en défaut de paiement.

A l'exception des clients protégés qui ne sont pas alimentés par le fournisseur social, le formulaire visé à l'annexe 1^{re} est joint au courrier de déclaration de défaut de paiement visé à l'article 33bis/1 alinéas 4 et 5, du décret.

Le courrier de déclaration de défaut de paiement reprend les montants réclamés et les factures concernées. Il informe le client de son droit de négocier un plan de paiement raisonnable et l'informe de son droit de se faire assister par le CPAS ou par le service de médiation de dettes. Pour les clients non-protégés, le courrier renseigne la page du site de la CWaPE présentant les conditions d'octroi du statut de client protégé régional, au sens de l'article 33, § 1^{er}, 2°, et § 2, du décret.

Le cas échéant, le fournisseur communique au gestionnaire de réseau de distribution les coordonnées du client et les éléments attestant que le client est un client protégé tel que défini à l'article 33, § 1^{er}, du décret. Dans ce cas, le client est transféré et alimenté par le gestionnaire de réseau de distribution qui informe le client de ce transfert et de ses conséquences en ce qui concerne la fourniture minimale garantie. Le Ministre détermine la procédure de transfert du client protégé déclaré en défaut de paiement vers son gestionnaire de réseau et les obligations qui en découlent.

§ 2. Conformément à l'article 33bis/1, alinéa 4, du décret, le courrier de déclaration de défaut de paiement informe le client que sauf opposition de sa part notifiée au fournisseur dans les cinq jours à dater de la réception du courrier de déclaration de défaut de paiement, son nom, son prénom, son adresse postale, son numéro de téléphone et le cas échéant son adresse électronique seront notifiés au CPAS dans les 10 jours de la réception du courrier, pour lui permettre de bénéficier de son assistance dans la négociation d'un plan de paiement raisonnable, d'aides financières ou de mesures de guidance telles que visées par la organique des CPAS du 8 juillet 1976 et la loi du 4 septembre 2002 visant à confier aux centres publics d'aide sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies.

§ 3. Dans le cas où le client manifeste son choix de solliciter l'accompagnement du centre public d'action sociale ou du service de médiation de dettes agréé dans le formulaire, il prend contact avec la structure dans les plus brefs délais.

§ 4. Quelle que soit la solution choisie par le client résidentiel via le formulaire, cette solution ne fait pas obstacle à la possibilité, pour le consommateur, de conclure un plan de paiement à tout moment. ».

Art. 40. Dans le même arrêté, un article 31bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 31bis. § 1^{er}. Lorsque, à l'échéance fixée dans le courrier de déclaration de défaut de paiement visé à l'article 33bis/1 du décret, et sans préjudice des éventuelles suspensions de délais visées aux articles 30bis, §§ 3 et 4, 30quinquies et 30sexies, le client n'a pas réagi conformément à l'article 31 alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3° ou 4°, le fournisseur :

1° adresse, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, au gestionnaire de réseau une demande de placement de compteur à budget ou d'activation de la fonction de prépaiement chez le client. Il informe le client par courrier de la demande de placement ou d'activation, et de la possibilité de refuser le placement ou l'activation et des moyens pour le signifier tels que prévus au § 5 ;

2° ou saisit le juge de paix pour demander toute mesure visant au remboursement de la dette, l'activation du prépaiement, la résiliation du contrat de fourniture.

§ 2. Si le client refuse ou entrave l'activation du prépaiement ou si le placement ou l'activation de la fonction communicante du compteur est considéré comme techniquement impossible ou non-économiquement raisonnable en application des dispositions prévues à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux compteurs communicants, le fournisseur saisit le juge de paix pour demander la résiliation du contrat de fourniture. Le gestionnaire de réseau annule la procédure d'activation du prépaiement auprès du fournisseur lorsque le client entrave l'activation du prépaiement.

§ 3. Dans le cas où le client manifeste son choix de solliciter l'accompagnement du centre public d'action sociale ou du service de médiation de dettes agréé dans le formulaire, il prend contact avec la structure dans les plus brefs délais.

§ 4. Dans le cadre de l'activation de la fonction de prépaiement, si l'utilisateur ne peut pas être présent pour le placement, il peut soit désigner une personne afin de le représenter, soit convenir d'une modification du jour et de la plage horaire. Dans ce cas, le client contacte son gestionnaire de réseau de distribution pour établir une nouvelle date de visite dans les cinq jours ouvrables suivants la date initialement proposée.

§ 5. Le Ministre détermine la procédure d'activation de la fonction de prépaiement. Le gestionnaire de réseau de distribution active la fonction de prépaiement au plus tard quinze jours ouvrables après la réception de la demande par le gestionnaire de réseau de distribution lorsque le compteur communicant est déjà placé chez le client, et, à défaut, au plus tard le jour ouvrable suivant le placement du compteur communicant. Sans préjudice des dispositions, imposées par et en vertu du décret, relatives au placement des compteurs communicants et à l'activation de la fonction communicante, la durée entre la date de la réception de la demande d'activation de la fonction de prépaiement et la date d'activation de celle-ci ne peut pas excéder quarante jours.

Sur proposition de la CWaPE, le Ministre détermine le montant forfaitaire et les modalités de dédommagement du gestionnaire de réseau de distribution vers le fournisseur en cas de dépassement des délais d'activation de la fonction de prépaiement et de placement de compteurs communicants visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 6. Le client peut notifier son refus d'activation de la fonction de prépaiement par téléphone ou par mail ou par courrier au fournisseur. Le fournisseur annule la demande d'activation du prépaiement auprès du gestionnaire de réseau ;

Est considérée comme entrave à l'activation du prépaiement le fait que le client soit absent au moment du deuxième passage du gestionnaire de réseau ou lorsqu'il refuse de donner accès au compteur au gestionnaire de réseau. ».

Art. 41. L'article 32 du même arrêté est remplacé dans la rédaction suivante :

« Art. 32. § 1^{er}. Concomitamment à la signification par le fournisseur du jugement au client, le fournisseur informe le CPAS du client par écrit ou par voie électronique de sa décision de procéder à l'exécution de ce jugement, sauf si le client a précédemment refusé la communication de ses coordonnées en application de l'article 31, § 2.

§ 2. Lorsque le fournisseur demande l'activation de la fonction de prépaiement sur décision du juge de paix, sans préjudice d'autres modalités arrêtées par le juge de paix dans son jugement, les dispositions prévues à l'article 31bis, § 4 et § 5, s'appliquent. Si, à la suite de la décision du juge de paix, le client entrave le placement d'un compteur communicant, ou si le placement ou l'activation de la fonction communicante du compteur est considéré comme techniquement impossible ou non-économiquement raisonnable en application des dispositions prévues à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux compteurs communicants, sans préjudice d'autres modalités arrêtées par le juge de paix dans son jugement, le fournisseur peut saisir le juge de paix pour demander la résiliation du contrat de fourniture. Le gestionnaire de réseau annule la procédure d'activation du prépaiement auprès du fournisseur lorsque le client entrave le placement du compteur communicant ou lorsque son placement ou l'activation de la fonction communicante du compteur est considéré comme techniquement impossible ou non-économiquement raisonnable en application des dispositions prévues à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux compteurs communicants.

§ 3. Lorsque le plan de paiement imposé au client sur décision du juge de paix n'est pas respecté ou en cas de non-paiement de toute nouvelle facture venue à échéance alors qu'un plan de paiement a été imposé sur décision du juge de paix, sans préjudice d'autres modalités arrêtées par le juge de paix dans son jugement, le fournisseur saisit le juge de paix pour demander la résiliation du contrat de fourniture.

§ 4. Lorsque le contrat de fourniture est résilié sur décision du juge de paix, sans préjudice d'autres modalités arrêtées par le juge de paix dans son jugement, les articles 10 et 22 s'appliquent.

§ 5. Dans le cas d'une résiliation du contrat, le fournisseur en informe le gestionnaire de réseau et le client. Dans l'information adressée au client, il précise le délai endéans lequel il doit choisir un nouveau fournisseur pour éviter la suspension de son alimentation. Le cas échéant, cette information est jointe à la signification du jugement. Sur avis de la CWaPE, le Ministre détermine la procédure d'annulation de la procédure de suspension de l'alimentation.

§ 6. Dans le cas où le juge de paix décide de la résiliation du contrat de fourniture, sans préjudice des éléments de la décision du juge, les frais de suspension de l'alimentation et de rétablissement sont à la charge du client s'il n'a pas choisi de nouveau fournisseur dans le délai précisé dans le courrier visé au § 5 et s'il a été jugé en tort par le juge. ».

Art. 42. L'article 33 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, est abrogé.

Art. 43. L'article 34 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, est modifié comme suit :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « §§ 2 à 4 » sont remplacés par « § 2 » ;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 44. Dans le même arrêté, il est inséré un article 35bis rédigé comme suit :

« Art. 35bis. Le fournisseur informe le client du montant exact de la dette existante au moment de l'activation de la fonction de prépaiement, en ce compris les frais de procédure antérieurs à l'activation de la fonction de prépaiement. Le recouvrement de cette dette ne peut pas être imputé sur les paiements liés à la consommation postérieure à l'activation de la fonction de prépaiement.

Lorsque la fonction de prépaiement est activée chez un client, le fournisseur ne peut pas lui adresser de factures d'acomptes. ».

Art. 45. L'article 36 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 36. La désactivation du compteur à budget ou de la fonction de prépaiement peut être demandée à tout moment par le client à son fournisseur. S'il n'a pas de dette liée à sa consommation d'électricité vis-à-vis de son fournisseur actuel, ou si la demande d'activation du prépaiement a été formulée volontairement par le client, en dehors d'une procédure de non paiement et en l'absence de dette du client vis-à-vis de son fournisseur, le fournisseur est tenu de transmettre la demande au gestionnaire de réseau dans les sept jours. La désactivation de la fonction de prépaiement est gratuite pour le client. ».

Art. 46. L'article 37 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 37 § 1^{er}. La procédure applicable en cas de non-paiement et la procédure de défaut de paiement sont suspendues à tout moment en cas d'accord des parties quant au paiement de la dette ou d'accord des parties relatif à un plan de paiement raisonnable. Le non-respect d'un plan de paiement relatif au règlement de la dette, notifié par écrit au client, entraîne de plein droit la reprise de la procédure en l'état.

À la réception du paiement complet permettant l'apurement de la dette par le fournisseur, ce dernier est tenu d'annuler auprès du gestionnaire de réseau la procédure qu'il a initiée dans les cinq jours ouvrables de la réception dudit paiement.

A partir de la conclusion d'un accord concernant un plan de paiement de la dette, le fournisseur est tenu d'annuler auprès du gestionnaire de réseau la procédure qu'il a initiée dans les cinq jours ouvrables de l'accord intervenu.

Sur avis de la CWaPE, le Ministre détermine la procédure d'annulation des procédures par le fournisseur auprès du gestionnaire de réseau.

§ 2. Le CPAS est responsable du traitement des données à caractère personnel communiquées par le fournisseur afin de prendre contact avec les clients concernés en vue de leur permettre de bénéficier de son assistance. Le gestionnaire de réseau est responsable du traitement des données à caractère personnel communiquées par le fournisseur afin d'informer les clients protégés concernés de leur transfert et des conséquences que ce transfert implique.

§ 3. Sans préjudice d'autres dispositions prévues par la loi ou le Code civil, les données à caractère personnel ne peuvent être conservées au-delà d'une année après la fin de l'accompagnement par le CPAS ou la fin de l'octroi du statut de client protégé. ».

Art. 47. Dans l'article 37bis du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou pour lequel la fourniture est suspendue à la suite d'une décision du juge de paix » sont insérés entre les mots « échéance » et « durant » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , du délai de suspension » sont insérés entre les mots « , au terme du contrat » et « ou du délai de résiliation, ».

Art. 48. Dans le même arrêté, il est inséré un article 37bis/1 rédigé comme suit :

« Art. 37bis/1. § 1^{er}. La suspension d'alimentation réalisée dans le cadre d'une résiliation de contrat signifiée par le fournisseur au client ou dans le cadre d'une résiliation de contrat décidée par le juge de paix lors d'une procédure de défaut de paiement ne peut avoir lieu durant la période hivernale ;

§ 2. Dans le cas où la résiliation du contrat est décidée par le juge de paix, au lendemain de la date effective de cessation du contrat, le gestionnaire de réseau de distribution est tenu de prendre en charge l'alimentation du point d'accès jusqu'au terme de la procédure de régularisation.

§ 3. La fourniture d'électricité au client résidentiel par le gestionnaire de réseau de distribution s'effectue conformément au tarif visé à l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2004 fixant les prix maximaux pour la fourniture d'électricité par les gestionnaires de réseaux de distribution aux clients finals dont le contrat de fourniture a été résilié par le fournisseur et qui ne peuvent pas être considérés comme des clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire, au sens de l'article 20, § 2, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité .

§ 4. Le gestionnaire de réseau informe le client de la reprise du point de fourniture, des conditions de fourniture et des démarches à entreprendre. Il le prévient de la date à laquelle une suspension d'alimentation sera opérée si le gestionnaire de réseau n'a pas reçu de confirmation d'un nouveau contrat.

§ 5. Dans le cas où le client concerné par la résiliation de contrat du fournisseur est un client protégé, il peut communiquer au gestionnaire de réseau les éléments attestant de son statut et demander la prise en charge de son alimentation par le fournisseur social.

§ 6. Le Ministre détermine les modalités d'application de cette fourniture et les obligations qui en découlent. ».

Art. 49. Le titre de la Section 3ter est remplacé par ce qui suit : « Section 3ter. Contestation auprès du Service régional de médiation. ».

Art. 50. L'article 37ter du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 37ter. Au cours de la procédure applicable en cas de non-paiement et de la procédure de défaut de paiement, le client peut contester lesdites procédures, telles que la procédure d'activation de la fonction de prépaiement, et saisir le Service régional de médiation pour l'énergie.

La demande est introduite et instruite conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2009 relatif au Service régional de médiation pour l'énergie.

Le Service régional de médiation pour l'énergie peut suspendre la procédure applicable en cas de non-paiement ou la procédure de défaut de paiement pour permettre l'analyse, le cas échéant, en concertation avec le fournisseur, le gestionnaire de réseau de distribution et le CPAS. ».

Art. 51. Dans l'article 38 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La fourniture du client protégé sous compteur à budget, ou sous compteur communicant dont la fonction de prépaiement est activée, est assurée par le gestionnaire de réseau de distribution du client.

Lorsque la fonction de prépaiement est activée chez un client protégé, elle est couplée à l'activation d'un limiteur de puissance pour assurer la fourniture minimale garantie.

Lorsque la fonction de prépaiement est activée sur décision du juge de paix, l'activation du limiteur de puissance est garantie pour une période de six mois, sans préjudice d'une durée plus longue décidée par le juge de paix conformément à l'article 33bis/3 § 1^{er}, alinéa 3, du décret. Le client protégé qui n'alimente pas son compteur bénéficie alors de la fourniture minimale garantie dont la puissance est fixée à dix ampères. » ;

2° au paragraphe 2, première phrase, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « sous compteur à budget » sont abrogés ;
- b) les mots « de décompte » sont insérés entre les mots « facture » et « relative » ;

3° un nouveau paragraphe 4 est inséré, rédigé comme suit :

« Par dérogation aux § 2 et § 3, la fourniture minimale garantie ne peut être suspendue durant la période hivernale dans tout logement occupé à titre de résidence principale et avant l'échéance de 6 mois lorsque l'activation de la fonction de prépaiement a été décidée par le juge de paix. L'électricité consommée au cours de cette période reste à charge du client protégé. ».

Art. 52. Dans l'article 39 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 53. Dans le même arrêté, il est inséré un Chapitre IVbis entre les articles 39 et 40, intitulé : « Chapitre IVbis. – Obligations de service public à charge des gestionnaires de réseaux fermés professionnels. ».

Art. 54. Dans le même arrêté, l'article 40, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 40. § 1^{er}. A l'exception des articles 19, 21 et 22, les dispositions contenues dans le chapitre III^{re} relatif aux obligations spécifiques aux gestionnaires de réseaux ne s'appliquent pas aux gestionnaires de réseaux fermés professionnels.

§ 2. Les gestionnaires de réseaux fermés professionnels respectent les obligations de service public suivantes :

- 1° assurer la sécurité, la régularité et la qualité de l'électricité distribuée sur le réseau fermé ;
- 2° en matière de service aux utilisateurs :
 - a) installer les appareils de mesurage et de comptage et gérer l'ensemble des données de mesure et de comptage nécessaires à la gestion des réseaux et aux processus de marché ;
 - b) assurer la communication des données de comptage à tout client aval qui en fait la demande ;
 - c) en ce qui concerne les clients avals ayant exercé leur éligibilité :

sans préjudice de la procédure simplifiée visée à l'article VIII.30, § 1^{er}, du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité, valider et transmettre au fournisseur les relevés d'index avec une périodicité qui ne peut pas être inférieure à trois mois à des fins d'information, de simulation des consommations ou d'adaptation des acomptes tenant compte d'un lissage des consommations sur douze mois. ».

Art. 55. Dans le Chapitre V du même arrêté, l'article 41, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 41. La CWaPE approuve les modèles des factures d'acompte, de décompte et de clôture transmis par chaque fournisseur en ce qui concerne les informations de nature régionale. ».

Art. 56. Dans l'article 42 du même arrêté, les mots « fournisseurs et gestionnaires de réseaux » sont remplacés par les mots « fournisseurs, gestionnaires de réseaux et gestionnaires de réseaux fermés professionnels ».

Art. 57. Dans l'article 43 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article 43, dont le texte actuel formera l'alinéa 1^{er}, les mots « de distribution et de transport local » sont insérés entre les mots « réseau » et « transmettent » ;

2° l'article 43 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les gestionnaires de réseaux fermés professionnels tiennent à disposition de la CWaPE tout document nécessaire au contrôle du respect de leurs obligations de service public. ».

Art. 58. Dans l'article 44 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « à l'article 43, § 3 » sont remplacés par les mots « aux articles 43, § 3, et 33bis/1, alinéa 9 » ;
- 2° l'article 44 est complété par les mots « et quant aux procédures menées devant le juge de paix dans le cadre d'un défaut de paiement. ».

Art. 59. Dans le même arrêté, il est annexé un formulaire à joindre aux courriers de mise en demeure et de déclaration de défaut de paiement.

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz*

Art. 60. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un point 1°bis rédigé comme suit : « 1°bis « arrêté royal facture » : l'arrêté royal du 9 décembre 2021 fixant les autres exigences minimales auxquelles doivent répondre les factures et les informations relatives à la facturation de gaz et d'électricité » ;

2° le point 2°, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, est rétabli comme suit : « 2° fournisseur social » : gestionnaire de réseau de distribution assurant la fourniture de gaz au client protégé conformément à l'article 31^{ter} du décret » ;

3° au point 5°, les mots « et du développement durable » sont supprimés ;

4° le point 6° est abrogé ;

5° au 12°, les mots « 3 mars 2011 » sont remplacés par les mots « 27 mai 2021 » ;

6° il est inséré un 14° rédigé comme suit : « 14° décret électricité : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité. ».

Art. 61. L'article 3, alinéa 2, 2°, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, est complété par les mots « et à l'activation de la fonction de prépaiement ».

Art. 62. L'article 3bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 et un paragraphe 3 rédigés comme suit :

« § 2. Le fournisseur précise sur son site internet la procédure à suivre en cas de déménagement, les canaux par lesquels le client peut communiquer son relevé d'index, le délai endéans lequel il doit être transmis au fournisseur ainsi que le délai endéans lequel le client doit communiquer la date de son déménagement. Il met également à disposition sur son site internet le formulaire de déménagement établi par la CWaPE, après consultation des autres régulateurs régionaux, ou un lien d'accès internet vers ce document.

§ 3. Dans le cas où le client ne communique pas, endéans le délai mentionné au paragraphe 2, l'entière des informations nécessaires à la reprise des énergies lorsqu'il signale son déménagement, le fournisseur lui rappelle, par tout moyen qu'il juge opportun, de l'utilité de remplir le formulaire de déménagement établi par la CWaPE après consultation des autres régulateurs régionaux et l'informe de la page sur son site internet où se trouve le formulaire.

Si le fournisseur reçoit des index par téléphone, il envoie au client une confirmation écrite par SMS ou par mail ou par courrier ou par l'intermédiaire de tout support durable dans les sept jours à dater de la réception de l'index. ».

Art. 63. A l'article 4 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, point d), les mots « , en ce compris les produits ou services groupés avec les services fournis, » sont insérés entre les mots « fournis » et « ainsi » ;

2° le paragraphe 1^{er}, o), est remplacé par ce qui suit : « les coordonnées, adresse, numéro de téléphone, courrier électronique et l'adresse du site internet du service régional de médiation pour l'énergie de la CWaPE chargé de fournir la liste des services sociaux agréés, des associations de défense des consommateurs finals, d'agences de l'énergie ou d'organismes similaires auxquels s'adresser pour obtenir des informations sur les droits de consommateurs, sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectifs d'équipements consommateurs d'énergie » ;

3° au paragraphe 1^{er}, point p), le mot « régularisation » est remplacé par le mot « décompte » ;

4° le q) est abrogé ;

5° au paragraphe 1^{er}, il est inséré un nouveau point r) rédigé comme suit : « r) la mention, lorsqu'il s'agit d'un contrat en mode de prépaiement volontaire en application de l'article 17, de la possibilité de mettre un terme au prépaiement sur simple demande en l'absence de dette du client envers son fournisseur au moment de l'activation ; » ;

6° au paragraphe 6, le mot « final » est remplacé par le mot « résidentiel ».

Art. 64. Dans l'article 6 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le texte de l'alinéa 1^{er} forme le paragraphe 1^{er} alinéa 1^{er} ;

2° les alinéa 2 et 3 forment respectivement les alinéas 2 et 3 du paragraphe 1^{er}

3° à l'alinéa 3, devenu paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « ou de la fonction de prépaiement » sont insérés entre les mots « d'un compteur à budget » et « ne peuvent en aucun cas constituer » ;

4° à l'alinéa 3, devenu paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « , ou en cas de non-activation de la fonction de prépaiement » sont ajoutés après les mots « de compteurs à budget. » ;

5° le texte de l'alinéa 4 forme le paragraphe 2 ;

6° à l'alinéa 4 devenu paragraphe 2, la phrase « Est reconnu comme risque exceptionnel l'existence d'une dette ouverte équivalent à trois mois de facture d'acompte pour le vecteur de gaz et d'au moins 100€ envers ce fournisseur. » est insérée entre les mots « présente des risques exceptionnels. » et « La prise en compte de ces risques ».

7° à l'alinéa 4, devenu paragraphe 2, les mots « et à un montant de 200€ » sont ajoutés à la suite de « Le montant demandé par le fournisseur ne peut être supérieur à trois mois de consommation moyenne annuelle correspondant à la catégorie de client dont fait partie le client résidentiel concerné » ;

8° le texte de l'alinéa 5 forme le paragraphe 3 ;

9° à l'alinéa 5, devenu le paragraphe 3, les mots « autres sûretés » sont remplacés par les mots « autre sûreté, »

10° le texte actuel de l'alinéa 6 forme le paragraphe 4.

Art. 65. Dans l'article 7 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} les modifications suivantes sont apportées :

a) ab initio, la phrase « Les factures qui portent sur des acomptes périodiques comprennent au moins les mentions suivantes : » est remplacée par ce qui suit : « Les factures qui portent sur des acomptes périodiques adressées aux clients résidentiels et aux petites et moyennes entreprises comprennent, outre les mentions visées à l'article 5 de l'arrêté royal facture, les informations suivantes : » ;

b) les 1°, 2° et 4° sont abrogés ;

c) le texte du 3° formera le 1° ;

d) dans le 5°, devenu 2°, le mot « fournis » est remplacé par le mot « alimentés » ;

e) le texte du 6° formera le 3° ;

f) dans le 7°, devenu 4°, les mots « les moyens de contact y compris le téléphone, l'adresse électronique, ou le fax, » sont remplacés par les mots « les coordonnées, à savoir, l'adresse, le numéro de téléphone, le courrier électronique et le site internet » et les mots « du fournisseur » sont ajoutés entre les mots « de la clientèle » et « ainsi que » ;

g) le texte du 8° forme le 5° ;

h) le texte actuel du 9° forme le 6° ;

i) le texte actuel du 10° forme le 7° ;

j) il est ajouté un 8° rédigé comme suit :

« 8° l'adresse internet de l'espace numérique sur lequel le client, à l'exception du client protégé alimenté par le fournisseur social ou le gestionnaire de réseau à titre temporaire conformément au décret, peut retrouver plus de renseignements concernant son contrat et sa facture ainsi que la mention indiquant que le client peut demander la version papier de ces renseignements à son fournisseur sans frais ; » ;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a), les mots « l'alinéa 1^{er}, 7° » sont remplacés par les mots « l'alinéa 1^{er}, 5° » ;

b) le mot « quinze » est remplacé par le mot « dix » ;

3° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées : le mot « résidentiel » est abrogé et le mot « régularisation » est remplacé par le mot « décompte » ;

4° au paragraphe 2, un alinéa est inséré entre les alinéas 2 et 3, rédigé comme suit :

« Pour les clients disposant d'un compteur à budget actif ou d'un compteur avec la fonction de prépaiement activée, le fournisseur mentionne, en annexe de la facture de décompte, la date des chargements et les différents montants chargés au cours de la période concernée. » ;

5° au paragraphe 2, alinéa 3, devenu alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « régularisation » sont chaque fois remplacés par les mots « décompte » ;

b) les mots « ou avec la fonction de prépaiement activée » sont insérés entre les mots « à budget » et « , le remboursement du solde » ;

c) les mots « ou avec la fonction de prépaiement activée » sont insérés entre les mots « à budget » et « existe, ».

6° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le mot « régularisation » est remplacé par le mot « décompte » ;

7° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Les factures de décompte et de clôture à l'égard des clients résidentiels reprennent, outre les données se trouvant à l'article 4 de l'arrêté royal facture, les informations suivantes :

1° la possibilité, en cas de difficulté de paiement, de faire appel au CPAS ou à des associations sociales ;

2° le montant au kWh et le montant total de chacune des redevances, surcharges et cotisations tant fédérales que régionales grevant le prix de la fourniture, hors T.V.A..

Concernant l'article 3, § 2, 7° et 8°, de l'arrêté royal facture, la mention portant sur l'identification du contrat et de sa durée ne s'applique pas en cas de fournisseur social. » ;

8° il est inséré un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Les factures de décompte et de clôture à l'égard des clients résidentiels sont structurées selon les rubriques visées à l'article 14 de l'arrêté royal facture. Dans la rubrique « B combien, quand et comment dois-je payer ou qu'est-ce que je serai remboursé ? », se trouvent également les informations visées à l'article 7, § 4, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3°. » ;

9° il est inséré un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6 Sans préjudice de l'article 7, § 4, du présent arrêté, les factures établies par le fournisseur social et le gestionnaire de réseau lorsqu'il alimente le client à titre temporaire conformément au décret doivent respecter les dispositions de l'arrêté royal facture. ».

Art. 66. L'article 7bis du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7bis. Sur simple demande, tout client résidentiel peut obtenir de son fournisseur des informations plus détaillées ou des explications complémentaires à propos des informations reprises sur sa facture, notamment s'il s'agit d'une facture réelle ou estimée et pour quel index, la valeur des éventuels paramètres d'indexation, la mention des différents tarifs appliqués au cours du contrat et le nombre de kWh. Le client peut demander ces informations pour la facture en cours ainsi que pour celles à venir. Son fournisseur lui envoie, sans frais et dans un délai de cinq jours ouvrables, la réponse à sa demande. La procédure prévue en cas de non -paiement est suspendue par le fournisseur jusqu'à la réception des informations demandées par le client. ».

Art. 67. L'article 7ter du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, est abrogé.

Art. 68. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Lorsque le fournisseur ou le fournisseur social ou le gestionnaire de réseau lorsqu'il alimente le client à titre temporaire conformément au décret alimente un client résidentiel équipé d'un compteur à budget où dont la fonction de prépaiement est activée :

1° dans le cas d'un compteur à budget fonctionnant avec un système de cartes rechargeables pouvant être alimentées via le système visé à l'article 18, il fournit à son client la page d'un site internet où il pourra visualiser la liste des lieux de rechargement de la carte de son compteur à budget ainsi qu'un numéro de téléphone ou une adresse mail où il pourra demander qu'on lui communique cette information sans frais,, en précise les modalités d'alimentation ainsi que les mesures de protection sociales liées à la fonction de prépaiement visées à l'article 17bis et invite le client à joindre les services du gestionnaire de réseau concerné pour la fourniture de cartes, l'initialisation ou toute modification de celles-ci ;

2° dans le cas d'un compteur communicant : il indique à son client les différentes modalités de rechargement et les différentes fonctionnalités liées au prépaiement, ainsi que les mesures de protection sociales liées à la fonction de prépaiement telles que visées à l'article 17bis du décret. Le fournisseur lui fournit également la page d'un site internet où il pourra visualiser la liste des emplacements des bornes de paiement permettant le prépaiement de son énergie ainsi qu'un numéro de téléphone ou une adresse mail où il pourra demander qu'on lui communique sans frais cette liste. ».

Art. 69. Dans l'article 8bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 février 2008, les mots « et au guichet unique visé à l'article 47quinquies du décret électricité » sont insérés entre les mots « centres publics d'action sociale » et « dans le cadre de leurs missions ».

Art. 70. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Le fournisseur est tenu d'informer immédiatement le gestionnaire de réseau, en cas de suspicion d'une anomalie, d'une manipulation au niveau du raccordement ou de non conformité de celui-ci et de solliciter l'intervention du Gestionnaire de réseau pour constater la manipulation et/ou la non conformité. Le gestionnaire de réseau applique les dispositions prévues à l'article 22. ».

Art. 71. L'article 11 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, est abrogé.

Art. 72. L'article 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. Après avis de la CWaPE, le Ministre détermine les mentions supplémentaires à libeller sur les documents visés à l'article 7. ».

Art. 73. Dans l'article 13 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les mots « à la libéralisation du marché » sont remplacés par les mots « aux marchés ».

Art. 74. L'article 17, § 3, du même arrêté est abrogé.

Art. 75. Un article 17bis est inséré dans le même arrêté, rédigé comme suit :

« Art. 17bis. Le gestionnaire du réseau de distribution active la fonction de prépaiement chez le client résidentiel raccordé en basse tension qui en fait la demande. En cas de demande par téléphone, le fournisseur envoie une confirmation écrite par mail ou par courrier au client, ou l'informe directement via tout support durable.

Le gestionnaire de réseau de distribution active la fonction de prépaiement au plus tard quinze jours ouvrables après la réception de la demande lorsque le compteur communicant est déjà placé chez le client, et, à défaut, au plus tard le jour ouvrable suivant le placement du compteur communicant. Le délai pour le placement ne peut pas excéder 40 jours.

Le gestionnaire de réseau de distribution notifie au fournisseur le relevé du compteur effectué lors de l'activation de la fonction de prépaiement, s'il échet. ».

Art. 76. Dans le même arrêté, il est inséré un article 17ter rédigé comme suit :

« 17 ter. § 1^{er}. Au plus tard sept jours avant toute activation de la fonction de prépaiement, le gestionnaire de réseau de distribution adresse par courrier au client les informations suivantes :

1° la date d'activation de la fonction de prépaiement ;

2° l'explication relative aux différents modes de rechargement, à l'utilisation de la plateforme de prépaiement et la manière d'obtenir la liste des emplacements des bornes de paiement permettant le prépaiement de son énergie ;

3° les périodes de non-interruption visées au paragraphe 3 ;

4° les différents modes d'information relatifs au crédit initial visé au paragraphe 2 ainsi qu'au solde restant, en ce compris le crédit de secours visé au paragraphe 4 ;

5° l'alerte en cas d'atteinte du seuil fixé au paragraphe 4 ;

6° la possibilité pour l'utilisateur de mettre un terme au système de prépaiement, à tout moment et sur simple demande si le prépaiement a été activé volontairement et si le client n'avait pas de dette envers son fournisseur au moment de l'activation ;

7° les coordonnées du service compétent du gestionnaire de réseau de distribution et du fournisseur à l'origine de la demande pour fournir de plus amples informations ;

8° les conséquences du placement du compteur communicant et de l'activation de la fonction communicante en termes de protection des données à caractère personnel.

§ 2. Un crédit initial d'un montant de minimum vingt euros est disponible par défaut lors de toute activation de la fonction de prépaiement. Ce crédit est à charge du client. Le Ministre peut adapter ce montant en fonction de l'évolution des prix de l'énergie et de l'inflation éventuelle proportionnellement à celles-ci.

§ 3. Le gestionnaire de réseau de distribution n'interrompt pas la fourniture de gaz résultant de l'utilisation de la fonction de prépaiement par un utilisateur du réseau pendant la semaine entre seize heures et huit heures ou durant les week-ends, du vendredi à seize heures au lundi à huit heures.

Les jours fériés légaux sont assimilés à des jours de week-end pour l'application de la présente disposition.

§ 4. Lorsqu'un client dispose d'un compteur communicant dont la fonction de prépaiement est activée et que son crédit disponible passe sous le seuil de cinq euros, le client en est averti par tout moyen jugé approprié par le gestionnaire de réseau de distribution.

La fonction de prépaiement permet au client de fixer un seuil complémentaire différent de celui visé à l'alinéa 1^{er}.

Lorsque le crédit disponible est épuisé, le client peut activer la procédure d'octroi d'un crédit de secours. Ce crédit de secours est de quinze euros. Le Ministre peut adapter ce montant en fonction de l'évolution des prix de l'énergie et de l'inflation éventuelle proportionnellement à celles-ci.

§ 5 La consommation d'électricité de gaz durant les périodes visées au paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2, ainsi que la consommation relative au crédit de secours restent à charge du client et les frais en résultat sont récupérés sur les prochains rechargements effectués. ».

Art. 77. Dans l'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « de distribution » sont insérés entre les mots « réseaux » et « sont » et les mots « et gratuit » sont insérés entre les mots « commun » et « de rechargement » ;

2° l'article 18 est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les gestionnaires de réseaux de distribution sont responsables de la conception, de la mise en œuvre et de l'exploitation d'un système de rechargement commun et gratuit pour les clients disposant d'un compteur communicant dont la fonction de prépaiement est activée. Ce système est valable sur l'ensemble du territoire et permet au minimum pendant les heures ouvrables ou pendant les plages horaires offrant un service reconnu équivalent estimé par la CWaPE, le rechargement du compteur dans chaque commune.

Les gestionnaires de réseaux de distribution développent et proposent différentes modalités de rechargement gratuit, dont au minimum, la possibilité d'une solution permettant le rechargement aux publics n'ayant pas accès aux outils numériques, ainsi que par tout procédé permettant un rechargement à distance et effectif dans l'heure. ».

Art. 78. Dans l'article 19 du même arrêté, le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 79. Dans l'article 20 bis, les mots « et au guichet unique visé à l'article 47 quinquies du décret électricité » sont insérés entre les mots « centres publics d'action sociale » et « dans le cadre de leurs missions ».

Art. 80. Dans l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° la première phrase de l'alinéa 1^{er} est remplacée par ce qui suit :

« Conformément à l'article 31^{ter}/1, § 2, du décret, le gestionnaire de réseau peut procéder à la coupure du point de fourniture, sans autorisation du juge de paix, si elle est requise au motif de la sécurité des biens ou des personnes ou si le bon fonctionnement du réseau de distribution est gravement menacé. La coupure du point de fourniture ne peut durer au-delà du temps strictement nécessaire à la remise en état des installations, sans préjudice des autres voies de recours possibles pour le gestionnaire de réseau. » ;

2° à l'alinéa 1, les mots « le cas échéant » sont ajoutés avant les mots « il en informe sans » ;

3° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 81. Dans l'article 23 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de l'article 23bis » sont remplacés par les mots « des articles 23bis et 40bis » ;

2° le mot « il » est remplacé par les mots « le gestionnaire du réseau de distribution ».

Art. 82. Dans l'article 23bis, alinéas 3 et 4, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « calendrier » sont à chaque fois abrogés ;

2° les mots « A partir du 31^e jour suivant la demande du fournisseur portant sur la suppression de son enregistrement au point d'accès concerné, le gestionnaire du réseau de distribution est tenu de prendre en charge l'alimentation du point d'accès jusqu'au terme de la procédure de régularisation. » sont supprimés.

Art. 83. Dans l'article 29, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « Le gestionnaire de réseau transmet » sont remplacés par les mots « Les gestionnaires de réseau de distribution transmettent ».

Art. 84. Dans l'article 29bis, alinéa 1^{er}, 1°, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les mots « à la libéralisation du marché » sont remplacés par les mots « aux marchés ».

Art. 85. Dans l'article 30 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le gestionnaire de réseau informe le client dans les meilleurs délais de la reprise en tant que fournisseur social et des conséquences de celle-ci. Le gestionnaire de réseau de distribution doit notamment préciser au client protégé les modalités d'activation de l'aide hivernale et les impacts de celle-ci sur son tarif. » ;

2° au paragraphe 2, le mot « social » est inséré entre les mots « fournisseur » et « du client protégé ».

Art. 86. A l'article 31, § 4, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, la deuxième phrase est remplacée par ce qui suit : « Si le client alimenté par le fournisseur social perd sa qualité de client protégé, le fournisseur social l'invite à conclure dans les deux mois un contrat avec un fournisseur. Cette invitation informe le client que sauf opposition de sa part notifiée au fournisseur social dans les cinq jours, son nom, son prénom, son adresse postale, son numéro de téléphone et le cas échéant son adresse électronique seront communiqués au CPAS dans les dix jours. Si le client ne dispose pas d'un contrat à l'expiration du délai de deux mois, le fournisseur social peut introduire auprès de la Commission une demande motivée en vue de procéder à l'analyse de la situation du client. Dans le cas où la coupure du client est envisagée par la commission locale pour l'énergie, le fournisseur social saisit le juge de paix en vue de demander la suspension de la fourniture de gaz. ».

Art. 87. A l'article 32, paragraphe 1^{er}, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « téléphoniques, courriel et postales » sont insérés entre les mots « coordonnées » et « de son service compétent » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « , la faculté de leur demander le placement gratuit d'un compteur à budget, » sont abrogés ;

3° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « téléphoniques, électroniques et postales. » sont insérés entre les mots « coordonnées » et « de ces organismes » ;

4° à l'alinéa 1^{er}, 2°, la phrase suivante est ajoutée : « Le site de l'Observatoire du Crédit permettant au client de consulter les coordonnées des services de médiation de dette est renseigné. » ;

5° un 5° est inséré à l'alinéa 1^{er}, rédigé comme suit : « le courrier de rappel reprend les montants réclamés et les factures concernées ».

Art. 88. Dans l'article 33 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, la phrase liminaire est remplacée par ce qui suit :

« La procédure de mise en demeure visée par l'article 31^{ter} du décret s'applique lorsque le montant de la dette du client, toutes taxes comprises, est supérieur à 100 euros pour la facture de gaz, ou à 200 euros en cas de facture combinée, et si à l'échéance fixée dans le rappel visé à l'article 32, le client n'a pas soit ;

2° l'alinéa 1^{er}, 2°, est supprimé ;

3° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque les conditions visées à l'alinéa 1^{er} sont remplies, le fournisseur adresse au client une mise en demeure conformément à l'article 31^{ter} du décret. Le courrier de mise en demeure informe le client de la suite de la procédure applicable et notamment qu'un courrier de défaut de paiement lui sera envoyé ainsi que les coûts liés à cette procédure. Si la dette est liée à une facture de décompte ou de clôture basée sur un index estimé, le client peut solliciter la réalisation gratuite d'un relevé d'index pour objectiver le montant de la dette. » ;

4° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « Le courrier de mise en demeure reprend les montants réclamés et les factures concernées. Il invite le client à le contacter en vue de conclure un plan de paiement raisonnable et il l'informe de son droit à se faire assister par le CPAS ou par le service de médiation de dettes. Le courrier précise les coordonnées téléphoniques, courriel et postales de son service compétent pour l'élaboration d'un plan de paiement qui tienne compte de la situation financière du client. Pour les clients non-protégés, le courrier renseigne la page du site de la CWaPE présentant les conditions d'octroi du statut de client protégé régional. Le courrier précise qu'en cas d'absence de réaction du client dans un délai de quinze jours à l'invitation du fournisseur à conclure un plan de paiement raisonnable, de non-respect du plan de paiement raisonnable conclu avec le fournisseur ou de non-paiement de toute nouvelle facture venue à échéance, la procédure applicable en cas de non-paiement et la procédure de défaut de paiement seront poursuivies ou reprises en l'état. Le formulaire visé à l'annexe 1^{re} est joint au courrier de mise en demeure. » ;

5° à l'alinéa 4, les mots « la procédure de défaut de paiement est suspendue. » sont remplacés par les mots « la procédure applicable en cas de non-paiement et la procédure de défaut de paiement sont suspendues, conformément à l'article 31^{ter}, § 2, alinéa 6, du décret. ».

Art. 89. L'article 33^{bis} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art 33^{bis}. § 1^{er}. Est raisonnable le plan de paiement qui tient compte des intérêts et situations des deux parties et permet concrètement au client d'apurer entièrement sa dette, c'est-à-dire qui tient compte des éléments objectifs tels que : le profil du client, le montant de sa dette, l'historique de son compte client.

§ 2. Si le client bénéficie de l'intervention du médiateur de dettes agréé ou du CPAS, l'adaptation proposée par le médiateur de dettes agréé ou le CPAS, dans le cadre de sa mission de respect de la dignité humaine, du plan de paiement proposé initialement par le fournisseur est analysée par celui-ci. Dans le cas où le fournisseur refuse la proposition du CPAS ou du médiateur de dette agréé, il le justifie de manière argumentée au vu du cas rencontré.

§ 3. A la demande du médiateur de dettes agréé ou du CPAS, la procédure applicable en cas de non-paiement ou la procédure de défaut de paiement sont suspendues le temps de l'analyse socio-budgétaire et de la négociation d'un plan de paiement raisonnable avec le fournisseur, qui ne peuvent pas excéder trente jours, par le CPAS ou par le médiateur de dettes agréé.

§ 4. Si le client fait part de sa demande de conclusion d'un plan de paiement par le biais du formulaire prévu aux articles 33 et 34, il peut soumettre une proposition de plan de paiement au fournisseur conjointement au renvoi du formulaire. Dans le cas où le plan de paiement est conclu par téléphone, le fournisseur le confirme par écrit au client. L'absence de réaction du fournisseur dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la proposition du plan de paiement du client signifie, dans le chef du créancier, une acceptation du plan qui a été proposé. Le refus du fournisseur d'accepter le plan de paiement doit être notifié par écrit, contenir une contre-proposition de plan de paiement.

A défaut d'une proposition de plan de paiement, par le client conjointement au renvoi du formulaire, le fournisseur propose au client un plan de paiement dans un délai de dix jours après la réception du formulaire.

Le client dispose d'un délai de quinze jours pour faire part au fournisseur de son acceptation ou d'une éventuelle demande d'adaptation du plan de paiement proposé par le fournisseur conformément aux points 1° et 2°.

La procédure applicable en cas de non-paiement ou de défaut de paiement est suspendue durant la négociation du plan de paiement, et ce jusqu'à l'échéance du délai de quinze jours accordé au client pour faire part au fournisseur de sa demande d'adaptation du plan de paiement proposé par le fournisseur tel que visé au 3°. Le fournisseur peut suspendre les délais prévus dans la procédure de non-paiement ou de défaut de paiement au-delà de ce délai s'il le juge opportun.

§ 5. Tout accord ou modification du plan de paiement convenue d'un commun accord est notifiée au client par écrit par le fournisseur.

§ 6 Tout non respect du plan de paiement est notifié au client par écrit par le fournisseur. ».

Art. 90. Dans l'article 33^{ter} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « dans le cadre du placement du compteur à budget » sont remplacés par les mots « de défaut de paiement, en ce compris pendant la procédure de recouvrement amiable, » ;

2° Un alinéa est inséré entre les alinéas 1 et 2, rédigé comme suit : « par dérogation au 3°, des frais de recouvrement pour impayés ne s'appliquent pas à un client protégé régional alimenté par le fournisseur social. » ;

3° un alinéa 2 est inséré, entre le nouvel alinéa 2 et l'alinéa 2 devenu 3, rédigé comme suit :

« Une fois que la procédure en Justice est intentée, des frais de rappel et de mise en demeure ou de défaut de paiement ne peuvent pas être réclamés.

Toute clause pénale est interdite, même si le cumul de celle-ci avec les frais liés aux courriers de rappel, de mise en demeure ou de défaut de paiement n'excède pas 55 euros. ».

Art. 91. Un article 33 quinquies est inséré :

« § 1^{er}. Si le client fait part de sa demande de recourir au dépôt d'une requête conjointe devant le juge de paix par le biais du formulaire, et que le fournisseur accepte, il lui communique un formulaire de requête conjointe complété pour la partie qui lui est relative dans les plus brefs délais. Le client est tenu de remplir, signer et renvoyer le formulaire de requête conjointe au fournisseur dans un délai de sept jours ouvrables après la réception du modèle de requête conjointe communiqué par le fournisseur. Le fournisseur introduit le dossier auprès du juge de paix dans les plus brefs délais après la réception des documents complétés par le client. La procédure appliquée en cas de non-paiement ou de défaut de paiement est suspendue à partir de la demande de dépôt de requête conjointe par le client et jusqu'à la décision du juge de paix. Dans le cas où le client ne renvoie pas le formulaire de requête conjointe complété dans un délai de sept jours ouvrables, la procédure appliquée en cas de non-paiement ou de défaut de paiement reprend.

§ 2. Si le client fait part de sa demande de recourir au dépôt d'une requête conjointe devant le juge de paix par le biais du formulaire, et que le fournisseur refuse le dépôt de la requête conjointe, le fournisseur est tenu d'informer le client de l'absence de suivi de sa demande de dépôt de la requête conjointe et de proposer un plan de paiement raisonnable au client dans les plus brefs délais. La procédure appliquée en cas de non-paiement ou de défaut de paiement est suspendue. Le client dispose d'un délai de quinze jours pour faire part au fournisseur de son accord ou d'une éventuelle demande d'adaptation du plan de paiement proposé par le fournisseur. Au-delà de ce délai de quinze jours, la procédure appliquée en cas de non-paiement ou de défaut de paiement reprend. Par dérogation, conformément à l'article 31ter/1 paragraphe 1^{er} alinéa 2 du décret, les dispositions prévues à l'article 34bis, § 1^{er}, 1^o, ne s'appliquent pas. ».

Art. 92. Dans le même arrêté, il est inséré un article 33sexies rédigé comme suit :

« Art. 33sexies. § 1^{er}. Si le client demande l'activation du prépaiement par le biais du formulaire prévu aux articles 33 et 34 du présent arrêté, le fournisseur adresse une demande d'activation du prépaiement au gestionnaire de réseau. La procédure applicable en cas de non paiement ou de défaut de paiement est suspendue.

§ 2. Le gestionnaire de réseau active la fonction de prépaiement au plus tard quinze jours ouvrables après la réception de la demande lorsque le compteur communicant est déjà placé chez le client, et, à défaut, au plus tard le jour ouvrable suivant le placement du compteur communicant. Le délai pour le placement ne peut pas excéder 40 jours.

§ 3. Si le placement ou l'activation de la fonction communicante du compteur est considéré comme techniquement impossible ou non-économiquement raisonnable, le gestionnaire de réseau en informe le fournisseur et annule la procédure d'activation du prépaiement. Dans ce cas, la procédure applicable en cas de non paiement ou de défaut de paiement reprend en l'état. Les dispositions prévues à l'article 34ter § 1, 1^o, ne s'appliquent pas.

§ 4. Le Ministre détermine la procédure d'activation de la fonction de prépaiement. Sur proposition de la CWaPE, le Ministre détermine le montant forfaitaire et les modalités de dédommagement du gestionnaire de réseau de distribution vers le fournisseur en cas de dépassement des délais d'activation de la fonction de prépaiement visés à l'alinéa 2. ».

Art. 93. L'article 34 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 34. § 1^{er}. Le fournisseur informe le client par courrier qu'il est en défaut de paiement lorsque, à l'échéance fixée dans le courrier de mise en demeure visé à l'article 33, et sans préjudice des éventuelles suspensions de délais visées aux articles 33bis, 33quinquies et 33sexies, le client n'a pas soit :

- 1^o acquitté le montant de la facture impayée ;
- 2^o demandé l'activation de la fonction de prépaiement ;
- 3^o conclu un plan de paiement raisonnable avec le service compétent du fournisseur et respecté le plan de paiement raisonnable et le paiement des nouvelles factures échues du fournisseur ;
- 4^o demandé au fournisseur la saisine du juge de paix par requête conjointe.

L'une de ces conditions suffit pour que le client ne soit pas déclaré en défaut de paiement.

A l'exception des clients protégés qui ne sont pas alimentés par le fournisseur social, le formulaire visé à l'annexe 1^{re} est joint au courrier de déclaration de défaut de paiement visé à l'article 31ter du décret.

Le courrier de déclaration de défaut de paiement reprend les montants réclamés et les factures concernées. Il informe le client de son droit de négocier un plan de paiement raisonnable et l'informe de son droit de se faire assister par le CPAS ou par le service de médiation de dettes. Pour les clients non-protégés, le courrier renseigne la page du site de la CWaPE présentant les conditions d'octroi du statut de client protégé régional, au sens de l'article 2, 37^o, du décret.

Le cas échéant, le fournisseur communique au gestionnaire de réseau de distribution les éléments attestant que le client est un client protégé tel que défini à l'article 31bis § 1 du décret électricité. Dans ce cas, le client est transféré et alimenté par le gestionnaire de réseau de distribution qui informe le client de ce transfert et de ses conséquences en ce qui concerne l'aide hivernale. Le Ministre détermine la procédure de transfert du client protégé déclaré en défaut de paiement vers son gestionnaire de réseau et les obligations qui en découlent.

§ 2. Conformément à l'article 31ter paragraphe 2 alinéa 4 du décret, le courrier de déclaration de défaut de paiement informe le client que sauf opposition de sa part notifiée au fournisseur dans les cinq jours à dater de la réception du courrier de déclaration de défaut de paiement, son nom, son prénom, son adresse postale, son numéro de téléphone et le cas échéant son adresse électronique seront notifiés au CPAS, pour lui permettre de bénéficier de son assistance dans la négociation d'un plan de paiement raisonnable, d'aides financières ou de mesures de guidance telles que visées par la loi organique des CPAS du 8 juillet 1976 et la loi du 4 septembre 2002 visant à confier aux centres publics d'aide sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies

§ 3. Dans le cas où le client manifeste son choix de solliciter l'accompagnement du centre public d'action sociale ou du service de médiation de dettes agréé dans le formulaire, il prend contact avec la structure dans les plus brefs délais.

§ 4. Quelle que soit la solution choisie par le client résidentiel via le formulaire, cette solution ne fait pas obstacle à la possibilité, pour le consommateur, de conclure un plan de paiement à tout moment. ».

Art. 94. Dans le même arrêté, il est inséré un article 34ter rédigé comme suit :

« Art. 34ter. § 1^{er}. Lorsque, à l'échéance fixée dans le courrier de déclaration de défaut de paiement visé à l'article 31ter du décret, et sans préjudice des éventuelles suspensions de délais visées aux articles 33bis, 33quinquies et 33sexies, le client n'a pas réagi conformément à l'article 34, § 1, 1^o, 2^o, 3^o et 4^o, le fournisseur :

1^o adresse, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, au gestionnaire de réseau une demande de placement de compteur à budget ou d'activation de la fonction de prépaiement chez le client.

Il informe le client par courrier de la demande de placement ou d'activation et de la possibilité de refuser le placement ou l'activation et des moyens pour le signifier tels que prévus au § 5 ;

2^o ou saisit le juge de paix pour demander toute mesure visant au remboursement de la dette, l'activation du prépaiement, la résiliation du contrat de fourniture.

§ 2. Si le client entrave l'activation du prépaiement, ou si le placement ou l'activation de la fonction communicante du compteur est considéré comme techniquement impossible ou non-économiquement raisonnable, le fournisseur saisit le juge de paix pour demander la résiliation du contrat de fourniture. Le gestionnaire de réseau annule la procédure d'activation du prépaiement auprès du fournisseur lorsque le client entrave l'activation du prépaiement.

§ 3. Dans le cas où le client manifeste son choix de solliciter l'accompagnement du centre public d'action sociale ou du service de médiation de dettes agréé dans le formulaire, il prend contact avec la structure dans les plus brefs délais.

§ 4. Dans la cadre de l'activation de la fonction de prépaiement, si l'utilisateur ne peut pas être présent pour le placement, il peut soit désigner une personne afin de le représenter, soit convenir d'une modification du jour et de la plage horaire. Dans ce cas, le client contacte son gestionnaire de réseau de distribution pour établir une nouvelle date de visite dans les cinq jours ouvrables suivants la date initialement proposée.

§ 5. Le Ministre détermine la procédure d'activation de la fonction de prépaiement. Le gestionnaire de réseau de distribution active la fonction de prépaiement au plus tard quinze jours ouvrables après la réception de la demande par le gestionnaire de réseau de distribution lorsque le compteur communicant est déjà placé chez le client, et, à défaut, au plus tard le jour ouvrable suivant le placement du compteur communicant. La durée entre la date de la réception de la demande d'activation de la fonction de prépaiement et la date d'activation de celle-ci ne peut pas excéder quarante jours.

Sur proposition de la CWaPE, le Ministre détermine le montant forfaitaire et les modalités de dédommagement du gestionnaire de réseau de distribution vers le fournisseur en cas de dépassement des délais d'activation de la fonction de prépaiement et de placement de compteurs communicants visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 6 Le client peut notifier son refus d'activation de la fonction de prépaiement par téléphone ou par mail ou par courrier au fournisseur. Le fournisseur annule la demande d'activation du prépaiement auprès du gestionnaire de réseau.

Est considérée comme entrave à l'activation du prépaiement le fait que le client soit absent au moment du deuxième passage du gestionnaire de réseau ou lorsqu'il refuse de donner accès au compteur au gestionnaire de réseau. ».

Art. 95. L'article 35 du même arrêté est remplacé dans la rédaction suivante :

« Art. 35. § 1^{er}. Concomitamment à la signification par le fournisseur du jugement au client, le fournisseur informe le CPAS du client par écrit ou par voie électronique sa décision de procéder à l'exécution de ce, sauf si le client a précédemment refusé la communication de ses coordonnées en application de l'article 34, § 2.

§ 2. Lorsque le fournisseur demande l'activation de la fonction de prépaiement sur décision du juge de paix, sans préjudice d'autres modalités arrêtées par le juge de paix dans son jugement, les dispositions prévues à l'article 34bis, §§ 4 et 5, s'appliquent. Si, à la suite de la décision du juge de paix, le client entrave le placement d'un compteur communicant, ou si le placement ou l'activation de la fonction communicante du compteur est considéré comme techniquement impossible ou non-économiquement raisonnable, sans préjudice d'autres modalités arrêtées par le juge de paix dans son jugement, le fournisseur peut saisir le juge de paix pour demander la résiliation du contrat de fourniture. Le gestionnaire de réseau annule la procédure d'activation du prépaiement auprès du fournisseur lorsque le client entrave le placement du compteur communicant ou lorsque son placement ou l'activation de la fonction communicante du compteur est considéré comme techniquement impossible ou non-économiquement raisonnable.

§ 3. Lorsque le plan de paiement imposé au client sur décision du juge de paix n'est pas respecté ou en cas de non-paiement de toute nouvelle facture venue à échéance alors qu'un plan de paiement a été imposé sur décision du juge de paix, sans préjudice d'autres modalités arrêtées par le juge de paix dans son jugement, le fournisseur saisit le juge de paix pour demander la résiliation du contrat de fourniture.

§ 4. Lorsque le contrat de fourniture est résilié sur décision du juge de paix, sans préjudice d'autres modalités arrêtées par le juge de paix dans son jugement, les articles 10 et 23 s'appliquent.

§ 5 Dans le cas d'une résiliation du contrat, le fournisseur en informe le gestionnaire de réseau et le client. Dans l'information adressée au client, il précise le délai endéans lequel il doit choisir un nouveau fournisseur pour éviter la suspension de son alimentation. Le cas échéant, cette information est jointe à la signification du jugement.

§ 6 Dans le cas où le juge de paix décide de la résiliation du contrat de fourniture, sans préjudice des éléments de la décision du juge, les frais de suspension de l'alimentation et de rétablissement sont à la charge du client s'il n'a pas choisi de nouveau fournisseur dans le délai précisé dans le courrier visé au § 5 et s'il a été jugé en tort par le juge. ».

Art. 96. L'article 36 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, est modifié comme suit :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « §§ 2, 4 et 5 » sont remplacés par « § 2 » ;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 97. Un article 37bis est inséré, formulé comme suit :

« Art. 37bis. Le fournisseur informe le client du montant exact de la dette existante au moment de l'activation de la fonction de prépaiement, en ce compris les frais de procédure antérieurs à l'activation de la fonction de prépaiement. Le recouvrement de cette dette ne peut pas être imputé sur les paiements liés à la consommation postérieure à l'activation de la fonction de prépaiement.

Lorsque la fonction de prépaiement est activée chez un client, le fournisseur ne peut pas lui adresser de factures d'acomptes. ».

Art. 98. L'article 38 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 38. La désactivation du compteur à budget ou de la fonction de prépaiement peut être demandée à tout moment par le client à son fournisseur. S'il n'a pas de dette liée à sa consommation de gaz vis-à-vis de son fournisseur actuel, ou si la demande d'activation du prépaiement a été formulée volontairement par le client, en dehors d'une procédure de non paiement et en l'absence de dette du client vis-à-vis de son fournisseur, le fournisseur est tenu de transmettre la demande au gestionnaire de réseau dans les sept jours. La désactivation de la fonction de prépaiement est gratuite pour le client. ».

Art. 99. L'article 39 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 39. § 1^{er}. La procédure applicable en cas de non-paiement et la procédure de défaut de paiement sont suspendues à tout moment en cas d'accord des parties quant au paiement de la dette ou d'accord des parties relatif à un plan de paiement raisonnable. Le non-respect d'un plan de paiement relatif au règlement de la dette, notifié par écrit au client, entraîne de plein droit la reprise de la procédure en l'état.

À la réception du paiement complet permettant l'apurement de la dette par le fournisseur, ce dernier est tenu d'annuler auprès du gestionnaire de réseau la procédure qu'il a initiée dans les cinq jours ouvrables de la réception dudit paiement.

A partir de la conclusion d'un accord concernant un plan de paiement de la dette, le fournisseur est tenu d'annuler auprès du gestionnaire de réseau la procédure qu'il a initiée dans les cinq jours ouvrables de l'accord intervenu.

Sur avis de la CWaPE, le Ministre détermine la procédure d'annulation des procédures par le fournisseur auprès du gestionnaire de réseau.

§ 2. Le CPAS est responsable du traitement des données à caractère personnel communiquées par le fournisseur afin de prendre contact avec les clients concernés en vue de leur permettre de bénéficier de son assistance. Le gestionnaire de réseau est responsable du traitement des données à caractère personnel communiquées par le fournisseur afin d'informer les clients protégés concernés de leur transfert et des conséquences que ce transfert implique.

§ 3. Sans préjudice d'autres dispositions prévues par la loi ou le Code Civil, les données à caractère personnel ne peuvent être conservées au-delà d'une année après la fin de l'accompagnement par le CPAS ou la fin de l'octroi du statut de client protégé. ».

Art. 100. Dans l'article 40bis du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou pour lequel la fourniture est suspendue à la suite d'une décision du juge de paix » sont insérés entre les mots « échéance » et « durant » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , du délai de suspension » sont insérés entre les mots « , au terme du contrat » et « ou du délai de résiliation, ».

Art. 101. Le titre de la Section 3^{ter} est remplacé par ce qui suit : « Section 3^{ter}. Contestation auprès du Service régional de médiation. ».

Art. 102. Un nouvel article 40bis/2 est inséré dans la Section 3^{ter}:

« Art. 40bis/2. Au cours de la procédure applicable en cas de non-paiement et de la procédure de défaut de paiement, le client peut contester lesdites procédures, telles que la procédure d'activation de la fonction de prépaiement, et saisir le Service régional de médiation pour l'énergie.

La demande est introduite et instruite conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2009 relatif au Service régional de médiation pour l'énergie.

Le Service régional de médiation pour l'énergie peut suspendre la procédure applicable en cas de non-paiement ou la procédure de défaut de paiement pour permettre l'analyse, le cas échéant, en concertation avec le fournisseur, le gestionnaire de réseau de distribution et le CPAS. ».

Art. 103. Dans le même arrêté, il est inséré un article 40bis/3 rédigé comme suit :

« Art. 40bis/3 § 1^{er}. La suspension d'alimentation réalisée dans le cadre d'une résiliation de contrat signifiée par le fournisseur au client ou dans le cadre d'une résiliation de contrat décidée par le juge de paix lors d'une procédure de défaut de paiement ne peut avoir lieu durant la période hivernale ;

§ 2. Dans le cas où la résiliation du contrat est décidée par le juge de paix, au lendemain de la date effective de cessation du contrat, le gestionnaire de réseau de distribution est tenu de prendre en charge l'alimentation du point d'accès jusqu'au terme de la procédure de régularisation. La fourniture de gaz au client résidentiel par le gestionnaire de réseau de distribution s'effectue conformément au tarif visé à l'arrêté ministériel du 15 février 2005 fixant les prix maximaux pour la fourniture de gaz naturel par les entreprises de distribution aux clients finaux dont le contrat de fourniture a été résilié par leur fournisseur et qui ne peuvent pas être considérés comme des clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire, au sens de l'article 15/10, § 2, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations

§ 3. Le gestionnaire de réseau de distribution informe le client de la reprise du point de fourniture et des démarches à entreprendre. Il le prévient de la date à laquelle une suspension d'alimentation sera opérée si le gestionnaire de réseau n'a pas reçu de confirmation d'un nouveau contrat.

§ 4. Dans le cas où le client concerné par la résiliation de contrat du fournisseur commercial est un client protégé, il peut communiquer au gestionnaire de réseau les éléments attestant de son statut et demander la prise en charge de son alimentation par le fournisseur social.

§ 5. Le Ministre détermine les modalités d'application de cette fourniture et les obligations qui en découlent. ».

Art. 104. Sous le chapitre V du même arrêté, il est ajouté un nouvel article 40 septies, rédigé comme suit :

« Art. 40septies. La CWaPE approuve les modèles des factures d'acompte, de décompte et de clôture transmis par chaque fournisseur en ce qui concerne les informations de nature régionale. ».

Art. 105. A l'article 42 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, les mots « de distribution » sont insérés entre les mots « gestionnaires de réseau » et les mots « transmettent à la CWaPE ».

Art. 106. L'article 43 est complété par les mots « et quant aux procédures menées devant le juge de paix dans le cadre d'un défaut de paiement ».

Art. 107. Dans le même arrêté, il est annexé un formulaire à joindre aux courriers de mise en demeure et de déclaration de défaut de paiement.

CHAPITRE 3. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie*

Art. 108. A l'alinéa 1^{er} de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à au 1°, les chiffres « 40 » sont remplacés par les chiffres « 38 » ;

2° le 2° est abrogé.

Art. 109. Dans l'article 6 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « approvisionnement de sa carte de prépaiement et mentionne les lieux d'alimentation de sa carte » sont remplacés par les mots « prépaiement de son énergie, en rappelle les modalités pratiques et mentionne l'adresse d'un site internet permettant d'obtenir la liste des emplacements des bornes de paiement permettant le prépaiement de son énergie ainsi qu'un numéro de téléphone ou adresse email où il pourra demander qu'on lui communique sans frais cette information ;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « et dans le cas de la présence d'une dette du client envers le fournisseur social, » sont insérés entre les mots « fourniture minimale garantie, » et « la décision précise les délais ».

Art. 110. Dans l'article 6quinquies du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « la commission remet un avis favorable à la suspension de la fourniture de gaz ou d'électricité par le fournisseur social, qui peut avoir lieu uniquement si » sont abrogés ;

2° au paragraphe 2, le mot « échoue » est remplacé par « est appliquée » ;

3° au paragraphe 3, alinéa 1^{er} les mots « remet un avis favorable à la suspension de la fourniture » sont remplacés par les mots « confirme la perte de la qualité du statut de client protégé » ;

4° au paragraphe 3, alinéa 2, 2°, les mots « son point d'alimentation pourra être coupé » sont remplacés par « une demande de suspension de son alimentation sera déposée devant le juge de paix » ;

5° au paragraphe 4, les mots « procéder à la suspension de la fourniture d'énergie » sont remplacés par « introduire une demande de suspension de l'alimentation devant le juge de paix ».

Art. 111. L'article 6sexies du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, est abrogé.

CHAPITRE 4. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 112. § 1^{er}. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 2023.

§ 2. Les procédures appliquées en cas de non-paiement ou de défaut de paiement pour lesquelles un rappel a été envoyé avant le 1^{er} janvier 2023 poursuivent leur cours selon les règles en vigueur au jour de leur introduction jusqu'à l'activation du prépaiement à la demande du fournisseur. Dans le cas où le client refuse ou entrave l'activation du prépaiement, les procédures prévues dans le présent arrêté s'appliquent ;

§ 3. Conformément à l'article 33bis/1 du décret électricité, la fourniture minimale garantie devra être activée automatiquement dans les cas où l'activation de la fonction de prépaiement a lieu chez un client protégé à partir du 1^{er} janvier 2023 ;

§ 4. Les procédures introduites devant la Commission locale pour l'énergie « perte de statut », conformément à l'article 6quinquies, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie, initiées avant le 1^{er} janvier 2023 poursuivent leur cours selon les règles en vigueur au jour de leur introduction jusqu'à l'issue de la régularisation. En cas d'échec de la procédure de régularisation, la procédure prévue à l'article 6quinquies, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie, tel que modifié par le présent arrêté, s'applique.

§ 5 Les dispositions insérées par les articles 12, 23, 69 et 79 du présent projet entrent en vigueur trois mois après la désignation du guichet unique par le Gouvernement.

Art. 113. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2022 relatif aux compteurs communicants, un article 5/1 est inséré entre l'article 5 et l'article 6, rédigé comme suit :

« Art. 5/1. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023. ».

Art. 114. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

Annexe 1

Annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006
relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité

FORMULAIRE À RETOURNER COMPLÉTÉ À [FOURNISSEUR/FOURNISSEUR SOCIAL]

PRÉNOM :	NOM :
[INFORMATIONS PRÉREMPLIE PAR LE FOURNISSEUR]	
NUMÉRO DE CLIENT CHEZ	
[FOURNISSEUR/FOURNISSEUR SOCIAL] : [INFORMATIONS PRÉREMPLIE PAR LE FOURNISSEUR]	
NUMÉRO DU CODE EAN :	
[INFORMATIONS PRÉREMPLIE PAR LE FOURNISSEUR]	
ADRESSE POSTALE :	
[INFORMATIONS PRÉREMPLIE PAR LE FOURNISSEUR]A	
ADRESSE EMAIL :	
[INFORMATIONS PRÉREMPLIE PAR LE FOURNISSEUR]	
TÉLÉPHONE :	
[INFORMATIONS PRÉREMPLIE PAR LE FOURNISSEUR]	

Ce formulaire vous permet de signifier à votre fournisseur la ou les solutions que vous souhaitez mettre en œuvre pour rembourser votre dette.

Les solutions marquées par un * ne peuvent pas être appliquées en même temps.

Vous pouvez renvoyer le formulaire à l'adresse suivante :

Choisissez un élément. [ADRESSE POSTALE FOURNISSEUR/FOURNISSEUR SOCIAL]

ou par courriel :

Choisissez un élément. [ADRESSE EMAIL FOURNISSEUR/FOURNISSEUR SOCIAL].

Ce formulaire peut également être complété en ligne sur le site Internet de :

Choisissez un élément. [FOURNISSEUR/FOURNISSEUR SOCIAL] : [URL].

En renvoyant ce formulaire complété, vous vous engagez à mettre en œuvre les mesures nécessaires dans les plus brefs délais. Le seul renvoi du formulaire ne suspend pas la procédure prévue en cas de non paiement ou de défaut de paiement. Si vous contestez une partie de la dette, vous pouvez le signaler à votre fournisseur.

Une explication détaillée de toutes ces possibilités se trouve sur le site : www.wallonie.be/default-de-paiement

VEUILLEZ COCHEZ LA OU LES MESURES AUXQUELLES VOUS FAITES APPEL :

☐ **demandeur la conclusion d'un plan de paiement raisonnable**

Si vous cochez cette case, vous pouvez envoyer une proposition de plan de paiement à votre fournisseur en même temps que le renvoi du formulaire. Ce plan de paiement doit permettre **d'apurer les factures impayées** mais il doit aussi tenir compte de votre budget et vous permettre de continuer à faire face à vos autres obligations financières. Votre fournisseur peut vous envoyer une contre-proposition de plan de paiement. Vous devrez répondre à la contre-proposition ou à la proposition de votre fournisseur dans les 15 jours. Si vous refusez ou si vous ne répondez pas, la procédure de défaut de paiement se poursuivra. Si vous ne faites pas de proposition, votre fournisseur vous en enverra une. Vous devrez alors répondre dans un délai de 15 jours. demander l'activation de la fonction de prépaiement.

☐ demander l'activation de la fonction de prépaiement

En cochant cette case, vous demandez explicitement à Choisir un élément. [fournisseur/fournisseur social] **d'activer la fonction de prépaiement sur votre compteur**. Si vous ne disposez pas encore d'un compteur communicant, il sera placé pour permettre l'activation de cette fonction. Dès l'activation du prépaiement, toute l'énergie consommée à votre domicile devra être **prépayée**.

L'activation de la fonction de prépaiement ne remboursera pas votre dette passée.

☐ demander l'aide du C.P.A.S

En cochant cette case, vous informez Choisir un élément. [fournisseur/fournisseur social] que vous allez solliciter l'aide du **CPAS de votre commune**. La procédure de non paiement ne sera suspendue que si le CPAS en fait explicitement la demande auprès du fournisseur.

Après analyse de votre dossier, le CPAS pourra vous aider à mieux comprendre vos factures d'électricité, vous assister dans la négociation d'un plan de paiement avec à Choisir un élément. [fournisseur/fournisseur social], vous aider financièrement, vous guider concrètement pour consommer moins et mieux et vous informer des différentes primes disponibles pour réduire la consommation de votre logement. Ce service est **gratuit et est accessible à tout citoyen**.

Vous trouverez les coordonnées de votre CPAS sur le site du SPP Intégration sociale : <https://www.mi-is.be/fr/liste-des-cpas>

☐ faire appel au Service régional de médiation pour l'énergie de la CWaPE *

En cochant cette case, vous informez Choisir un élément. [fournisseur/fournisseur social] que vous allez **déposer une plainte contre lui auprès du Service régional de médiation pour l'énergie**. La procédure de non paiement ne sera suspendue que si le Service de médiation en fait explicitement la demande auprès du fournisseur.

La médiation est indiquée si vous estimez être **victime d'une erreur ou d'une faute** de la part de Choisir un élément. [fournisseur/fournisseur social], ou encore si ce dernier n'a selon vous pas respecté la législation. Le Service régional de médiation analysera votre plainte et formulera ses recommandations motivées, tant à [fournisseur/fournisseur social] qu'à vous. Ce service est gratuit. Pour que votre plainte soit valable, il faut que vous **ayez au préalable interpellé** [fournisseur/fournisseur social] au moins une fois par écrit (courriel, courrier, fax,...) sur le problème.

Pour toutes les informations relatives au Service régional de médiation pour l'énergie et pour déposer une plainte, voir l'adresse suivante : <https://www.cwape.be/srme/mediation>

☐ demander le lancement d'une procédure de médiation de dettes

En cochant cette case, vous informez Choisir un élément. [fournisseur/fournisseur social] que vous allez initier une **procédure de médiation de dettes auprès d'un service agréé**. La procédure de non paiement ne sera suspendue que si le médiateur en fait explicitement la demande auprès du fournisseur.

Après analyse de votre budget et de vos dettes actuelles, le service de médiation de dettes pourra **négoier** pour vous des plans de paiement avec vos différents créanciers dont [fournisseur/fournisseur social]. Il pourra également négocier l'annulation de certains frais auprès de ces créanciers. Il assurera enfin avec vous le suivi de vos paiements, conformément aux plans de paiement négociés. L'intervention d'un Service de médiation de dette agréé est gratuite.

Vous trouverez ici la liste des services de médiation de dettes agréés les plus proches de chez vous : <https://observatoire-credit.be/fr/prestataires>

☐ demander la saisine du juge de paix par requête conjointe *

En cochant cette case, vous informez Choisissez un élément. [fournisseur/fournisseur social] que vous **contestez totalement ou partiellement** les montants qu'il vous réclame et que vous souhaitez que **le juge de paix tranche ce litige**.

[fournisseur/fournisseur social] peut rédiger une requête conjointe qu'il vous faudra signer endéans un délai de 7 jours ouvrables, qui sera ensuite déposée au greffe de la justice de paix de votre domicile. Une audience sera fixée et vous pourrez exposer vos arguments selon les règles du Code judiciaire.

Si vous introduisez une requête en justice de paix, vous ne pourrez plus bénéficier de l'aide du service régional de médiation pour l'énergie de la CWaPE.

Si vous le souhaitez, vous pouvez vous faire **assister par un avocat**, dont les services sont partiellement ou totalement gratuits si vous rencontrez les conditions de l'aide juridique de seconde ligne (pour plus d'informations, voir <https://avocats.be/fr/tout-savoir/combien-ca-coute>).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022 modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie

Namur, le 15 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 2

Annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz

FORMULAIRE À RETOURNER COMPLÉTÉ À [FOURNISSEUR/FOURNISSEUR SOCIAL]

PRÉNOM :	NOM :
[INFORMATIONS PRÉREMPLIE PAR LE FOURNISSEUR]	
NUMÉRO DE CLIENT CHEZ	
[FOURNISSEUR/FOURNISSEUR SOCIAL] : [INFORMATIONS PRÉREMPLIE PAR LE FOURNISSEUR]	
NUMÉRO DU CODE EAN :	
[INFORMATIONS PRÉREMPLIE PAR LE FOURNISSEUR]	
ADRESSE POSTALE :	
[INFORMATIONS PRÉREMPLIE PAR LE FOURNISSEUR]A	
ADRESSE EMAIL :	
[INFORMATIONS PRÉREMPLIE PAR LE FOURNISSEUR]	
TÉLÉPHONE :	
[INFORMATIONS PRÉREMPLIE PAR LE FOURNISSEUR]	

Ce formulaire vous permet de signifier à votre fournisseur la ou les solutions que vous souhaitez mettre en œuvre pour rembourser votre dette.

Les solutions marquées par un * ne peuvent pas être appliquées en même temps.

Vous pouvez renvoyer le formulaire à l'adresse suivante :

Choisissez un élément. [ADRESSE POSTALE FOURNISSEUR/FOURNISSEUR SOCIAL]

ou par courriel :

Choisissez un élément. [ADRESSE EMAIL FOURNISSEUR/FOURNISSEUR SOCIAL].

Ce formulaire peut également être complété en ligne sur le site Internet de :

Choisissez un élément. [FOURNISSEUR/FOURNISSEUR SOCIAL] : [URL].

En renvoyant ce formulaire complété, vous vous engagez à mettre en œuvre les mesures nécessaires dans les plus brefs délais. Le seul renvoi du formulaire ne suspend pas la procédure prévue en cas de non paiement ou de défaut de paiement. Si vous contestez une partie de la dette, vous pouvez le signaler à votre fournisseur.

Une explication détaillée de toutes ces possibilités se trouve sur le site : www.wallonie.be/default-de-paiement

VEUILLEZ COCHEZ LA OU LES MESURES AUXQUELLES VOUS FAITES APPEL :

☐ **demander la conclusion d'un plan de paiement raisonnable**

Si vous cochez cette case, vous pouvez envoyer une proposition de plan de paiement à votre fournisseur en même temps que le renvoi du formulaire. Ce plan de paiement doit permettre **d'apurer les factures impayées** mais il doit aussi tenir compte de votre budget et vous permettre de continuer à faire face à vos autres obligations financières. Votre fournisseur peut vous envoyer une contre-proposition de plan de paiement. Vous devrez répondre à la contre-proposition ou à la proposition de votre fournisseur dans les 15 jours. Si vous refusez ou si vous ne répondez pas, la procédure de défaut de paiement se poursuivra. Si vous ne faites pas de proposition, votre fournisseur vous en enverra une. Vous devrez alors répondre dans un délai de 15 jours. demander l'activation de la fonction de prépaiement.

☐ demander l'activation de la fonction de prépaiement

En cochant cette case, vous demandez explicitement à Choisir un élément. [fournisseur/fournisseur social] **d'activer la fonction de prépaiement sur votre compteur**. Si vous ne disposez pas encore d'un compteur communicant, il sera placé pour permettre l'activation de cette fonction. Dès l'activation du prépaiement, toute l'énergie consommée à votre domicile devra être **prépayée**.

L'activation de la fonction de prépaiement ne remboursera pas votre dette passée.

☐ demander l'aide du C.P.A.S

En cochant cette case, vous informez Choisir un élément. [fournisseur/fournisseur social] que vous allez solliciter l'aide du **CPAS de votre commune**. La procédure de non paiement ne sera suspendue que si le CPAS en fait explicitement la demande auprès du fournisseur.

Après analyse de votre dossier, le CPAS pourra vous aider à mieux comprendre vos factures d'électricité, vous assister dans la négociation d'un plan de paiement avec à Choisir un élément. [fournisseur/fournisseur social], vous aider financièrement, vous guider concrètement pour consommer moins et mieux et vous informer des différentes primes disponibles pour réduire la consommation de votre logement. Ce service est **gratuit et est accessible à tout citoyen**.

Vous trouverez les coordonnées de votre CPAS sur le site du SPP Intégration sociale : <https://www.mi-is.be/fr/liste-des-cpas>

☐ faire appel au Service régional de médiation pour l'énergie de la CWaPE *

En cochant cette case, vous informez Choisir un élément. [fournisseur/fournisseur social] que vous allez **déposer une plainte contre lui auprès du Service régional de médiation pour l'énergie**. La procédure de non paiement ne sera suspendue que si le Service de médiation en fait explicitement la demande auprès du fournisseur.

La médiation est indiquée si vous estimez être **victime d'une erreur ou d'une faute** de la part de Choisir un élément. [fournisseur/fournisseur social], ou encore si ce dernier n'a selon vous pas respecté la législation. Le Service régional de médiation analysera votre plainte et formulera ses recommandations motivées, tant à [fournisseur/fournisseur social] qu'à vous. Ce service est gratuit.

Pour que votre plainte soit valable, il faut que vous **ayez au préalable interpellé** [fournisseur/fournisseur social] au moins une fois par écrit (courriel, courrier, fax,...) sur le problème.

Pour toutes les informations relatives au Service régional de médiation pour l'énergie et pour déposer une plainte, voir l'adresse suivante : <https://www.cwape.be/srme/mediation>

☐ demander le lancement d'une procédure de médiation de dettes

En cochant cette case, vous informez Choisir un élément. [fournisseur/fournisseur social] que vous allez initier une **procédure de médiation de dettes auprès d'un service agréé**. La procédure de non paiement ne sera suspendue que si le médiateur en fait explicitement la demande auprès du fournisseur.

Après analyse de votre budget et de vos dettes actuelles, le service de médiation de dettes pourra **négocier** pour vous des plans de paiement avec vos différents créanciers dont [fournisseur/fournisseur social]. Il pourra également négocier l'annulation de certains frais auprès de ces créanciers. Il assurera enfin avec vous le suivi de vos paiements, conformément aux plans de paiement négociés. L'intervention d'un Service de médiation de dette agréé est gratuite.

Vous trouverez ici la liste des services de médiation de dettes agréés les plus proches de chez vous : <https://observatoire-credit.be/fr/prestataires>

☐ demander la saisine du juge de paix par requête conjointe *

En cochant cette case, vous informez Choisir un élément. [fournisseur/fournisseur social] que vous **contestez totalement ou partiellement** les montants qu'il vous réclame et que vous souhaitez que **le juge de paix tranche ce litige**.

[fournisseur/fournisseur social] peut rédiger une requête conjointe qu'il vous faudra signer endéans un délai de 7 jours ouvrables, qui sera ensuite déposée au greffe de la justice de paix de votre

domicile. Une audience sera fixée et vous pourrez exposer vos arguments selon les règles du Code judiciaire.

Si vous introduisez une requête en justice de paix, vous ne pourrez plus bénéficier de l'aide du service régional de médiation pour l'énergie de la CWaPE.

Si vous le souhaitez, vous pouvez vous faire **assister par un avocat**, dont les services sont partiellement ou totalement gratuits si vous rencontrez les conditions de l'aide juridique de seconde ligne (pour plus d'informations, voir <https://avocats.be/fr/tout-savoir/combien-ca-coute>

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022 modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie

Namur, le 15 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/10009]

15. DEZEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt und im Gasmarkt und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für Energie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 2 Ziffer 77, Artikel 33bis/1, 33bis/2, 33ter Paragraf 3, Artikel 34 Paragraf 1, Artikel 34bis Paragraf 1, Artikel 35, Artikel 35bis, Artikel 36quater, Artikel 48 Paragrafen 2 und 3, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, der Artikel 31ter Paragraf 2, Artikel 31ter/1, Artikel 31quater Paragraf 3, Artikel 32 Paragraf 1 und Artikel 33 Paragraf 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für Energie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 über die kommunizierenden Zähler;

Aufgrund der am 1. Juni und am 29. September 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund der am 1. Juli 2022 abgegebenen Stellungnahme Nr. 127/2022 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 7. Juli 2022;

Aufgrund der am 1. September 2022 abgegebenen Stellungnahme Nr. CD-22i01-CWaPE-0915 der Wallonischen Kommission für Energie;

Aufgrund der am 9. September 2022 abgegebenen Stellungnahme Nr. 208/2022 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 28. November 2022 in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 72.352/4 des Staatsrats;

In der Erwägung der am 9. September 2022 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt*

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

"Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass werden die Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG sowie die Richtlinie 2019/944 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juni 2019 mit gemeinsamen Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Änderung der Richtlinie 2012/27/EU teilweise umgesetzt."

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° es wird eine Ziffer 1/1 mit folgender Wortfolge eingefügt: "1°/1 "der Königliche Rechnungserlass": der Königliche Erlass vom 9. Dezember 2021 zur Festlegung der weiteren Mindestanforderungen, denen Rechnungen und Rechnungsinformationen für Gas und Elektrizität genügen müssen;"

2° Ziffer 2, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt: "2° "der soziale Versorger": der Verteilernetzbetreiber, der gemäß Artikel 33bis des Dekrets die Versorgung des geschützten Kunden mit Elektrizität gewährleistet;"

3° in Ziffer 5 wird die Wortfolge "und nachhaltige Entwicklung" aufgehoben;

4° die Ziffer 7 wird aufgehoben;

5° in Ziffer 12, umbenannt in Ziffer 11, wird die Wortfolge "3. März 2011" durch die Wortfolge "27. Mai 2021" ersetzt;

6° Ziffer 14, umbenannt in Ziffer 13, wird durch Folgendes ersetzt "Trägermix oder Energiemix": Anteil der einzelnen Energiequellen am Gesamtenergieträgermix, den der Versorger im vorangegangenen Jahr verwendet hat;

7° eine Ziffer 14 mit folgender Wortfolge wird eingefügt: "Restenergiemix oder Residual mix": den jährlichen Gesamtenergiermix der Wallonischen Region unter Ausschluss des durch gelöschte Herkunftsnachweise abgedeckten Anteils.

Art. 3 - In Artikel 2bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, wird die Wortfolge ", § 2" aufgehoben.

Art. 4 - Artikel 3 Absatz 2 Ziffer 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird durch die Wortfolge "und der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion, mit oder ohne garantierte Mindestversorgung." ergänzt.

Art. 5. Artikel 3bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, dessen heutiger Wortlaut zum Paragraphen 1 wird, wird durch einen Paragraphen 2 und einen Paragraphen 3 mit folgender Wortfolge ergänzt:

"§ 2. Der Versorger gibt auf seiner Website das im Falle eines Umzugs zu befolgende Verfahren an, die Kanäle, über die der Kunde seine Indexablesung mitteilen kann, die Frist, innerhalb derer diese dem Versorger übermittelt werden muss, sowie die Frist, innerhalb derer der Kunde das Datum seines Umzugs mitteilen muss. Er stellt außerdem auf seiner Website das von der CWaPE nach Konsultierung der anderen regionalen Regulierungsbehörden erstellte Umzugsformular oder einen Internetlink zu diesem Dokument zur Verfügung.

§ 3. Falls der Kunde bei der Meldung seines Umzugs nicht innerhalb der in Paragraph 2 genannten Frist alle für die Wiederaufnahme der Energien erforderlichen Informationen übermittelt, erinnert ihn der Versorger auf jede ihm geeignet erscheinende Weise an die Zweckmäßigkeit des Ausfüllens des von der CWaPE nach Konsultierung der anderen regionalen Regulierungsbehörden erstellten Umzugsformulars und informiert ihn über die Seite auf seiner Website, auf der das Formular zu finden ist. Wenn der Versorger telefonisch Indexzahlen erhält, sendet er dem Kunden innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt der Indexzahlen eine schriftliche Bestätigung per SMS, per E-Mail, per Post oder über einen dauerhaften Datenträger zu."

Art. 6. In Artikel 4 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Buchstabe d wird die Wortfolge ", einschließlich der Waren oder Dienstleistungen, die mit den geleisteten Diensten verbunden sind," zwischen das Wort "Dienste" und das Wort "sowie" eingesetzt;

2° Paragraph 1 Buchstabe g wird durch Folgendes ersetzt: "die genaue Beschreibung der Ware oder Waren, die Gegenstand des Vertrags ist/sind, d. h. die Menge der verkauften oder zum Verkauf angebotenen Elektrizität, einschließlich des garantierten Prozentanteils von Elektrizität aus bestimmten Primärenergiequellen;"

3° Paragraph 1 Buchstabe o wird durch Folgendes ersetzt: " die Kontaktdaten, Anschrift, Telefonnummer, E-Mail-Adresse und Adresse der Website des regionalen Mediationsdienstes für Energie der CWaPE, der eine Liste der zugelassenen Sozialdienste, der Endverbraucherschutzvereinigungen, der Energieagenturen oder gleichgestellten Einrichtungen bereitstellt, bei denen Informationen über Verbraucherrechte, bestehende Maßnahmen zur Steigerung der Energieeffizienz, vergleichbare Endkundenprofile und objektive technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte erhältlich sind;"

4° in Paragraph 1 Buchstabe p wird das Wort "Endabrechnung" durch das Wort "Abrechnung" ersetzt;

5° in Paragraph 1 wird Buchstabe q durch Folgendes ersetzt: "q) den Hinweis, dass im Falle eines Vertrags mit freiwilliger Vorauszahlung gemäß Artikel 16bis die Möglichkeit besteht, die Vorauszahlung auf Antrag zu beenden, wenn der Kunde zum Zeitpunkt der Aktivierung keine Schulden bei seinem Versorger hat;"

6° in Paragraph 6 wird das Wort "Endverbraucher" durch das Wort "Haushaltskunden" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 6 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der gegenwärtige Wortlaut von Absatz 1 bildet Paragraf 1 Absatz 1;

2° der gegenwärtige Wortlaut von Absatz 2 bildet Paragraf 1 Absatz 2;

3° der gegenwärtige Wortlaut von Absatz 3 bildet Paragraf 2;

4° in Absatz 3, umbenannt in Paragraf 2, wird die Wortfolge "Als außergewöhnliches Risiko wird das Bestehen einer offenstehenden Schuld in Höhe von drei Monatsanzahlungsrechnung für den Elektrizitätsträger und von mindestens 100 € gegenüber diesem Versorger anerkannt." zwischen die Wortfolge "wird als vernünftig begründeter Behandlungsunterschied betrachtet." und die Wortfolge "Die Tatsache, geschützter Kunde zu sein bzw. gewesen zu sein" eingesetzt.

5° in Absatz 3, umbenannt in Paragraf 2, wird die Wortfolge "oder der Vorauszahlungsfunktion" zwischen die Wortfolge "eines Budgetzählers" und die Wortfolge "dürfen auf keinen Fall einen Grund bilden" eingesetzt;

6° in Absatz 3, umbenannt in Paragraf 2, wird die Wortfolge "oder bei Nichtaktivierung der Vorauszahlungsfunktion" zwischen die Wortfolge "der Budgetzähler" und die Wortfolge "angewandt werden." eingesetzt.

7° in Absatz 3, umbenannt in Paragraf 2, wird die Wortfolge "und einen Betrag von 200 €" zwischen die Wortfolge "des betreffenden Haushaltskunden" und die Wortfolge "nicht übersteigt." eingesetzt;

8° der gegenwärtige Wortlaut von Absatz 4 bildet Paragraf 3;

9° in Absatz 4, umbenannt in Paragraf 3, wird die Wortfolge "andere Sicherheiten" durch die Wortfolge "eine andere Sicherheit" ersetzt;

10° der gegenwärtige Wortlaut von Absatz 5 bildet Paragraf 4.

Art. 8. In Artikel 7 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2021, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Der Satz "Die Rechnungen, die periodische Anzahlungen betreffen, enthalten mindestens die folgenden Angaben:" wird ab initio durch Folgendes ersetzt: "Die Rechnungen, die periodische Anzahlungen betreffen und an Haushaltskunden sowie kleine und mittlere Unternehmen gerichtet sind, enthalten zusätzlich zu den in Artikel 5 des Königlichen Rechnungserlasses genannten Angaben die folgenden Informationen:";

b) die Ziffern 1, 2 und 4 werden aufgehoben;

c) der gegenwärtige Wortlaut von Ziffer 3 wird Ziffer 1 bilden;

d) in Ziffer 5, umbenannt in Ziffer 2, wird das Wort "beliefert" durch das Wort "versorgt" ersetzt;

e) der gegenwärtige Wortlaut von Ziffer 6 bildet Ziffer 3;

f) in Ziffer 7, umbenannt in Ziffer 4, wird die Wortfolge "die zur Kontaktaufnahme mit dem Kundendienst möglichen Wege, einschließlich der Telefonnummer, der E-Mail-Adresse oder der Fax-Nummer" durch die Wortfolge "die Kontaktdaten, d.h. die Anschrift, die Telefonnummer, die E-Mail-Adresse und die Website des Kundendienstes des Versorgers" ersetzt.

g) der gegenwärtige Wortlaut von Ziffer 8 bildet Ziffer 5;

h) der gegenwärtige Wortlaut von Ziffer 9 bildet Ziffer 6;

i) der gegenwärtige Wortlaut von Ziffer 10 bildet Ziffer 7;

j) es wird eine Ziffer 8 mit folgender Wortfolge eingefügt:

"8° die Internetadresse des digitalen Bereichs, in dem der Kunde, mit Ausnahme des geschützten Kunden, der vom sozialen Versorger versorgt wird, oder des Kunden, der gemäß dem Dekret vorübergehend vom Netzbetreiber versorgt wird, weitere Informationen zu seinem Vertrag und seiner Rechnung finden kann, sowie den Hinweis darauf, dass er bei seinem Versorger kostenlos die Papierfassung dieser Informationen anfordern kann;"

2° in Paragraf 1 Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "Absatz 1 Ziffer 7" wird durch die Wortfolge "Absatz 1 Ziffer 4" ersetzt;

b) das Wort "fünfzehn" wird durch das Wort "zehn" ersetzt;

3° in Paragraf 2 Absatz 1 wird das Wort "Haushaltsendkunden" durch das Wort "Endkunden" und das Wort "Endabrechnung" durch das Wort "Abrechnung" ersetzt;

4° in Paragraf 2 wird zwischen den Absätzen 2 und 3 ein Absatz mit folgender Wortfolge eingefügt:

"Bei Kunden, die über einen aktiven Budgetzähler oder einen Zähler mit aktivierter Vorauszahlungsfunktion verfügen, vermerkt der Versorger im Anhang zur Abrechnung das Datum der Aufladungen und die einzelnen Beträge, die in dem betreffenden Zeitraum aufgeladen wurden;"

5° in Absatz 3, umbenannt in Absatz 4, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) das Wort "Endabrechnung" wird jedes Mal durch das Wort "Abrechnung" ersetzt;

b) die Wortfolge "oder für diejenigen, bei denen die Vorauszahlungsfunktion aktiviert ist," wird zwischen die Wortfolge "versehenen Kunden" und die Wortfolge "erfolgt die Rückzahlung des Saldos" eingesetzt;

b) die Wortfolge "oder eines Kunden, bei dem die Vorauszahlungsfunktion aktiviert ist," wird zwischen die Wortfolge "versehenen Kunden" und das Wort "gibt," eingesetzt;

6° in Paragraf 3 Absatz 1 wird das Wort "régularisation" durch das Wort "décompte" ersetzt;

7° Paragraf 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 4. Die Abrechnungen und die Schlussrechnungen für Haushaltskunden enthalten neben den Angaben aus Artikel 4 des Königlichen Rechnungserlasses die folgenden Informationen:

1° den Hinweis auf die Möglichkeit, bei Zahlungsschwierigkeiten das Öffentliche Sozialhilfezentrum oder Sozialhilfevereinigungen heranzuziehen;

2° die Kosten pro kWh und gegebenenfalls die berechneten Gesamtkosten für die grünen Zertifikate, ohne MwSt.;

3° den Betrag pro kWh und den Gesamtbetrag aller sowohl föderalen als auch regionalen Gebühren, Zuschläge und Beiträge, die den Preis der Elektrizitätsversorgung belasten, ohne MwSt.

In Bezug auf Artikel 3 Paragraph 2 Ziffer 7 und 8 des Königlichen Rechnungserlasses gelten die Angaben zum Vertrag und dessen Dauer nicht im Falle eines sozialen Versorgers.”;

8° es wird ein Paragraph 5 mit folgender Wortfolge eingefügt:

”§ 5. Die Abrechnungen und die Schlussrechnungen für Haushaltskunden sind gemäß den in Artikel 14 des Königlichen Rechnungserlasses genannten Rubriken strukturiert. In der Rubrik B ”wie viel, wann und wie muss ich zahlen oder was wird mir erstattet?” befinden sich auch die in Artikel 7 Paragraph 4 Absatz 1 Ziffer 1, 2 und 3 genannten Informationen.”;

9° es wird ein Paragraph 6 mit folgender Wortfolge eingefügt:

”§ 6. Unbeschadet von Artikel 7 Paragraph 4 des vorliegenden Erlasses müssen die Rechnungen, die vom sozialen Versorger und vom Netzbetreiber ausgestellt werden, wenn er den Kunden vorübergehend gemäß dem Dekret versorgt, den Bestimmungen des Königlichen Rechnungserlasses entsprechen.”.

Art. 9. Artikel 7bis desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019, wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 7bis - Auf einfache Anfrage kann jeder Haushaltskunde von seinem Versorger genauere Informationen oder zusätzliche Erklärungen zu den auf seiner Rechnung aufgeführten Informationen erhalten, insbesondere ob es sich um eine tatsächliche oder geschätzte Rechnung handelt und für welche Indexzahlen, den Wert eventueller Indexierungsparameter, die Angabe der verschiedenen im Laufe des Vertrags angewendeten Tarife und die Anzahl der kWh. Der Kunde kann diese Informationen für die laufende Rechnung sowie für die künftigen Rechnungen verlangen. Sein Versorger schickt ihm kostenlos und innerhalb von fünf Werktagen die Antwort auf seine Anfrage. Das für den Fall der Nichtzahlung vorgesehene Verfahren wird vom Versorger bis zum Erhalt der vom Kunden angeforderten Informationen ausgesetzt.”.

Art. 10 - Artikel 7ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019, wird aufgehoben.

Art. 11 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 8 - Wenn der Versorger, der soziale Versorger oder, in den im Erlass genannten Fällen, der vorübergehende Netzbetreiber einen Haushaltskunden versorgt, der mit einem Budgetzähler ausgestattet ist oder dessen Vorauszahlungsfunktion aktiviert ist, gilt Folgendes:

1° im Falle eines Budgetzählers, der mit einem System von wiederaufladbaren Karten funktioniert, die mittels des in Artikel 17 erwähnten Systems wiederaufgeladen werden können, übermittelt er seinem Kunden die Seite einer Website, auf der er die Liste der Orte einsehen kann, an denen die Karte seines Budgetzählers wiederaufgeladen werden kann, sowie eine Telefonnummer oder eine E-Mail-Adresse, bei der er diese Informationen kostenlos anfordern kann, gibt die Modalitäten zum Wiederaufladen sowie die sozialen Schutzmaßnahmen im Zusammenhang mit der Vorauszahlungsfunktion gemäß Artikel 16ter des Dekrets an und fordert den Kunden auf, mit den Dienststellen des betroffenen Netzbetreibers Kontakt aufzunehmen im Hinblick auf die Lieferung von Karten, deren Initialisierung oder jegliche sie betreffenden Änderungen;

2° im Falle eines kommunizierenden Zählers informiert er seinen Kunden über die verschiedenen Modalitäten des Wiederaufladens und die verschiedenen Funktionen im Zusammenhang mit der Vorauszahlung sowie über die sozialen Schutzmaßnahmen im Zusammenhang mit der Vorauszahlungsfunktion gemäß Artikel 16ter. Der Versorger stellt ihm auch die Seite einer Website zur Verfügung, auf der er die Liste der Standorte von Zahlungssäulen einsehen kann, an denen er seine Energie im Voraus bezahlen kann, sowie eine Telefonnummer oder eine E-Mail-Adresse, unter der er diese Liste kostenlos anfordern kann.”.

Art. 12 - In Artikel 8bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird die Wortfolge ”und der in Artikel 47quinquies des Dekrets genannten zentralen Anlaufstelle” zwischen die Wortfolge ”öffentlichen Fürsorgeeinrichtungen” und die Wortfolge ”im Rahmen ihres Auftrags” eingesetzt.

Art. 13 - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 9 - Der Versorger ist verpflichtet, den Netzbetreiber unverzüglich zu informieren, wenn er eine Anomalie, eine Manipulation am Anschluss oder eine Nichtübereinstimmung des Anschlusses vermutet, und den Eingriff des Netzbetreibers zu beantragen, um die Manipulation und/oder die Nichtübereinstimmung feststellen zu lassen. Der Netzbetreiber setzt die in Artikel 21 vorgesehenen Bestimmungen um.”.

Art. 14 - Artikel 11 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019 wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 11 - § 1. Der Elektrizitätsversorger gibt auf seinen Abrechnungen und Schlussrechnungen Folgendes an:

1° den Anteil jeder Primärenergiequelle am Gesamtenergiemix, den der Versorger im Vorjahr in der Wallonischen Region verwendet hat, und den Anteil jeder Primärenergiequelle am Energiemix jedes Produkts, das der Versorger seinen Kunden in der Wallonischen Region zur Verfügung stellt;

2° einen Verweis auf bestehende offizielle Quellen, wenn öffentlich zugängliche Informationen über die Umweltauswirkungen verfügbar sind, zumindest in Bezug auf CO₂-Emissionen und radioaktiven Abfall aus der Erzeugung von Elektrizität aus verschiedenen Primärenergiequellen des Energiemixes des Versorgers im vorangegangenen Jahr. Die Verwaltung veröffentlicht die Referenzwerte auf ihrer Website, sobald sie verfügbar sind.

§ 2. Die CWaPE ist für die Kontrolle hinsichtlich der Zuverlässigkeit und Vergleichbarkeit der Informationen zuständig, die von den Versorgern an die Endkunden weitergegeben werden.

§ 3. Die Primärenergiequellen gehören folgenden Kategorien an:

1° erneuerbare Energiequellen (Wasserkraft, Windkraft, Biomasse, Solarenergie, Sonstige);

2° fossile Energiequellen (Kohle, Heizöl und andere Erdölprodukte, Erdgas);

3° nukleare Energiequellen;

4° andere als die unter Ziffer 1 bis 3 aufgeführten Energiequellen.

Der Minister kann nach Stellungnahme der CWaPE die Kategorien der von den Versorgern anzugebenden Primärenergiequellen anpassen.

Darüber hinaus kann ein Versorger den Anteil seiner Lieferung aus hochwertiger Kraft/Wärme-Kopplung gemäß den Paragraphen 4, 5, 6 und 7 des vorliegenden Artikels angeben. Nach der Darstellung der Primärenergiequellen nach Kategorien kann ein Versorger diese auch im Einzelnen beschreiben.

§ 4. Der Anteil der Elektrizität pro Primärenergiequelle wird auf der Grundlage des Verhältnisses zwischen der Anzahl der Herkunftsnachweise, ausgedrückt in MWh, die der Versorger für die Lieferungen des vorangegangenen Kalenderjahres entwertet hat, und der Elektrizitätsmenge, die der betreffende Versorger über die Netze an Kunden in der Wallonischen Region geliefert hat, bestimmt. Dieses Verhältnis wird sowohl für die Gesamtheit seiner Lieferungen als auch für jedes einzelne vermarktete Produkt ermittelt. Die Herkunft der Elektrizitätsversorgung des vorangegangenen Kalenderjahres, die nicht durch die Entwertung von Herkunftsnachweisen gerechtfertigt ist, wird auf der Grundlage des Restenergiemixes ermittelt.

Die Verwaltung veröffentlicht die Referenzwerte des Restenergiemixes auf ihrer Website, sobald diese verfügbar sind.

§ 5. Spätestens bis zum 31. März eines jeden Jahres legt der Versorger der CWaPE seine Erklärung zum Energiemix in Bezug auf das vorangegangene Jahr zur Genehmigung vor.

§ 6. Herkunftsnachweise, die die Lieferungen des vorangegangenen Kalenderjahres belegen, werden innerhalb der von der CWaPE mitgeteilten Frist, spätestens jedoch vor dem 30. April des laufenden Jahres, entwertet.

Nur die Herkunftsnachweise, deren Gültigkeit von der Verwaltung überprüft wurde, werden bei der Festlegung der Primärenergiequellen berücksichtigt.

§ 7. Die CWaPE kann nach Rücksprache mit den betroffenen Beteiligten Leitlinien für die Erstellung des Energiemixes der Versorger festlegen.“.

Art. 15 - Artikel 12 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 12 - Nach Stellungnahme der CWaPE bestimmt der Minister die zusätzlichen Angaben, die auf den in Artikel 7 erwähnten Unterlagen anzugeben sind.“.

Art. 16 - In Artikel 13 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird die Wortfolge “der Liberalisierung des Energiemarktes” durch die Wortfolge “in Bezug auf die Energiemärkte” ersetzt.

Art. 17. Artikel 16 Paragraph 3 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 18 - In denselben Erlass wird ein Artikel 16bis mit folgender Wortfolge eingefügt:

“Art. 16bis - Der Verteilernetzbetreiber aktiviert die Vorauszahlungsfunktion bei dem Haushaltskunden, der an das Niederspannungsnetz angeschlossen ist und dies bei seinem Versorger beantragt. Im Falle eines telefonischen Antrags sendet der Versorger dem Kunden eine schriftliche Bestätigung per E-Mail oder Post oder informiert ihn direkt über einen dauerhaften Datenträger.

Der Verteilernetzbetreiber aktiviert die Vorauszahlungsfunktion spätestens fünfzehn Werktage nach Eingang des Antrags, wenn der kommunizierende Zähler bereits beim Kunden angebracht ist, und andernfalls spätestens an dem Werktag, der auf die Anbringung des kommunizierenden Zählers folgt. Die Frist für die Anbringung darf 40 Tage nicht überschreiten.

Der Verteilernetzbetreiber teilt dem Versorger gegebenenfalls den Zählerstand mit, der bei der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion abgelesen wurde.“.

Art. 19 - In denselben Erlass wird ein Artikel 16ter mit folgender Wortfolge eingefügt:

“Art. 16ter - § 1. Spätestens sieben Tage vor jeder Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion sendet der Verteilernetzbetreiber dem Kunden per Post die folgenden Informationen zu:

1° das Datum der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion;

2° die Erläuterung zu den verschiedenen Wiederauflademethoden, zur Nutzung der Vorauszahlungsplattform und zur Art und Weise, wie man eine Liste der Standorte der Zahlungssäulen erhält, die dem Kunden die Vorauszahlung seiner Energie ermöglichen;

3° die in Paragraph 3 genannten unterbrechungsfreien Zeiträume;

4° die verschiedenen Informationswege bezüglich des in Paragraph 2 genannten Startguthabens sowie des Restguthabens, einschließlich des in Paragraph 4 genannten Notfallguthabens;

5° die Warnung bei Erreichen der in Paragraph 4 festgelegten Obergrenze;

6° eine Auskunft über die Möglichkeit für den Nutzer, das Vorauszahlungssystem jederzeit und auf einfache Anfrage zu beenden, wenn die Vorauszahlung freiwillig aktiviert wurde und der Kunde zum Zeitpunkt der Aktivierung keine Schulden bei seinem Versorger hatte;

7° die Kontaktdaten der zuständigen Dienststelle des Verteilernetzbetreibers und des Versorgers, der den Antrag gestellt hat, um weitere Informationen zu übermitteln;

8° die Folgen der Anbringung des kommunizierenden Zählers und der Aktivierung der Kommunikationsfunktion in Bezug auf den Schutz der personenbezogenen Daten.

§ 2. Ein Startguthaben in Höhe von mindestens zwanzig Euro ist standardmäßig bei jeder Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion verfügbar. Dieses Guthaben ist vom Kunden zu tragen. Der Minister kann diesen Betrag entsprechend der Entwicklung der Energiepreise und der etwaigen Inflation proportional anpassen.

§ 3. Der Verteilernetzbetreiber unterbricht nicht die Versorgung mit Elektrizität, die sich aus der Nutzung der Vorauszahlungsfunktion durch einen Netzbenutzer während der Woche zwischen sechzehn Uhr und acht Uhr oder an den Wochenenden, von Freitag um sechzehn Uhr bis Montag um acht Uhr, ergibt.

Gesetzliche Feiertage werden für die Anwendung der vorliegenden Bestimmung den Wochenendtagen gleichgestellt.

§ 4. Wenn ein Kunde über einen kommunizierenden Zähler mit aktivierter Vorauszahlungsfunktion verfügt und sein verfügbares Guthaben unter den Schwellenwert von fünf Euro fällt, wird er auf jede vom Verteilernetzbetreiber als geeignet erachtete Weise darüber benachrichtigt.

Die Vorauszahlungsfunktion ermöglicht es dem Kunden, einen von Absatz 1 abweichenden zusätzlichen Schwellenwert festzulegen.

Ist das verfügbare Guthaben erschöpft, wird das Verfahren zur Gewährung eines Notfallguthabens aktiviert. Dieses Notfallguthaben beläuft sich auf fünfzehn Euro. Der Minister kann diesen Betrag entsprechend der Entwicklung der Energiepreise und der etwaigen Inflation proportional anpassen.

§ 5. Der Elektrizitätsverbrauch während der in Paragraph 3 Absätze 1 und 2 genannten Zeiträume sowie der Verbrauch im Zusammenhang mit dem Notfallguthaben gehen weiterhin zu Lasten des Kunden und die daraus entstehenden Kosten werden von den nächsten durchgeführten Wiederaufladungen zurückgefordert.“

Art. 20 - In Artikel 17 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) das Wort "Netzbetreiber" wird durch das Wort "Verteilernetzbetreiber" ersetzt;

b) die Wortfolge "und kostenfreien" wird zwischen die Wortfolge "eines gemeinsamen" und die Wortfolge "Systems zum Aufladen" eingesetzt;

2° Artikel 17 wird um einen Paragraphen 3 mit folgender Wortfolge ergänzt:

"§ 3. Die Verteilernetzbetreiber sind verantwortlich für die Gestaltung, die Umsetzung und den Betrieb eines gemeinsamen und kostenfreien Systems zum Wiederaufladen für Kunden, die über einen kommunizierenden Zähler verfügen, dessen Vorauszahlungsfunktion aktiviert ist. Dieses System ist auf dem gesamten Gebiet anwendbar und ermöglicht mindestens während der Öffnungszeiten oder in den Zeitfenstern, in denen nach Schätzung der CWaPE eine als gleichwertig anerkannte Dienstleistung angeboten wird, das Wiederaufladen des Zählers in jeder Gemeinde.

Die Verteilernetzbetreiber entwickeln und bieten verschiedene Möglichkeiten des kostenlosen Wiederaufladens an, darunter mindestens die Option der Wiederaufladung für Personen, die keinen Zugang zu digitalen Hilfsmitteln haben, sowie jegliche Methode, die eine Fernwiederaufladung mit Wirksamkeit innerhalb einer Stunde ermöglicht.“

Art. 21. In Artikel 18 desselben Erlasses wird Paragraph 3 aufgehoben.

Art. 22 - In Artikel 21 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der erste Satz von Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Gemäß Artikel 33bis/3 Paragraph 2 des Dekrets kann der Netzbetreiber die Abschaltung der Lieferstelle ohne Genehmigung des Friedensrichters vornehmen, wenn dies aus Gründen der Sicherheit von Gütern oder Personen erforderlich ist oder wenn der ordnungsgemäße Betrieb des Verteilernetzes ernsthaft gefährdet ist. Die Abschaltung der Lieferstelle darf nicht länger dauern, als es für die Instandsetzung der Anlagen unbedingt erforderlich ist, unbeschadet der sonstigen dem Netzbetreiber zur Verfügung stehenden Rechtsmittel.“;

2° in Absatz 1 wird die Wortfolge "Er setzt" durch die Wortfolge "Gegebenenfalls setzt er" ersetzt;

3° Absatz 2 wird aufgehoben.

Art. 23 - In Artikel 21bis, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird die Wortfolge "und der zentralen Anlaufstelle gemäß Artikel 47quiquies des Dekrets" zwischen die Wortfolge "öffentlichen Fürsorgeeinrichtungen" und die Wortfolge "im Rahmen ihrer Aufgaben" eingesetzt.

Art. 24 - In Artikel 22 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "des Artikels 22bis" wird durch die Wortfolge "der Artikel 22bis und 37bis" ersetzt;

2° die Wortfolge "Ermangelung der Mitteilung eines neuen Versorgers für diesen Code ab dem Ablaufdatum des vorigen Liefervertrags nimmt er die Sperrung des Anschlusses fristlos vor" wird durch die Wortfolge "Ermangelung der Mitteilung eines neuen Versorgers für diesen Code ab dem Ablaufdatum des vorigen Liefervertrags nimmt der Verteilernetzbetreiber die Sperrung des Anschlusses fristlos vor" ersetzt.

Art. 25 - In Artikel 22bis Absatz 3 und 4 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "Kalendertagen" wird jedes Mal durch das Wort "Tagen" ersetzt;

2° Absatz 7 wird gestrichen.

Art. 26 - In Artikel 24, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "oder gegebenenfalls um an sein Netz angeschlossene geschützte oder gebundene Kunden zu beliefern," aufgehoben;

2° in Absatz 3 wird die Wortfolge "für die der" durch die Wortfolge "die ein" und die Wortfolge "keinen Vertrag" durch die Wortfolge "nicht durch den Abschluss eines Liefervertrags" und die Wortfolge "abgeschlossen hat" durch die Wortfolge "verkaufen konnte" ersetzt.0)

Art. 27 - In Artikel 24bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und abgeändert durch den Erlass vom 19. Juli 2018, wird Absatz 3 durch die Wortfolge "und unter den Bedingungen, die im Dekret vom 1. Oktober 2020 über das Ende des Ausgleichs zwischen den aus dem Verteilernetz bezogenen und in das Verteilernetz eingespeisten Elektrizitätsmengen und die Gewährung von Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung und der Erzeugung von Strom mittels erneuerbarer Energiequellen festgelegt sind." ergänzt.

Art. 28 - Artikel 25 wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 25 - Die Betreiber von Verteilernetzen und lokalen Transportnetzen übermitteln der Verwaltung und der CWaPE eine Reihe von Daten, die für die Erfüllung ihrer Aufgaben erforderlich sind. Die Liste dieser Daten sowie das zu verwendende Formular und die Fristen werden vom Minister nach Absprache mit der CWaPE und den Betreibern von Verteilernetzen und lokalen Transportnetzen festgelegt.

Die Liste der Daten sowie das Formular und die Fristen können vom Minister nach Absprache mit der CWaPE und den Betreibern von Verteilernetzen und lokalen Transportnetzen angepasst werden.“

Art. 29 - In Artikel 25bis Absatz 1 Ziffer 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird die Wortfolge "der Liberalisierung des Energiemarktes" durch die Wortfolge "in Bezug auf die Energiemärkte" ersetzt.

Art. 30. In Artikel 26 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 wird um einen Absatz mit folgender Wortfolge ergänzt:

„Der Verteilernetzbetreiber informiert den Kunden so schnell wie möglich über die Übernahme als sozialer Versorger und die Folgen dieser Übernahme auf die garantierte Mindestversorgung. Der Verteilernetzbetreiber muss dem geschützten Kunden insbesondere mitteilen, wie die garantierte Mindestversorgung aktiviert wird, dass sie zu seinen Lasten bleibt und ihm in Rechnung gestellt wird, und welche Folgen es hat, wenn der Kunde nicht für die Kosten im Zusammenhang mit dieser garantierten Mindestversorgung aufkommt. Der Netzbetreiber gibt auch die Bedingungen an, unter denen der Kunde selbst die Deaktivierung der garantierten Mindestversorgung beantragen kann.“;

2° in Paragraf 2 wird das Wort „Versorger“ durch die Wortfolge „sozialer Versorger“ ersetzt.

Art. 31 - In Artikel 27 desselben Erlasses wird Paragraf 4, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, durch Folgendes ersetzt: „Wenn der vom sozialen Versorger versorgte Kunde seine Eigenschaft als geschützter Kunde verliert, fordert der soziale Versorger ihn auf, innerhalb von zwei Monaten einen Vertrag mit einem Versorger abzuschließen. In dieser Aufforderung wird der Kunde darüber informiert, dass sein Name, sein Vorname, seine Postanschrift, seine Telefonnummer und gegebenenfalls seine E-Mail-Adresse dem ÖSHZ innerhalb von zehn Tagen mitgeteilt werden, sofern er nicht innerhalb von fünf Tagen beim sozialen Versorger dagegen Einspruch erhebt. Wenn der Kunde nach Ablauf der Frist von zwei Monaten nicht über einen Vertrag verfügt, kann der soziale Versorger bei der lokalen Kommission für Energie einen begründeten Antrag einreichen, um die Lage des Kunden zu untersuchen. Falls die lokale Kommission für Energie die Abschaltung beim Kunden in Betracht zieht, befasst der soziale Versorger den Friedensrichter, um die Aussetzung der Versorgung mit Elektrizität zu beantragen.“.

Art. 32 - In Artikel 29 Paragraf 1 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 Ziffer 1 wird das Wort „Anschrift“ durch die Wortfolge „Telefon-, E-Mail- und Postanschrift“ ersetzt;

2° in Absatz 1 Ziffer 2 wird die Wortfolge „, die Möglichkeit, bei Letzteren die kostenlose Einrichtung eines Budgetmesszählers zu beantragen“ aufgehoben;

3° in Absatz 1 Ziffer 2 wird das Wort „Anschriften“ durch die Wortfolge „Telefon-, E-Mail- und Postanschriften“ ersetzt;

4° in Absatz 1 Ziffer 2 wird der folgende Satz eingefügt: „Die Website des „Observatoire du Crédit“, die es dem Kunden ermöglicht, die Kontaktdaten der Schuldenvermittlungsstellen einzusehen, wird angegeben.“;

5° eine Ziffer 5 mit folgender Wortfolge wird Absatz 1 hinzugefügt: „im Erinnerungsschreiben werden die geforderten Beträge und die betroffenen Rechnungen aufgeführt.“;

6° in Absatz 2 wird die Wortfolge „der Installierung des mit einem Leistungsbegrenzer gekoppelten Budgetzählers“ aufgehoben.

Art. 33 - In Artikel 30 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

„Das Mahnverfahren nach Artikel 33bis/1, Absatz 1 und 2 des Dekrets findet Anwendung, wenn die Schulden des Kunden einschließlich aller Steuern mehr als 100 Euro für die Elektrizit tsrechnung oder mehr als 200 Euro im Falle einer kombinierten Rechnung betragen und wenn der Kunde zu dem in der Mahnung nach Artikel 29 festgelegten Fälligkeitsdatum nicht.“;

2° Absatz 1 Ziffer 2 wird gestrichen;

3° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

„Wenn die in Absatz 1 genannten Bedingungen erfüllt sind, schickt der Versorger dem Kunden eine Mahnung gemäß Artikel 33bis/1 Absatz 1 und 2 des Dekrets. In dem Mahnschreiben wird der Kunde über das weitere Vorgehen informiert, insbesondere darüber, dass er ein Schreiben wegen Nichtzahlung erhalten wird und welche Kosten mit diesem Verfahren verbunden sind. Wenn die Schulden mit einer Abrechnung oder einer Schlussrechnung zusammenhängen, die auf geschützten Indexzahlen beruht, kann der Kunde die kostenlose Indexablesung beantragen, die die Höhe der Schulden verdeutlichen soll.“;

4° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt: „In dem Mahnschreiben werden die geforderten Beträge und die betroffenen Rechnungen aufgeführt. Der Kunde wird darin aufgefordert, sich mit dem Versorger in Verbindung zu setzen, um einen zumutbaren Zahlungsplan abzuschließen, und er wird über sein Recht auf Unterstützung durch das ÖSHZ oder die Schuldenvermittlungsstelle in Kenntnis gesetzt. In dem Schreiben werden die Telefon-, E-Mail- und Postanschrift seiner zuständigen Stelle für die Erstellung eines Zahlungsplans angegeben, der die finanzielle Situation des Kunden berücksichtigt. Für nicht gesch tzte Kunden verweist das Schreiben auf die Seite der Website der CWaPE, auf der die Bedingungen für die Gewährung des Status eines regional geschützten Kunden im Sinne von Artikel 33 Paragraf 1 Ziffer 2 und Paragraf 2 des Dekrets aufgeführt sind. In dem Schreiben wird angegeben, dass bei Ausbleiben einer Rückmeldung des Kunden innerhalb von fünfzehn Tagen nach Aufforderung des Versorgers, einen zumutbaren Zahlungsplan abzuschließen, bei Nichteinhaltung des mit dem Versorger vereinbarten zumutbaren Zahlungsplans oder bei Nichtzahlung einer weiteren fälligen Rechnung das Verfahren bei Nichtzahlung und das Verfahren bei Zahlungsverzug unverändert fortgesetzt oder wieder aufgenommen werden. Das in Anhang 1 genannte Formular wird dem Mahnschreiben beigelegt.“;

5° in Absatz 4 wird die Wortfolge „das Verfahren bei Nichtzahlung ausgesetzt.“ durch die Wortfolge „das anwendbare Verfahren bei Nichtzahlung oder das Verfahren bei Zahlungsverzug gemäß Artikel 33bis/1 Absatz 6 des Dekrets ausgesetzt.“ ersetzt.

Art. 34 - Artikel 30bis, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

„  1. Als zumutbar gilt der Zahlungsplan, der den Interessen und Lagen beider Parteien Rechnung trägt und es dem Kunden konkret ermöglicht, seine Schuld vollständig zu begleichen, d.h. objektive Elemente berücksichtigt, wie z.B. das Kundenprofil, die Höhe seiner Schuld, den Verlauf seines Kundenkontos.“

§ 2. Steht dem Kunden der zugelassene Schuldenvermittler bzw. das ÖSHZ zur Seite, wird die vom zugelassenen Schuldenvermittler bzw. dem ÖSHZ im Rahmen seiner Aufgabe der Wahrung der Menschenwürde vorgeschlagene Anpassung des ursprünglich vom Versorger vorgeschlagenen Zahlungsplans von diesem untersucht. Falls der Versorger den Vorschlag des ÖSHZ oder des zugelassenen Schuldenvermittlers ablehnt, begründet er dies anhand des aufgetretenen Falls auf argumentative Weise.

§ 3. Auf Anfrage des zugelassenen Schuldenvermittlers bzw. des ÖSHZ wird das anwendbare Verfahren bei Nichtzahlung oder das Verfahren bei Zahlungsverzug während des Zeitraums ausgesetzt, der für die vom ÖSHZ bzw. vom zugelassenen Schuldenvermittler vorgenommene soziale Finanzmittelanalyse und Aushandlung eines zumutbaren Zahlungsplans mit dem Versorger, die dreißig Tage nicht überschreiten dürfen, erforderlich ist.

§ 4. Wenn der Kunde seinen Antrag auf Abschluss eines Zahlungsplans mittels des in Artikel 30 und 31 vorgesehenen Formulars mitteilt, kann er dem Versorger zusammen mit der Rücksendung des Formulars einen Zahlungsplanvorschlag unterbreiten. Wird der Zahlungsplan telefonisch abgeschlossen, so übermittelt der Versorger dem Kunden eine schriftliche Bestätigung. Das Ausbleiben einer Reaktion des Versorgers innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt des Zahlungsplanvorschlags des Kunden gilt als Annahme des vorgeschlagenen Plans durch den Gläubiger. Die Ablehnung des Zahlungsplans durch den Versorger muss schriftlich mitgeteilt werden und einen Gegenvorschlag für den Zahlungsplan enthalten.

Wenn der Kunde bei der Rücksendung des Formulars keinen Zahlungsplanvorschlag unterbreitet, schlägt der Versorger dem Kunden innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt des Formulars einen Zahlungsplan vor. Der Kunde verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen, um dem Versorger mitzuteilen, ob er den vom Versorger vorgeschlagenen Zahlungsplan gemäß den Absätzen 1 und 2 des vorliegenden Paragraphen annimmt oder eine Anpassung beantragt.

Das Verfahren bei Nichtzahlung oder Zahlungsverzug wird während der Aushandlungen über den Zahlungsplan ausgesetzt, und zwar bis zum Ablauf der Frist von fünfzehn Tagen, die dem Kunden eingeräumt wird, um dem Versorger seinen Antrag auf Anpassung des vom Versorger vorgeschlagenen Zahlungsplans gemäß Ziffer 3 mitzuteilen. Der Versorger kann die im Verfahren wegen Nichtzahlung oder Zahlungsverzug vorgesehenen Fristen über diese Frist hinaus aufschieben, wenn er dies für angemessen hält.

§ 5. Der Versorger notifiziert dem Kunden schriftlich jede Einigung oder im Einvernehmen vereinbarte Änderung des Zahlungsplans.

§ 6. Der Versorger notifiziert dem Kunden schriftlich jede Nichteinhaltung des Zahlungsplans.“

Art. 35 - In Artikel 30ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "im Rahmen der Installierung des Budgetzählers" durch die Wortfolge "bei Zahlungsverzug - einschließlich während des außergerichtlichen Beitreibungsverfahrens -" ersetzt;

2° zwischen die Absätze 1 und 2 wird ein Absatz 2 mit folgender Wortfolge eingefügt:

"Abweichend von Ziffer 3 gelten Beitreibungskosten für unbezahlte Rechnungen nicht für einen geschützten Kunden, der von dem sozialen Versorger versorgt wird.“;

3° Artikel 30ter wird um einen Absatz 4 und einen Absatz 5 mit folgender Wortfolge ergänzt:

"Sobald ein Gerichtsverfahren eingeleitet wurde, können keine Mahn-, Inverzugsetzungs- oder Zahlungsverzugsgebühren mehr verlangt werden.

Jede Vertragsstrafe ist verboten, auch wenn sie zusammen mit den Gebühren für Mahn-, Inverzugsetzungs- oder Zahlungsverzugsschreiben nicht mehr als 55 Euro beträgt.“

Art. 36 - Ein Artikel 30quinquies wird eingefügt:

"§ 1. Wenn der Kunde per Formular seinen Antrag auf Einreichung einer gemeinsamen Antragschrift beim Friedensrichter stellt und der Versorger dem zustimmt, übermittelt er dem Kunden so schnell wie möglich ein Formular für die gemeinsame Antragschrift, das für den ihn betreffenden Teil ausgefüllt ist. Der Kunde ist verpflichtet, das Formular für die gemeinsame Antragschrift innerhalb von sieben Werktagen nach Erhalt der vom Versorger übermittelten Vorlage für die gemeinsame Antragschrift auszufüllen, zu unterzeichnen und an den Versorger zurückzusenden. Nach Erhalt der vom Kunden ausgefüllten Unterlagen reicht der Versorger die Akte so schnell wie möglich beim Friedensrichter ein. Das im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs angewandte Verfahren wird ab dem Zeitpunkt, zu dem der Kunde die Einreichung einer gemeinsamen Antragschrift beantragt, bis zum Beschluss des Friedensrichters ausgesetzt. Falls der Kunde das ausgefüllte Formular für die gemeinsame Antragschrift nicht innerhalb von sieben Werktagen zurücksendet, wird das bei Nichtzahlung oder Zahlungsverzug angewandte Verfahren wieder aufgenommen.

§ 2. Wenn der Kunde per Formular seinen Antrag auf Einreichung einer gemeinsamen Antragschrift beim Friedensrichter stellt und der Versorger die Einreichung der gemeinsamen Antragschrift ablehnt, ist der Versorger verpflichtet, den Kunden darüber zu informieren, dass sein Antrag auf Einreichung der gemeinsamen Antragschrift nicht weiterverfolgt wird, und muss dem Kunden so schnell wie möglich einen zumutbaren Zahlungsplan vorschlagen. Das im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs angewandte Verfahren wird ausgesetzt. Der Kunde verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen, um dem Versorger mitzuteilen, ob er den vom Versorger vorgeschlagenen Zahlungsplan annimmt oder eine Anpassung beantragt. Nach Ablauf dieser Frist von fünfzehn Tagen wird das im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs angewandte Verfahren wieder aufgenommen. Abweichend davon finden gemäß Artikel 33bis/3 des Dekrets die in Artikel 31bis Paragraph 1 Ziffer 1 vorgesehenen Bestimmungen keine Anwendung.“

Art. 37 - In denselben Erlass wird ein Artikel 30sexies mit folgender Wortfolge eingefügt:

"Art. 30sexies - § 1. Wenn der Kunde die Aktivierung der Vorauszahlung über das in den Artikeln 30 und 31 des vorliegenden Erlasses vorgesehene Formular beantragt, richtet der Versorger einen Antrag auf Aktivierung der Vorauszahlung an den Netzbetreiber. Das im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs anwendbare Verfahren wird ausgesetzt.

§ 2. Der Netzbetreiber aktiviert die Vorauszahlungsfunktion spätestens fünfzehn Werktage nach Erhalt des Antrags, wenn der kommunizierende Zähler bereits beim Kunden angebracht ist, und andernfalls spätestens am Werktag nach der Anbringung des kommunizierenden Zählers. Die Frist für die Anbringung darf 40 Tage nicht überschreiten.

§ 3. Wenn die Anbringung oder die Aktivierung der Kommunikationsfunktion des Zählers in Anwendung der in Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung über die kommunizierenden Zähler vorgesehenen Bestimmungen als technisch unmöglich oder wirtschaftlich nicht vertretbar angesehen wird, informiert der Netzbetreiber den

Versorger darüber und annulliert das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlung. In diesem Fall kann das im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs anwendbare Verfahren in unveränderter Form wieder aufgenommen werden. Die in Artikel 31*bis* Paragraph 1 Ziffer 1 vorgesehenen Bestimmungen finden keine Anwendung.

§ 4. Der Minister bestimmt das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion. Auf Vorschlag der CWaPE bestimmt der Minister den Pauschalbetrag und die Modalitäten der Entschädigungsleistung des Verteilernetzbetreibers zugunsten des Versorgers im Falle einer Überschreitung der in Absatz 2 genannten Fristen für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion.“

Art. 38 - Im Titel des Abschnitts 3 wird die Wortfolge “und Installierung des Budgetzählers” aufgehoben.

Art. 39 - Artikel 31 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 31 - § 1. Der Versorger teilt dem Kunden per Post mit, dass er sich in Zahlungsverzug befindet, wenn der Kunde zu der in dem in Artikel 33*bis*/1 des Dekrets genannten Mahnschreiben festgelegten Frist und unbeschadet der in Artikel 30*bis* Paragraph 3 und 4, Artikel 30*quinquies* und Artikel 30*sexies* genannten etwaigen Fristaussetzungen nicht entweder:

1° den Betrag der unbezahlten Rechnung beglichen hat;

2° die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion beantragt hat;

3° mit der zuständigen Dienststelle des Versorgers einen zumutbaren Zahlungsplan vereinbart und den zumutbaren Zahlungsplan und die Zahlung der neuen fälligen Rechnungen des Versorgers eingehalten hat;

4° die Befassung des Friedensrichters durch eine gemeinsame Antragschrift beim Versorger beantragt hat.

Eine dieser Bedingungen reicht aus, damit der Kunde nicht als in Zahlungsverzug befindlich erklärt wird.

Mit Ausnahme der geschützten Kunden, die nicht vom sozialen Versorger versorgt werden, wird das in Anhang 1 genannte Formular dem Schreiben zur Erklärung des Zahlungsverzugs gemäß Artikel 33*bis*1/ Absatz 4 und 5 des Dekrets beigelegt.

Das Schreiben zur Erklärung des Zahlungsverzugs führt die geforderten Beträge und die betroffenen Rechnungen auf. Es weist den Kunden auf sein Recht hin, einen zumutbaren Zahlungsplan auszuhandeln sowie sich vom ÖSHZ oder der Schuldenvermittlungsstelle unterstützen zu lassen. Für nicht geschützte Kunden verweist das Schreiben auf die Seite der Website der CWaPE, auf der die Bedingungen für die Gewährung des Status eines regional geschützten Kunden im Sinne von Artikel 33 Paragraph 1 Ziffer 2 und Paragraph 2 des Dekrets aufgeführt sind.

Gegebenenfalls teilt der Versorger dem Verteilernetzbetreiber die Kontaktdaten des Kunden und die Angaben mit, die belegen, dass der Kunde ein geschützter Kunde im Sinne von Artikel 33 Paragraph 1 des Dekrets ist. In diesem Fall wird der Kunde vom Verteilernetzbetreiber übernommen und beliefert, wobei der Verteilernetzbetreiber den Kunden über diese Übernahme und deren Folgen in Bezug auf die garantierte Mindestversorgung informiert. Der Minister bestimmt das Verfahren für die Übertragung des als in Zahlungsverzug befindlich erklärten geschützten Kunden an seinen Netzbetreiber und die sich daraus ergebenden Verpflichtungen.

§ 2. Gemäß Artikel 33*bis*/1 Absatz 4 des Dekrets wird der Kunde in dem Schreiben zur Erklärung des Zahlungsverzugs darüber informiert, dass sein Name, sein Vorname, seine Postanschrift, seine Telefonnummer und gegebenenfalls seine E-Mail-Adresse dem ÖSHZ innerhalb von 10 Tagen nach Erhalt des Schreibens mitgeteilt werden, sofern er nicht innerhalb von fünf Tagen nach Erhalt des Schreibens zur Erklärung des Zahlungsverzugs Einspruch erhebt, um ihm zu ermöglichen, Unterstützung bei der Aushandlung eines zumutbaren Zahlungsplans, finanzieller Beihilfen oder Beratungsmaßnahmen, wie sie im Grundlagengesetz über die ÖSHZ vom 8. Juli 1976 und im Gesetz vom 4. September 2002 zur Zuweisung der Aufgabe der Begleitung und der finanziellen Hilfe im Rahmen der Energieversorgung für die sozialbenachteiligten Personen an die öffentlichen Sozialhilfeszentren genannt werden, in Anspruch zu nehmen.

§ 3. Falls der Kunde im Formular seine Wahl bekundet, die Begleitung des öffentlichen Sozialhilfeszentrums oder des anerkannten Schuldenvermittlungsdienstes in Anspruch zu nehmen, nimmt er so schnell wie möglich Kontakt mit der Einrichtung auf.

§ 4. Unabhängig davon, für welche Lösung sich der Haushaltskunde über das Formular entschieden hat, hindert diese Lösung den Verbraucher nicht an der Möglichkeit, jederzeit einen Zahlungsplan zu vereinbaren.“

Art. 40 - In denselben Erlass wird ein Artikel 31*bis* mit folgender Wortfolge eingefügt:

“Art. 31*bis* - § 1. Wenn der Kunde zu der in dem Schreiben zur Erklärung des Zahlungsverzugs gemäß Artikel 33*bis*/1 des Dekrets festgelegten Frist und unbeschadet der etwaigen Fristaussetzungen gemäß Artikel 30*bis* Paragraph 3 und 4, Artikel 30*quinquies* und Artikel 30*sexies* nicht gemäß Artikel 31 Absatz 1 Ziffer 1, 2, 3 oder 4 reagiert hat, wird der Versorger:

1° dem Netzbetreiber gemäß den Bestimmungen der den Austausch von Informationen betreffenden technischen Regelung für den Betrieb des Verteilernetzes einen Antrag auf Anbringung eines Budgetzählers oder auf Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion bei dem Kunden zusenden. Er informiert den Kunden per Post über den Antrag auf Anbringung oder Aktivierung und über die Möglichkeit, die Anbringung oder Aktivierung abzulehnen, sowie über die in Paragraph 5 vorgesehenen Wege, um dies mitzuteilen;

2° den Friedensrichter befragen, um jede Maßnahme zur Rückzahlung der Schulden, zur Aktivierung der Vorauszahlung oder zur Kündigung des Liefervertrags zu beantragen.

§ 2. Wenn der Kunde die Aktivierung der Vorauszahlung ablehnt oder behindert oder wenn die Anbringung oder die Aktivierung der Kommunikationsfunktion des Zählers in Anwendung der in Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung über die kommunizierenden Zähler vorgesehenen Bestimmungen als technisch unmöglich oder wirtschaftlich nicht vertretbar angesehen wird, befasst der Versorger den Friedensrichter, um die Kündigung des Liefervertrags zu beantragen. Der Netzbetreiber annulliert das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlung beim Versorger, wenn der Kunde die Aktivierung der Vorauszahlung behindert.

§ 3. Falls der Kunde im Formular seine Wahl bekundet, die Begleitung des öffentlichen Sozialhilfeszentrums oder des anerkannten Schuldenvermittlungsdienstes in Anspruch zu nehmen, nimmt er so schnell wie möglich Kontakt mit der Einrichtung auf.

§ 4. Falls der Nutzer im Rahmen der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion nicht bei der Anbringung anwesend sein kann, kann er entweder eine Änderung des Tages und des Zeitrahmens vereinbaren oder eine Person benennen, die ihn vertritt. In diesem Fall kontaktiert der Kunde seinen Verteilernetzbetreiber, um einen neuen Besuchstermin in den nächsten fünf Werktagen nach dem Datum, das ursprünglich vorgeschlagen wurde, festzusetzen.

§ 5. Der Minister bestimmt das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion. Der Verteilernetzbetreiber aktiviert die Vorauszahlungsfunktion spätestens fünfzehn Werktage nach Erhalt des Antrags beim Verteilernetzbetreiber, wenn der kommunizierende Zähler bereits beim Kunden angebracht ist, und andernfalls spätestens am Werktag nach der Anbringung des kommunizierenden Zählers. Unbeschadet der durch und gemäß dem Dekret auferlegten Bestimmungen für die Anbringung der kommunizierenden Zähler und die Aktivierung der Kommunikationsfunktion darf die Dauer zwischen dem Datum des Eingangs des Antrags auf Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion und dem Datum der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion nicht mehr als vierzig Tage betragen.

Auf Vorschlag der CWaPE bestimmt der Minister den Pauschalbetrag und die Modalitäten der Entschädigungsleistung des Verteilernetzbetreibers zugunsten des Versorgers im Falle einer Überschreitung der in Absatz 1 genannten Fristen für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion und für die Anbringung der kommunizierenden Zähler.

§ 6. Der Kunde kann dem Versorger seine Ablehnung der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion telefonisch oder per E-Mail oder Brief mitteilen. Der Versorger storniert den Antrag auf Aktivierung der Vorauszahlung beim Netzbetreiber;

Als Behinderung der Aktivierung der Vorauszahlung gilt, wenn der Kunde zum Zeitpunkt des zweiten Besuchs des Netzbetreibers nicht anwesend ist oder wenn er sich weigert, dem Netzbetreiber Zugang zum Zähler zu gewähren.“.

Art. 41 - Artikel 32 desselben Erlasses wird durch folgende Wortfolge ersetzt:

“Art. 32 - § 1. Parallel zur Zustellung des Urteils durch den Versorger an den Kunden informiert der Versorger das ÖSHZ des Kunden schriftlich oder elektronisch über seinen Beschluss, die Vollstreckung dieses Urteils vorzunehmen, außer wenn der Kunde zuvor die Mitteilung seiner Kontaktdaten in Anwendung von Artikel 31 Paragraph 2 abgelehnt hat.

§ 2. Wenn der Versorger aufgrund des Beschlusses des Friedensrichters die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion beantragt, gelten unbeschadet anderer Modalitäten, die der Friedensrichter in seinem Beschluss festgelegt hat, die in Artikel 31bis Paragraph 4 und 5 vorgesehenen Bestimmungen. Wenn der Kunde infolge des Beschlusses des Friedensrichters die Anbringung eines kommunizierenden Zählers behindert oder wenn die Anbringung oder die Aktivierung der Kommunikationsfunktion des Zählers in Anwendung der in Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung über die kommunizierenden Zähler vorgesehenen Bestimmungen als technisch unmöglich oder wirtschaftlich nicht vertretbar angesehen wird, kann der Versorger unbeschadet anderer vom Friedensrichter in seinem Beschluss festgelegter Modalitäten den Friedensrichter befragen, um die Kündigung des Liefervertrags zu beantragen. Der Netzbetreiber annulliert das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlung beim Versorger, wenn der Kunde die Anbringung des kommunizierenden Zählers behindert oder wenn die Anbringung des Zählers oder die Aktivierung der Kommunikationsfunktion des Zählers in Anwendung der in Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung über die kommunizierenden Zähler vorgesehenen Bestimmungen als technisch unmöglich oder wirtschaftlich nicht vertretbar angesehen wird.

§ 3. Wenn der dem Kunden auf Beschluss des Friedensrichters auferlegte Zahlungsplan nicht eingehalten wird oder im Falle der Nichtzahlung neuer fällig gewordener Rechnungen, obwohl ein Zahlungsplan auf Beschluss des Friedensrichters auferlegt wurde, befasst der Versorger unbeschadet anderer vom Friedensrichter in seinem Beschluss festgelegter Modalitäten den Friedensrichter, um die Kündigung des Liefervertrags zu beantragen.

§ 4. Wenn der Liefervertrag auf Beschluss des Friedensrichters gekündigt wird, finden unbeschadet anderer Modalitäten, die der Friedensrichter in seinem Beschluss festgelegt hat, die Artikel 10 und 22 Anwendung.

§ 5. Der Versorger informiert den Netzbetreiber und den Kunden über eine etwaige Kündigung des Vertrags. In der Mitteilung an den Kunden gibt er die Frist an, innerhalb derer der Kunde einen neuen Versorger wählen muss, um eine Aussetzung seiner Versorgung zu vermeiden. Gegebenenfalls wird diese Mitteilung der Zustellung des Urteils beigefügt. Auf Stellungnahme der CWaPE legt der Minister das Verfahren zur Aufhebung des Verfahrens zur Aussetzung der Versorgung fest.

§ 6. Falls der Friedensrichter die Kündigung des Liefervertrags beschließt, gehen unbeschadet der Bestandteile des richterlichen Beschlusses die Kosten für die Aussetzung der Versorgung und die Wiederherstellung der Versorgung zu Lasten des Kunden, wenn er nicht innerhalb der in dem in Paragraph 5 genannten Schreiben angegebenen Frist einen neuen Versorger gewählt hat und wenn er vom Richter für schuldig befunden wurde.“.

Art. 42 - Artikel 33 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird aufgehoben.

Art. 43. Artikel 34 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird die Wortfolge “§§ 2 bis 4” durch die Wortfolge “Paragraph 2” ersetzt;

2° Paragraph 2 wird aufgehoben.

Art. 44 - In denselben Erlass wird ein Artikel 35bis mit folgender Wortfolge eingefügt:

“Art. 35bis - Der Versorger informiert den Kunden über die genaue Höhe der zum Zeitpunkt der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion bestehenden Schulden, einschließlich der vor der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion entstandenen Verfahrenskosten. Die Beitreibung dieser Schulden kann nicht auf Zahlungen angerechnet werden, die sich auf den Verbrauch nach der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion beziehen.

Wenn die Vorauszahlungsfunktion bei einem Kunden aktiviert ist, darf der Versorger diesem Kunden keine Anzahlungsrechnungen zustellen.“.

Art. 45. Artikel 36 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 36 - Der Kunde kann jederzeit die Deaktivierung des Budgetzählers oder der Vorauszahlungsfunktion bei seinem Versorger beantragen. Wenn er keine Schulden im Zusammenhang mit seinem Elektrizitätsverbrauch bei seinem derzeitigen Versorger hat, oder wenn der Antrag auf Aktivierung der Vorauszahlung freiwillig vom Kunden gestellt wurde, ist der Versorger verpflichtet, den Antrag innerhalb von sieben Tagen an den Netzbetreiber weiterzuleiten, sofern es sich nicht um ein Verfahren wegen Nichtzahlung handelt und der Kunde keine Schulden bei seinem Versorger hat. Die Deaktivierung der Vorauszahlungsfunktion ist für den Kunden kostenlos.“.

Art. 46 - Artikel 37 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 37 - § 1. Das Verfahren bei Nichtzahlung und das Verfahren bei Zahlungsverzug werden zu jeder Zeit aufgehoben, wenn eine Einigung zwischen den Parteien über die Begleichung der Schulden oder über einen zumutbaren Zahlungsplan vorliegt. Die Nichteinhaltung eines dem Kunden schriftlich zugestellten Zahlungsplans bezüglich der Begleichung der Schulden führt von Rechts wegen zur Wiederaufnahme des bis dahin laufenden Verfahrens.

Nach Eingang der vollständigen Zahlung, die die Begleichung der Schulden durch den Versorger ermöglicht, ist letzterer verpflichtet, das von ihm eingeleitete Verfahren beim Netzbetreiber innerhalb von fünf Werktagen nach Eingang der besagten Zahlung einzustellen.

Nach Abschluss einer Vereinbarung über einen Zahlungsplan für die Schulden ist der Versorger verpflichtet, das von ihm eingeleitete Verfahren beim Netzbetreiber innerhalb von fünf Werktagen nach der erzielten Vereinbarung einzustellen.

Auf Stellungnahme der CWaPE legt der Minister das Verfahren zur Aufhebung der Verfahren durch den Versorger beim Netzbetreiber fest.

§ 2. Das ÖSHZ ist für die Verarbeitung der personenbezogenen Daten verantwortlich, die ihm vom Versorger mitgeteilt werden, um mit den betroffenen Kunden Kontakt aufzunehmen, damit diese seine Unterstützung in Anspruch nehmen können. Der Netzbetreiber ist für die Verarbeitung der vom Versorger übermittelten personenbezogenen Daten zur Unterrichtung der betreffenden geschützten Kunden über deren Übernahme und die damit verbundenen Folgen verantwortlich.

§ 3. Unbeschadet anderer gesetzlicher oder zivilrechtlicher Bestimmungen dürfen personenbezogene Daten nicht länger als ein Jahr nach dem Ende der Unterstützung durch das ÖSHZ oder dem Ende der Gewährung des Status eines geschützten Kunden aufbewahrt werden."

Art. 47 - In Artikel 37*bis* desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "abgelaufen ist, und der zum" durch die Wortfolge "abgelaufen ist, oder für den die Versorgung infolge eines Beschlusses des Friedensrichters während desselben Zeitraums ausgesetzt wurde und der zum" ersetzt;

2° in Absatz 1 wird die Wortfolge ", zur Aussetzungsfrist" zwischen die Wortfolge "zum Ende dieses Vertrages" und die Wortfolge "oder zur Kündigungsfrist" eingesetzt.

Art. 48. In denselben Erlass wird ein Artikel 37*bis*/1 mit folgender Wortfolge eingefügt:

"Art. 37*bis*/1 - § 1. Die Aussetzung der Versorgung im Rahmen einer Vertragskündigung, die der Versorger dem Kunden zugestellt hat, oder im Rahmen einer Vertragskündigung, die vom Friedensrichter im Zuge eines Zahlungsverzugsverfahrens beschlossen wurde, darf nicht während der Winterperiode erfolgen;

§ 2. Im Falle einer vom Friedensrichter beschlossenen Vertragskündigung, ist der Verteilernetzbetreiber am Tag nach dem tatsächlichen Datum der Vertragsbeendigung verpflichtet, die Versorgung der Zugangsstelle bis zum Abschluss des Regularisierungsverfahrens zu übernehmen.

§ 3. Die Elektrizitätslieferung an den Haushaltskunden durch den Verteilernetzbetreiber erfolgt gemäß dem Tarif, der im Ministeriellen Erlass vom 1. Juni 2004 zur Festlegung der Höchstpreise für die Lieferung von Elektrizität durch die Betreiber des Verteilernetzes an Endkunden, deren Liefervertrag vom Versorger gekündigt wurde und die nicht als geschützte Haushaltskunden mit niedrigem Einkommen oder in prekärer Lage im Sinne des Artikels 20 Paragraph 2 des Gesetzes vom 29. April 1999 hinsichtlich der Organisation des Elektrizitätsmarktes betrachtet werden können, genannt wird.

§ 4. Der Netzbetreiber informiert den Kunden über die Übernahme der Lieferstelle, die Lieferbedingungen und die zu unternehmenden Schritte. Er teilt ihm mit, wann eine Aussetzung der Versorgung erfolgen wird, wenn der Netzbetreiber keine Bestätigung eines neuen Vertrags erhalten hat.

§ 5. Falls der von der Vertragskündigung des Versorgers betroffene Kunde ein geschützter Kunde ist, kann er dem Netzbetreiber die Angaben mitteilen, die seinen Status belegen, und die Übernahme seiner Versorgung durch den sozialen Versorger beantragen.

§ 6. Der Minister legt die Anwendungsmodalitäten dieser Versorgung und die sich daraus ergebenden Verpflichtungen fest."

Art. 49 - Der Titel des Abschnitts 3*ter* wird durch Folgendes ersetzt: "Abschnitt 3*ter* - Anfechtung beim regionalen Mediationsdienst."

Art. 50 - Artikel 37*ter* desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 37*ter* - Während des anwendbaren Verfahrens bei Nichtzahlung und des Verfahrens bei Zahlungsverzug kann der Kunde diese Verfahren, wie z. B. das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion, anfechten und den regionalen Mediationsdienst für Energie befragen.

Der Antrag wird gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009 über den regionalen Mediationsdienst für Energie eingereicht und untersucht.

Der regionale Mediationsdienst für Energie kann das bei Nichtzahlung anwendbare Verfahren oder das Verfahren bei Zahlungsverzug aussetzen, um die Analyse gegebenenfalls in Absprache mit dem Versorger, dem Verteilernetzbetreiber und dem ÖSHZ zu ermöglichen."

Art. 51. In Artikel 38 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Die Versorgung des geschützten Kunden mit Budgetzähler oder mit einem kommunizierenden Zähler, dessen Vorauszahlungsfunktion aktiviert ist, wird durch den Verteilernetzbetreiber des Kunden sichergestellt.

Wenn die Vorauszahlungsfunktion bei einem geschützten Kunden aktiviert wird, ist sie mit der Aktivierung eines Leistungsbegrenzers gekoppelt, um die garantierte Mindestversorgung zu gewährleisten.

Wenn die Vorauszahlungsfunktion auf Beschluss des Friedensrichters aktiviert wird, wird die Aktivierung des Leistungsbegrenzers für einen Zeitraum von sechs Monaten garantiert, unbeschadet einer längeren Dauer, die der Friedensrichter gemäß Artikel 33bis/3 Paragraph 1 Absatz 3 des Dekrets beschließt. Der geschützte Kunde, der seinen Zähler nicht speist, erhält dementsprechend die garantierte Mindestversorgung deren Leistung auf zehn Ampere festgelegt wird.”;

2° in Paragraph 2 wird der erste Satz wie folgt abgeändert:

- a) die Wortfolge ”mit Budgetzähler” wird aufgehoben;
- b) das Wort ”Rechnung” wird durch das Wort ”Abrechnung” ersetzt;

3° es wird ein wie folgt verfasster neuer Paragraph 4 eingefügt:

”Abweichend von Paragraph 2 und 3 kann die garantierte Mindestversorgung während der Winterperiode in jeder als Hauptwohnsitz genutzten Wohnung und vor Ablauf von 6 Monaten nicht ausgesetzt werden, wenn die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion durch den Friedensrichter beschlossen wurde. Die in diesem Zeitraum verbrauchte Elektrizität muss weiterhin vom geschützten Kunden bezahlt werden.”.

Art. 52 - In Artikel 39 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, wird Absatz 2 gestrichen.

Art. 53 - In denselben Erlass wird zwischen den Artikeln 39 und 40 ein Kapitel IVbis mit folgender Überschrift eingefügt: ”Kapitel IVbis - Verpflichtungen öffentlichen Dienstes für Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen.”.

Art. 54 - Artikel 40 desselben Erlasses, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

”Art. 40 - § 1. Mit Ausnahme der Artikel 19, 21 und 22 gelten die in Kapitel III über die spezifischen Verpflichtungen von Netzbetreibern enthaltenen Bestimmungen nicht für Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen.

§ 2. Die Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen müssen die folgenden Verpflichtungen öffentlichen Dienstes einhalten:

1° Gewährleistung der Sicherheit, der Regelmäßigkeit und der Qualität der über das geschlossene Netz verteilten Elektrizität;

2° Kundendienst:

a) Anbringung der Mess- und Zählgeräte und Verwaltung der gesamten Mess- und Zählraten, die für den Betrieb der Netze und die Marktprozesse erforderlich sind;

b) Gewährleistung der Bereitstellung von Zählraten für jeden Folgekunden, der dies beantragt;

c) im Falle von Folgekunden, die von ihrer Zulassungsberechtigung Gebrauch gemacht haben:

unbeschadet des vereinfachten Verfahrens gemäß Artikel VIII.30 Paragraph 1 der technischen Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze, die Indexablesungen mit einer Häufigkeit, die nicht weniger als drei Monate betragen darf, zu Informationszwecken, zur Simulation des Verbrauchs oder zur Anpassung der Anzahlungen unter Berücksichtigung einer Glättung des Verbrauchs über einen Zeitraum von zwölf Monaten bestätigen und dem Versorger übermitteln.”.

Art. 55 - In Kapitel V desselben Erlasses wird Artikel 41, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

”Art. 41 - Die CWaPE genehmigt die von jedem Versorger übermittelten Muster der Anzahlungsrechnungen, Abrechnungen und Schlussrechnungen in Bezug auf die Informationen regionaler Art.”.

Art. 56 - In Artikel 42 desselben Erlasses wird die Wortfolge ”Versorgern und Netzbetreibern” durch die Wortfolge ”Versorgern, Netzbetreibern und Betreibern von geschlossenen Unternehmensnetzen” ersetzt.

Art. 57 - In Artikel 43 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 43, dessen heutiger Wortlaut zum Absatz 1 wird, wird das Wort ”Netzbetreiber” durch die Wortfolge ”Betreiber von Verteilernetzen und lokalen Transportnetzen” ersetzt;

3° Artikel 43 wird um einen Absatz mit folgender Wortfolge ergänzt:

”Abweichend von Absatz 1 halten die Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen alle Unterlagen, die für die Kontrolle der Einhaltung ihrer Verpflichtungen öffentlichen Dienstes erforderlich sind, für die CWaPE bereit.”.

Art. 58 - In Artikel 44 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut ”Artikel 43, § 3” wird durch den Wortlaut ”Artikel 43 Paragraph 3 und Artikel 33bis/1 Absatz 9” ersetzt;

2° Artikel 44 wird durch die Wortfolge ”und bezüglich der vor dem Friedensrichter geführten Verfahren im Zusammenhang mit einem Zahlungsverzug.” ergänzt.

Art. 59. Demselben Erlass wird ein Formular beigefügt, das den Mahnschreiben und den Schreiben zur Erklärung des Zahlungsverzugs beizufügen ist.

KAPITEL 2 — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Region vom 30. März 2006 hinsichtlich der Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes im Gasmarkt

Art. 60 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° eine Ziffer 1bis mit folgender Wortfolge wird eingefügt: ”1°bis ”Königlicher Rechnungserlass”: der Königliche Erlass vom 9. Dezember 2021 zur Festlegung der weiteren Mindestanforderungen, denen Rechnungen und Rechnungsinformationen für Gas und Elektrizität genügen müssen”;

2° Ziffer 2, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015, wird wie folgt wiederhergestellt: ”2° sozialer Versorger”: Verteilernetzbetreiber, der gemäß Artikel 31ter des Dekrets die Gasversorgung des geschützten Kunden sicherstellt”;

3° unter Ziffer 5 wird die Wortfolge "und nachhaltige Entwicklung" gestrichen;

4° die Ziffer 6 wird gestrichen;

5° unter Ziffer 12 wird die Wortfolge "3. März 2011" durch die Wortfolge "27. Mai 2021" ersetzt;

6° eine Ziffer 14 mit folgender Wortfolge wird eingefügt: "14° Elektrizitätsdekret: das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts."

Art. 61 - Artikel 3 Absatz 2 Ziffer 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird durch die Wortfolge "und der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion" ergänzt.

Art. 62 - Artikel 3bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, dessen heutiger Wortlaut zum Paragraphen 1 wird, wird durch einen Paragraphen 2 und einen Paragraphen 3 mit folgender Wortfolge ergänzt:

"§ 2. Der Versorger gibt auf seiner Website das im Falle eines Umzugs zu befolgende Verfahren an, die Kanäle, über die der Kunde seine Indexablesung mitteilen kann, die Frist, innerhalb derer diese dem Versorger übermittelt werden muss, sowie die Frist, innerhalb derer der Kunde das Datum seines Umzugs mitteilen muss. Er stellt außerdem auf seiner Website das von der CWaPE nach Konsultierung der anderen regionalen Regulierungsbehörden erstellte Umzugsformular oder einen Internetlink zu diesem Dokument zur Verfügung.

§ 3. Falls der Kunde bei der Meldung seines Umzugs nicht innerhalb der in Paragraph 2 genannten Frist alle für die Wiederaufnahme der Energien erforderlichen Informationen übermittelt, erinnert ihn der Versorger auf jede ihm geeignet erscheinende Weise an die Zweckmäßigkeit des Ausfüllens des von der CWaPE nach Konsultierung der anderen regionalen Regulierungsbehörden erstellten Umzugsformulars und informiert ihn über die Seite auf seiner Website, auf der das Formular zu finden ist.

Wenn der Versorger telefonisch Indexzahlen erhält, sendet er dem Kunden innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt der Indexzahlen eine schriftliche Bestätigung per SMS, per E-Mail, per Post oder über einen dauerhaften Datenträger zu."

Art. 63 - In Artikel 4 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Buchstabe d wird die Wortfolge ", einschließlich der Waren oder Dienstleistungen, die mit den geleisteten Diensten verbunden sind," zwischen die Wörter "Dienste" und "sowie" eingesetzt;

2° Paragraph 1 Buchstabe o wird durch Folgendes ersetzt: "die Kontaktdaten, Anschrift, Telefonnummer, E-Mail-Adresse und Adresse der Website des regionalen Mediationsdienstes für Energie der CWaPE, der eine Liste der zugelassenen Sozialdienste, der Endverbraucherschutzvereinigungen, der Energieagenturen oder gleichgestellten Einrichtungen bereitstellt, bei denen Informationen über Verbraucherrechte, bestehende Maßnahmen zur Steigerung der Energieeffizienz, vergleichbare Endkundenprofile und objektive technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte erhältlich sind";

3° in Paragraph 1 Buchstabe p wird das Wort "Endabrechnung" durch das Wort "Abrechnung" ersetzt;

4° Buchstabe q wird aufgehoben;

5° in den Paragraphen 1 wird ein neuer Buchstabe r mit folgender Wortfolge eingefügt: "r) den Hinweis, dass im Falle eines Vertrags mit freiwilliger Vorauszahlung gemäß Artikel 17 die Möglichkeit besteht, die Vorauszahlung auf Antrag zu beenden, wenn der Kunde zum Zeitpunkt der Aktivierung keine Schulden bei seinem Versorger hat";

6° in Paragraph 6 wird das Wort "Endverbraucher" durch das Wort "Haushaltskunden" ersetzt.

Art. 64 - In Artikel 6 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut von Absatz 1 bildet Paragraph 1 Absatz 1;

2° die Absätze 2 und 3 bilden die Absätze 2 bzw. 3 von Paragraph 1;

3° in Absatz 3, umbenannt in Paragraph 1 Absatz 3 wird die Wortfolge "oder der Vorauszahlungsfunktion" zwischen die Wortfolge "eines Budgetzählers" und die Wortfolge "dürfen auf keinen Fall einen Grund bilden" eingesetzt;

4° in Absatz 3, umbenannt in Paragraph 1 Absatz 3 wird die Wortfolge "oder bei Nichtaktivierung der Vorauszahlungsfunktion" zwischen die Wortfolge "der Budgetzähler" und die Wortfolge "angewandt werden." eingesetzt;"

5° der Wortlaut von Absatz 4 bildet Paragraph 2;

6° in Absatz 4, umbenannt in Paragraph 2, wird die Wortfolge "Als außergewöhnliches Risiko wird das Bestehen einer offenstehenden Schuld in Höhe von drei Monatsanzahlungsrechnung für den Gasträger und von mindestens 100 € gegenüber diesem Versorger anerkannt." zwischen die Wortfolge "wird als angemessen begründeter Behandlungsunterschied betrachtet." und die Wortfolge "Die Berücksichtigung dieses Risikos" eingesetzt.

7° in Absatz 4, umbenannt in Paragraph 2, wird die Wortfolge "und einen Betrag von 200 €" zwischen die Wortfolge "des betreffenden Haushaltskunden" und die Wortfolge "nicht übersteigt." eingesetzt;

8° der Wortlaut von Absatz 5 bildet Paragraph 3;

9° in Absatz 5, umbenannt in Paragraph 3, wird die Wortfolge "andere Sicherheiten" durch die Wortfolge "eine andere Sicherheit" ersetzt;

10° der gegenwärtige Wortlaut von Absatz 6 bildet Paragraph 4.

Art. 65 - In Artikel 7 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2021, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Der Satz "Die Rechnungen, die periodische Anzahlungen betreffen, enthalten mindestens die folgenden Angaben:" wird ab initio durch Folgendes ersetzt: "Die Rechnungen, die periodische Anzahlungen betreffen und an Haushaltskunden sowie kleine und mittlere Unternehmen gerichtet sind, enthalten zusätzlich zu den in Artikel 5 des Königlichen Rechnungserlasses genannten Angaben die folgenden Informationen:"

b) die Ziffern 1, 2 und 4 werden aufgehoben;

c) der Wortlaut von Ziffer 3 wird Ziffer 1 bilden;

d) in Ziffer 5, umbenannt in Ziffer 2, wird das Wort "beliefert" durch das Wort "versorgt" ersetzt;

e) der Wortlaut von Ziffer 6 wird Ziffer 3 bilden;

f) in Ziffer 7, umbenannt in Ziffer 4, wird die Wortfolge "die zur Kontaktaufnahme mit dem Kundendienst möglichen Wege, einschließlich der Telefonnummer, der E-Mail-Adresse oder der Fax-Nummer" durch die Wortfolge "die Kontaktdaten, d.h. die Anschrift, die Telefonnummer, die E-Mail-Adresse und die Website des Kundendienstes des Versorgers" ersetzt;

g) der Wortlaut von Ziffer 8 wird Ziffer 5 bilden;

h) der gegenwärtige Wortlaut von Ziffer 9 bildet Ziffer 6;

i) der gegenwärtige Wortlaut von Ziffer 10 bildet Ziffer 7;

j) es wird eine Ziffer 8 mit folgender Wortfolge eingefügt:

"8° die Internetadresse des digitalen Bereichs, in dem der Kunde, mit Ausnahme des geschützten Kunden, der vom sozialen Versorger versorgt wird, oder des Kunden, der gemäß dem Dekret vorübergehend vom Netzbetreiber versorgt wird, weitere Informationen zu seinem Vertrag und seiner Rechnung finden kann, sowie den Hinweis darauf, dass er bei seinem Versorger kostenlos die Papierfassung dieser Informationen anfordern kann;"

2° in Paragraph 1 Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "Absatz 1 Ziffer 7" wird durch die Wortfolge "Absatz 1 Ziffer 5" ersetzt;

b) das Wort "fünfzehn" wird durch das Wort "zehn" ersetzt;

3° in Paragraph 2 Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen: das Wort "Haushaltssendkunden" wird durch das Wort "Endkunden" und das Wort "Endabrechnung" durch das Wort "Abrechnung" ersetzt;

4° in Paragraph 2 wird zwischen den Absätzen 2 und 3 ein Absatz mit folgender Wortfolge eingefügt:

"Bei Kunden, die über einen aktiven Budgetzähler oder einen Zähler mit aktivierter Vorauszahlungsfunktion verfügen, vermerkt der Versorger im Anhang zur Abrechnung das Datum der Aufladungen und die einzelnen Beträge, die in dem betreffenden Zeitraum aufgeladen wurden.";

5° in Paragraph 2, Absatz 3, umbenannt in Absatz 4, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) das Wort "Endabrechnung" wird jedes Mal durch das Wort "Abrechnung" ersetzt;

b) die Wortfolge "oder für diejenigen, bei denen die Vorauszahlungsfunktion aktiviert ist," wird zwischen die Wortfolge "versehenen Kunden" und die Wortfolge "erfolgt die Rückzahlung des Saldos" eingesetzt;

c) die Wortfolge "oder eines Kunden, bei dem die Vorauszahlungsfunktion aktiviert ist," wird zwischen die Wortfolge "versehenen Kunden" und die Wortfolge "gibt," eingesetzt.

6° in Paragraph 3 Absatz 1 wird das Wort "régularisation" durch das Wort "décompte" ersetzt;

7° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 4. Die Abrechnungen und die Schlussrechnungen für Haushaltskunden enthalten neben den Angaben aus Artikel 4 des Königlichen Rechnungserlasses die folgenden Informationen:

1° den Hinweis auf die Möglichkeit, bei Zahlungsschwierigkeiten das Öffentliche Sozialhilfzentrum oder Sozialhilfevereinigungen heranzuziehen;

2° den Betrag pro kWh und den Gesamtbetrag aller sowohl föderalen als auch regionalen Gebühren, Zuschläge und Beiträge, die den Preis der Elektrizitätsversorgung belasten, ohne MwSt.

In Bezug auf Artikel 3 Paragraph 2 Ziffer 7 und 8 des Königlichen Rechnungserlasses gelten die Angaben zum Vertrag und dessen Dauer nicht im Falle eines sozialen Versorgers.";

8° es wird ein Paragraph 5 mit folgender Wortfolge eingefügt:

"§ 5. Die Abrechnungen und die Schlussrechnungen für Haushaltskunden sind gemäß den in Artikel 14 des Königlichen Rechnungserlasses genannten Rubriken strukturiert. In der Rubrik B "wie viel, wann und wie muss ich zahlen oder was wird mir erstattet?" befinden sich auch die in Artikel 7 Paragraph 4 Absatz 1 Ziffer 1, 2 und 3 genannten Informationen.";

9° es wird ein Paragraph 6 mit folgender Wortfolge eingefügt:

"§ 6. Unbeschadet von Artikel 7 Paragraph 4 des vorliegenden Erlasses müssen die Rechnungen, die vom sozialen Versorger und vom Netzbetreiber ausgestellt werden, wenn er den Kunden vorübergehend gemäß dem Dekret versorgt, den Bestimmungen des Königlichen Rechnungserlasses entsprechen.".

Art. 66 - Artikel 7bis desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 7bis - Auf einfache Anfrage kann jeder Haushaltskunde von seinem Versorger genauere Informationen oder zusätzliche Erklärungen zu den auf seiner Rechnung aufgeführten Informationen erhalten, insbesondere ob es sich um eine tatsächliche oder geschätzte Rechnung handelt und für welche Indexzahlen, den Wert eventueller Indexierungsparameter, die Angabe der verschiedenen im Laufe des Vertrags angewendeten Tarife und die Anzahl der kWh. Der Kunde kann diese Informationen für die laufende Rechnung sowie für die künftigen Rechnungen verlangen. Sein Versorger schickt ihm kostenlos und innerhalb von fünf Werktagen die Antwort auf seine Anfrage. Das für den Fall der Nichtzahlung vorgesehene Verfahren wird vom Versorger bis zum Erhalt der vom Kunden angeforderten Informationen ausgesetzt.".

Art. 67 - Artikel 7ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019, wird aufgehoben.

Art. 68 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 8 - Wenn der Versorger oder der soziale Versorger oder der Netzbetreiber bei der vorübergehenden Versorgung des Kunden gemäß dem Dekret einen Haushaltskunden versorgt, der mit einem Budgetzähler ausgestattet ist oder dessen Vorauszahlungsfunktion aktiviert ist:

1° im Falle eines Budgetzählers, der mit einem System von wiederaufladbaren Karten funktioniert, die mittels des in Artikel 18 erwähnten Systems wiederaufgeladen werden können, übermittelt er seinem Kunden die Seite einer Website, auf der er die Liste der Orte einsehen kann, an denen die Karte seines Budgetzählers wiederaufgeladen werden kann, sowie eine Telefonnummer oder eine E-Mail-Adresse, bei der er diese Informationen kostenlos anfordern

kann, gibt die Modalitäten zum Wiederaufladen sowie die sozialen Schutzmaßnahmen im Zusammenhang mit der Vorauszahlungsfunktion gemäß Artikel 17*bis* an und fordert den Kunden auf, mit den Dienststellen des betroffenen Netzbetreibers Kontakt aufzunehmen im Hinblick auf die Lieferung von Karten, deren Initialisierung oder jegliche sie betreffenden Änderungen;

2° im Falle eines kommunizierenden Zählers informiert er seinen Kunden über die verschiedenen Modalitäten des Wiederaufladens und die verschiedenen Funktionen im Zusammenhang mit der Vorauszahlung sowie über die sozialen Schutzmaßnahmen im Zusammenhang mit der Vorauszahlungsfunktion gemäß Artikel 17*bis* des Dekrets. Der Versorger stellt ihm auch die Seite einer Website zur Verfügung, auf der er die Liste der Standorte von Zahlungssäulen einsehen kann, an denen er seine Energie im Voraus bezahlen kann, sowie eine Telefonnummer oder eine E-Mail-Adresse, unter der er diese Liste kostenlos anfordern kann.“.

Art. 69 - In Artikel 8*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Februar 2008, wird die Wortfolge “und der in Artikel 47*quiquies* des Elektrizitätsdekrets genannten zentralen Anlaufstelle” zwischen die Wortfolge “öffentlichen Fürsorgeeinrichtungen” und die Wortfolge “im Rahmen ihres Auftrags” eingesetzt.

Art. 70 - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Der Versorger ist verpflichtet, den Netzbetreiber unverzüglich zu informieren, wenn er eine Anomalie, eine Manipulation am Anschluss oder eine Nichtübereinstimmung des Anschlusses vermutet, und den Eingriff des Netzbetreibers zu beantragen, um die Manipulation und/oder die Nichtübereinstimmung feststellen zu lassen. Der Netzbetreiber setzt die in Artikel 22 vorgesehenen Bestimmungen um.“.

Art. 71 - Artikel 11 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019, wird aufgehoben.

Art. 72 - Artikel 12 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 12 - Nach Stellungnahme der CWaPE bestimmt der Minister die zusätzlichen Angaben, die auf den in Artikel 7 erwähnten Unterlagen anzugeben sind.“.

Art. 73 - In Artikel 13 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird die Wortfolge “der Liberalisierung des Energiemarktes” durch die Wortfolge “in Bezug auf die Energiemärkte” ersetzt.

Art. 74 - Artikel 17 Paragraph 3 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 75 - Es wird ein Artikel 17*bis* mit folgender Wortfolge in denselben Erlass eingefügt:

“Art. 17*bis* - Der Verteilernetzbetreiber aktiviert die Vorauszahlungsfunktion bei dem Haushaltskunden, der an das Niederspannungsnetz angeschlossen ist und dies beantragt. Im Falle eines telefonischen Antrags sendet der Versorger dem Kunden eine schriftliche Bestätigung per E-Mail oder Post oder informiert ihn direkt über einen dauerhaften Datenträger.

Der Verteilernetzbetreiber aktiviert die Vorauszahlungsfunktion spätestens fünfzehn Werktage nach Eingang des Antrags, wenn der kommunizierende Zähler bereits beim Kunden angebracht ist, und andernfalls spätestens an dem Werktag, der auf die Anbringung des kommunizierenden Zählers folgt. Die Frist für die Anbringung darf 40 Tage nicht überschreiten.

Der Verteilernetzbetreiber teilt dem Versorger gegebenenfalls den Zählerstand mit, der bei der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion abgelesen wurde.“.

Art. 76 - In denselben Erlass wird ein Artikel 17*ter* mit folgender Wortfolge eingefügt:

“Art. 17*ter* - § 1. Spätestens sieben Tage vor jeder Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion sendet der Verteilernetzbetreiber dem Kunden per Post die folgenden Informationen zu:

1° das Datum der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion;

2° die Erläuterung zu den verschiedenen Wiederauflademethoden, zur Nutzung der Vorauszahlungsplattform und zur Art und Weise, wie man eine Liste der Standorte der Zahlungssäulen erhält, die dem Kunden die Vorauszahlung seiner Energie ermöglichen;

3° die in Paragraph 3 genannten unterbrechungsfreien Zeiträume;

4° die verschiedenen Informationswege bezüglich des in Paragraph 2 genannten Startguthabens sowie des Restguthabens, einschließlich des in Paragraph 4 genannten Notfallguthabens;

5° die Warnung bei Erreichen der in Paragraph 4 festgelegten Obergrenze;

6° eine Auskunft über die Möglichkeit für den Nutzer, das Vorauszahlungssystem jederzeit und auf einfache Anfrage zu beenden, wenn die Vorauszahlung freiwillig aktiviert wurde und der Kunde zum Zeitpunkt der Aktivierung keine Schulden bei seinem Versorger hatte;

7° die Kontaktdaten der zuständigen Dienststelle des Verteilernetzbetreibers und des Versorgers, der den Antrag gestellt hat, um weitere Informationen zu übermitteln;

8° die Folgen der Anbringung des kommunizierenden Zählers und der Aktivierung der Kommunikationsfunktion in Bezug auf den Schutz der personenbezogenen Daten.

§ 2. Ein Startguthaben in Höhe von mindestens zwanzig Euro ist standardmäßig bei jeder Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion verfügbar. Dieses Guthaben ist vom Kunden zu tragen. Der Minister kann diesen Betrag entsprechend der Entwicklung der Energiepreise und der etwaigen Inflation proportional anpassen.

§ 3. Der Verteilernetzbetreiber unterbricht nicht die Versorgung mit Gas, die sich aus der Nutzung der Vorauszahlungsfunktion durch einen Netzbenutzer während der Woche zwischen sechzehn Uhr und acht Uhr oder an den Wochenenden, von Freitag um sechzehn Uhr bis Montag um acht Uhr, ergibt.

Gesetzliche Feiertage werden für die Anwendung der vorliegenden Bestimmung den Wochenendtagen gleichgestellt.

§ 4. Wenn ein Kunde über einen kommunizierenden Zähler mit aktivierter Vorauszahlungsfunktion verfügt und sein verfügbares Guthaben unter den Schwellenwert von fünf Euro fällt, wird der Kunde auf jede vom Verteilernetzbetreiber als geeignet erachtete Weise darüber benachrichtigt.

Die Vorauszahlungsfunktion ermöglicht es dem Kunden, einen von Absatz 1 abweichenden zusätzlichen Schwellenwert festzulegen.

Ist das verfügbare Guthaben erschöpft, kann der Kunde das Verfahren zur Gewährung eines Notfallguthabens aktivieren. Dieses Notfallguthaben beläuft sich auf fünfzehn Euro. Der Minister kann diesen Betrag entsprechend der Entwicklung der Energiepreise und der etwaigen Inflation proportional anpassen.

§ 5. Der Elektrizitäts- und Gasverbrauch während der in Paragraph 3 Absätze 1 und 2 genannten Zeiträume sowie der Verbrauch im Zusammenhang mit dem Notfallguthaben gehen weiterhin zu Lasten des Kunden und die daraus entstehenden Kosten werden von den nächsten durchgeführten Wiederaufladungen zurückgefordert.“

Art. 77 - In Artikel 18 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird das Wort "Netzbetreiber" durch das Wort "Verteilernetzbetreiber" ersetzt und die Wortfolge "und kostenfreien" wird zwischen die Wortfolge "eines gemeinsamen" und die Wortfolge "Systems zum Aufladen" eingesetzt;

2° Artikel 18 wird um einen Paragraphen 3 mit folgender Wortfolge ergänzt:

"§ 3. Die Verteilernetzbetreiber sind verantwortlich für die Gestaltung, die Umsetzung und den Betrieb eines gemeinsamen und kostenfreien Systems zum Wiederaufladen für Kunden, die über einen kommunizierenden Zähler verfügen, dessen Vorauszahlungsfunktion aktiviert ist. Dieses System ist auf dem gesamten Gebiet anwendbar und ermöglicht mindestens während der Öffnungszeiten oder in den Zeitfenstern, in denen nach Schätzung der CWaPE eine als gleichwertig anerkannte Dienstleistung angeboten wird, das Wiederaufladen des Zählers in jeder Gemeinde.

Die Verteilernetzbetreiber entwickeln und bieten verschiedene Möglichkeiten des kostenlosen Wiederaufladens an, darunter mindestens die Option der Wiederaufladung für Personen, die keinen Zugang zu digitalen Hilfsmitteln haben, sowie jegliche Methode, die eine Fernwiederaufladung mit Wirksamkeit innerhalb einer Stunde ermöglicht.“

Art. 78 - In Artikel 19 desselben Erlasses wird Paragraph 3 aufgehoben.

Art. 79 - In Artikel 20bis wird die Wortfolge "und der in Artikel 47quinquies des Elektrizitätsdekrets genannten zentralen Anlaufstelle" zwischen die Wortfolge "öffentlichen Fürsorgeeinrichtungen" und die Wortfolge "im Rahmen ihres Auftrags" eingesetzt.

Art. 80 - In Artikel 22 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der erste Satz von Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Gemäß Artikel 31ter/1 Paragraph 2 des Dekrets kann der Netzbetreiber die Abschaltung der Lieferstelle ohne Genehmigung des Friedensrichters vornehmen, wenn dies aus Gründen der Sicherheit von Gütern oder Personen erforderlich ist oder wenn der ordnungsgemäße Betrieb des Verteilernetzes ernsthaft gefährdet ist. Die Abschaltung der Lieferstelle darf nicht länger dauern, als es für die Instandsetzung der Anlagen unbedingt erforderlich ist, unbeschadet der sonstigen dem Netzbetreiber zur Verfügung stehenden Rechtsmittel.“;

2° in Absatz 1 wird die Wortfolge "Er setzt" durch die Wortfolge "Gegebenenfalls setzt er" ersetzt;

3° Absatz 2 wird aufgehoben.

Art. 81 - In Artikel 23 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "des Artikels 23bis" wird durch die Wortfolge "der Artikel 23bis und 40bis" ersetzt;

2° die Wortfolge "Ermangelung der Mitteilung eines neuen Versorgers für diesen Code ab dem Ablaufdatum des vorigen Liefervertrags nimmt er die Sperrung des Anschlusses fristlos vor" wird durch die Wortfolge "Ermangelung der Mitteilung eines neuen Versorgers für diesen Code ab dem Ablaufdatum des vorigen Liefervertrags nimmt der Verteilernetzbetreiber die Sperrung des Anschlusses fristlos vor" ersetzt.

Art. 82 - In Artikel 23bis Absatz 3 und 4 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "Kalendertagen" wird jedes Mal durch das Wort "Tagen" ersetzt;

2° Die Wortfolge "Ab dem 31. Tag nachdem der Versorger beantragt hat, seine Registrierung am betreffenden Zugangspunkt abzuschalten, muss der Betreiber des Verteilernetzes die Versorgung des Zugangspunktes bis zum Ende des Regulierungsverfahrens sicherstellen." wird gestrichen.

Art. 83 - In Artikel 29 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Der Netzbetreiber übermittelt" durch die Wortfolge "Die Verteilernetzbetreiber übermitteln" ersetzt.

Art. 84 - In Artikel 29bis Absatz 1 Ziffer 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird die Wortfolge "der Liberalisierung des Energiemarktes" durch die Wortfolge "in Bezug auf die Energiemärkte" ersetzt.

Art. 85 - In Artikel 30 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird um einen Absatz mit folgender Wortfolge ergänzt:

"Der Netzbetreiber informiert den Kunden so schnell wie möglich über die Übernahme als sozialer Versorger und die Folgen dieser Übernahme. Der Verteilernetzbetreiber muss dem geschützten Kunden insbesondere die Modalitäten der Aktivierung der Winterhilfe und die Auswirkungen dieser Hilfe auf seinen Tarif erläutern.“;

2° in Paragraph 2 wird das Wort "Versorger" durch die Wortfolge "sozialer Versorger" ersetzt.

Art. 86 - In Artikel 31 Paragraph 4 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019, wird der zweite Satz durch Folgendes ersetzt: "Wenn der vom sozialen Versorger versorgte Kunde seine Eigenschaft als geschützter Kunde verliert, fordert der soziale Versorger ihn auf, innerhalb von zwei Monaten einen Vertrag mit einem Versorger abzuschließen. In dieser Aufforderung wird der Kunde darüber informiert, dass sein Name, sein Vorname, seine Postanschrift, seine Telefonnummer und gegebenenfalls seine E-Mail-Adresse dem ÖSHZ innerhalb von zehn Tagen mitgeteilt werden, sofern er nicht innerhalb von fünf Tagen beim sozialen Versorger dagegen Einspruch erhebt. Wenn der Kunde nach Ablauf der Frist von zwei Monaten nicht über einen Vertrag verfügt, kann der soziale Versorger bei der Kommission einen begründeten Antrag einreichen, um die Lage des

Kunden zu untersuchen. Falls die lokale Kommission für Energie die Abschaltung beim Kunden in Betracht zieht, befasst der soziale Versorger den Friedensrichter, um die Aussetzung der Versorgung mit Gas zu beantragen.“

Art. 87 - In Artikel 32 Paragraph 1 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 Ziffer 1 wird das Wort "Anschrift" durch die Wortfolge "Telefon-, E-Mail- und Postanschrift" ersetzt;

2° in Absatz 1 Ziffer 2 wird die Wortfolge ", die Möglichkeit, bei Letzteren die kostenlose Einrichtung eines Budgetmesszählers zu beantragen" aufgehoben;

3° in Absatz 1 Ziffer 2 wird das Wort "Anschriften" durch die Wortfolge "Telefon-, E-Mail- und Postanschriften" ersetzt;

4° in Absatz 1 Ziffer 2 wird der folgende Satz eingefügt: "Die Website des "Observatoire du Crédit", die es dem Kunden ermöglicht, die Kontaktdaten der Schuldenvermittlungsstellen einzusehen, wird angegeben.";

5° eine Ziffer 5 mit folgender Wortfolge wird Absatz 1 hinzugefügt: "im Erinnerungsschreiben werden die geforderten Beträge und die betroffenen Rechnungen aufgeführt";

Art. 88 - In Artikel 33 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der einführende Satz durch Folgendes ersetzt:

"Das Mahnverfahren nach Artikel 31ter des Dekrets findet Anwendung, wenn die Schulden des Kunden einschließlich aller Steuern mehr als 100 Euro für die Gasrechnung oder mehr als 200 Euro im Falle einer kombinierten Rechnung betragen und wenn der Kunde zu dem in der Mahnung nach Artikel 32 festgelegten Fälligkeitsdatum nicht";

2° Absatz 1 Ziffer 2 wird gestrichen;

3° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Wenn die in Absatz 1 genannten Bedingungen erfüllt sind, schickt der Versorger dem Kunden eine Mahnung gemäß Artikel 31ter des Dekrets. In dem Mahnschreiben wird der Kunde über das weitere Vorgehen informiert, insbesondere darüber, dass er ein Schreiben wegen Nichtzahlung erhalten wird und welche Kosten mit diesem Verfahren verbunden sind. Wenn die Schulden mit einer Abrechnung oder einer Schlussrechnung zusammenhängen, die auf geschützten Indexzahlen beruht, kann der Kunde die kostenlose Indexablesung beantragen, die die Höhe der Schulden verdeutlichen soll.";

4° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt: "Im Mahnungsschreiben werden die geforderten Beträge und die betroffenen Rechnungen aufgeführt. Der Kunde wird darin aufgefordert, sich mit dem Versorger in Verbindung zu setzen, um einen zumutbaren Zahlungsplan abzuschließen, und er wird über sein Recht auf Unterstützung durch das ÖSHZ oder den Schuldenvermittlungsstelle in Kenntnis gesetzt. In dem Schreiben werden die Telefon-, E-Mail- und Postanschrift seiner zuständigen Stelle für die Erstellung eines Zahlungsplans angegeben, der die finanzielle Situation des Kunden berücksichtigt. Für nicht gesch tzte Kunden verweist das Schreiben auf die Seite der Website der CWaPE, auf der die Bedingungen für die Gewährung des Status eines regional geschützten Kunden aufgeführt sind. In dem Schreiben wird angegeben, dass bei Ausbleiben einer Rückmeldung des Kunden innerhalb von fünfzehn Tagen nach Aufforderung des Versorgers, einen zumutbaren Zahlungsplan abzuschließen, bei Nichteinhaltung des mit dem Versorger vereinbarten zumutbaren Zahlungsplans oder bei Nichtzahlung einer weiteren fälligen Rechnung das Verfahren bei Nichtzahlung und das Verfahren bei Zahlungsverzug unverändert fortgesetzt oder wieder aufgenommen werden.

Das in Anhang 1 genannte Formular wird dem Mahnschreiben beigelegt.";

5° in Absatz 4 wird die Wortfolge "das Verfahren bei Nichtzahlung ausgesetzt." durch die Wortfolge "das anwendbare Verfahren bei Nichtzahlung und das Verfahren bei Zahlungsverzug gemäß Artikel 31ter Paragraph 2 Absatz 6 des Dekrets ausgesetzt." ersetzt.

Art. 89 - Artikel 33bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 33bis - Å 1. Als zumutbar gilt der Zahlungsplan, der den Interessen und Lagen beider Parteien Rechnung trägt und es dem Kunden konkret ermöglicht, seine Schuld vollständig zu begleichen, d.h. objektive Elemente berücksichtigt, wie z.B. das Kundenprofil, die Höhe seiner Schuld, den Verlauf seines Kundenkontos.

  2. Steht dem Kunden der zugelassene Schuldenvermittler bzw. das ÖSHZ zur Seite, wird die vom zugelassenen Schuldenvermittler bzw. dem ÖSHZ im Rahmen seiner Aufgabe der Wahrung der Menschenwürde vorgeschlagene Anpassung des ursprünglich vom Versorger vorgeschlagenen Zahlungsplans von diesem untersucht. Falls der Versorger den Vorschlag des ÖSHZ oder des zugelassenen Schuldenvermittlers ablehnt, begründet er dies anhand des aufgetretenen Falls auf argumentative Weise.

  3. Auf Anfrage des zugelassenen Schuldenvermittlers bzw. des ÖSHZ wird das anwendbare Verfahren bei Nichtzahlung oder das Verfahren bei Zahlungsverzug während des Zeitraums ausgesetzt, der für die vom ÖSHZ bzw. zugelassenen Schuldenvermittler vorgenommene soziale Finanzmittelanalyse und Aushandlung eines zumutbaren Zahlungsplans mit dem Versorger, die dreie ig Tage nicht  berschreiten dürfen, erforderlich ist.

  4. Wenn der Kunde seinen Antrag auf Abschluss eines Zahlungsplans mittels des in Artikel 33 und 34 vorgesehenen Formulars mitteilt, kann er dem Versorger zusammen mit der Rücksendung des Formulars einen Zahlungsplanvorschlag unterbreiten. Wird der Zahlungsplan telefonisch abgeschlossen, so übermittelt der Versorger dem Kunden eine schriftliche Bestätigung. Das Ausbleiben einer Reaktion des Versorgers innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt des Zahlungsplanvorschlags des Kunden gilt als Annahme des vorgeschlagenen Plans durch den Gläubiger. Die Ablehnung des Zahlungsplans durch den Versorger muss schriftlich mitgeteilt werden und einen Gegenvorschlag für den Zahlungsplan enthalten.

Wenn der Kunde bei der Rücksendung des Formulars keinen Zahlungsplanvorschlag unterbreitet, sch gt der Versorger dem Kunden innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt des Formulars einen Zahlungsplan vor.

Der Kunde verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen, um dem Versorger mitzuteilen, ob er den vom Versorger vorgeschlagenen Zahlungsplan gemäß den Ziffern 1 und 2 annimmt oder eine Anpassung beantragt.

Das Verfahren bei Nichtzahlung oder Zahlungsverzug wird während der Aushandlungen über den Zahlungsplan ausgesetzt, und zwar bis zum Ablauf der Frist von fünfzehn Tagen, die dem Kunden eingeräumt wird, um dem Versorger seinen Antrag auf Anpassung des vom Versorger vorgeschlagenen Zahlungsplans gemäß Ziffer 3 mitzuteilen. Der Versorger kann die im Verfahren wegen Nichtzahlung oder Zahlungsverzug vorgesehenen Fristen über diese Frist hinaus aufschieben, wenn er dies für angemessen hält.

§ 5. Der Versorger notifiziert dem Kunden schriftlich jede Einigung oder im Einvernehmen vereinbarte Änderung des Zahlungsplans.

§ 6. Der Versorger notifiziert dem Kunden schriftlich jede Nichteinhaltung des Zahlungsplans.“

Art. 90 - In Artikel 33ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juni 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge “im Rahmen der Installation des Budgetzählers” durch die Wortfolge “bei Zahlungsverzug - einschließlich während des außergerichtlichen Beitreibungsverfahrens -” ersetzt;

2° zwischen die Absätze 1 und 2 wird ein Absatz mit folgender Wortfolge eingefügt: “Abweichend von Ziffer 3 gelten Beitreibungskosten für unbezahlte Rechnungen nicht für einen regional geschützten Kunden, der von dem sozialen Versorger versorgt wird.”;

3° zwischen den neuen Absatz 2 und den zu Absatz 3 gewordenen Absatz 2 wird ein Absatz 2 mit folgender Wortfolge eingefügt:

“Sobald ein Gerichtsverfahren eingeleitet wurde, können keine Mahn-, Inverzugsetzungs- oder Zahlungsverzugsgebühren mehr verlangt werden.

Jede Vertragsstrafe ist verboten, auch wenn sie zusammen mit den Gebühren für Mahn-, Inverzugsetzungs- oder Zahlungsverzugsschreiben nicht mehr als 55 Euro beträgt.“

Art. 91 - Ein Artikel 33quinquies wird eingefügt:

“§ 1. Wenn der Kunde per Formular seinen Antrag auf Einreichung einer gemeinsamen Antragschrift beim Friedensrichter stellt und der Versorger dem zustimmt, übermittelt er dem Kunden so schnell wie möglich ein Formular für die gemeinsame Antragschrift, das für den ihn betreffenden Teil ausgefüllt ist. Der Kunde ist verpflichtet, das Formular für die gemeinsame Antragschrift innerhalb von sieben Werktagen nach Erhalt der vom Anbieter übermittelten Vorlage für die gemeinsame Antragschrift auszufüllen, zu unterzeichnen und an den Versorger zurückzusenden. Nach Erhalt der vom Kunden ausgefüllten Unterlagen reicht der Versorger die Akte so schnell wie möglich beim Friedensrichter ein. Das im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs angewandte Verfahren wird ab dem Zeitpunkt, zu dem der Kunde die Einreichung einer gemeinsamen Antragschrift beantragt, bis zum Beschluss des Friedensrichters ausgesetzt. Falls der Kunde das ausgefüllte Formular für die gemeinsame Antragschrift nicht innerhalb von sieben Werktagen zurücksendet, wird das bei Nichtzahlung oder Zahlungsverzug angewandte Verfahren wieder aufgenommen.

§ 2. Wenn der Kunde per Formular seinen Antrag auf Einreichung einer gemeinsamen Antragschrift beim Friedensrichter stellt und der Versorger die Einreichung der gemeinsamen Antragschrift ablehnt, ist der Versorger verpflichtet, den Kunden darüber zu informieren, dass sein Antrag auf Einreichung der gemeinsamen Antragschrift nicht weiterverfolgt wird, und muss dem Kunden so schnell wie möglich einen zumutbaren Zahlungsplan vorschlagen. Das im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs angewandte Verfahren wird ausgesetzt. Der Kunde verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen, um dem Versorger mitzuteilen, ob er mit dem vom Versorger vorgeschlagenen Zahlungsplan einverstanden ist oder ob er eine Anpassung beantragt. Nach Ablauf dieser Frist von fünfzehn Tagen wird das im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs angewandte Verfahren wieder aufgenommen. Abweichend davon finden gemäß Artikel 31ter/1 Paragraph 1 Absatz 2 des Dekrets die in Artikel 34bis Paragraph 1 Ziffer 1 vorgesehenen Bestimmungen keine Anwendung.“

Art. 92 - In denselben Erlass wird ein Artikel 33sexies mit folgender Wortfolge eingefügt:

“Art. 33sexies - § 1. Wenn der Kunde die Aktivierung der Vorauszahlung über das in den Artikeln 33 und 34 des vorliegenden Erlasses vorgesehene Formular beantragt, richtet der Versorger einen Antrag auf Aktivierung der Vorauszahlung an den Netzbetreiber. Das im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs anwendbare Verfahren wird ausgesetzt.

§ 2. Der Netzbetreiber aktiviert die Vorauszahlungsfunktion spätestens fünfzehn Werktage nach Erhalt des Antrags, wenn der kommunizierende Zähler bereits beim Kunden angebracht ist, und andernfalls spätestens am Werktag nach der Anbringung des kommunizierenden Zählers. Die Frist für die Anbringung darf 40 Tage nicht überschreiten.

§ 3. Wenn die Anbringung oder die Aktivierung der Kommunikationsfunktion des Zählers als technisch unmöglich oder wirtschaftlich nicht vertretbar angesehen wird, informiert der Netzbetreiber den Versorger darüber und annulliert das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlung. In diesem Fall wird das im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs anwendbare Verfahren in unveränderter Form wieder aufgenommen. Die in Artikel 34ter Paragraph 1 Ziffer 1 vorgesehenen Bestimmungen finden keine Anwendung.

§ 4. Der Minister bestimmt das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion. Auf Vorschlag der CWAPE bestimmt der Minister den Pauschalbetrag und die Modalitäten der Entschädigungsleistung des Verteilernetzbetreibers zugunsten des Versorgers im Falle einer Überschreitung der in Absatz 2 genannten Fristen für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion.“

Art. 93 - Artikel 34 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 34 - § 1. Der Versorger teilt dem Kunden per Post mit, dass er sich in Zahlungsverzug befindet, wenn der Kunde zu der in dem in Artikel 33 genannten Mahnschreiben festgelegten Frist und unbeschadet der in Artikel 33bis, 33quinquies und 33sexies genannten etwaigen Fristaussetzungen nicht entweder:

1° den Betrag der unbezahlten Rechnung beglichen hat;

2° die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion beantragt hat;

3° mit der zuständigen Dienststelle des Versorgers einen zumutbaren Zahlungsplan vereinbart und den zumutbaren Zahlungsplan und die Zahlung der neuen fälligen Rechnungen des Versorgers eingehalten hat;

4° die Befassung des Friedensrichters durch eine gemeinsame Antragschrift beim Versorger beantragt hat.

Eine dieser Bedingungen reicht aus, damit der Kunde nicht als in Zahlungsverzug befindlich erklärt wird.

Mit Ausnahme der geschützten Kunden, die nicht vom sozialen Versorger versorgt werden, wird das in Anhang 1 genannte Formular dem Schreiben zur Erklärung des Zahlungsverzugs gemäß Artikel 31ter des Dekrets beigelegt.

Das Schreiben zur Erklärung des Zahlungsverzugs führt die geforderten Beträge und die betroffenen Rechnungen auf. Es weist den Kunden auf sein Recht hin, einen zumutbaren Zahlungsplan auszuhandeln sowie sich vom ÖSHZ oder der Schuldenvermittlungsstelle unterstützen zu lassen. Für nicht geschützte Kunden verweist das Schreiben auf

die Seite der Website der CWaPE, auf der die Bedingungen für die Gewährung des Status eines regional geschützten Kunden im Sinne von Artikel 2 Ziffer 37 des Dekrets aufgeführt sind.

Gegebenenfalls teilt der Versorger dem Verteilernetzbetreiber die Angaben mit, die belegen, dass der Kunde ein geschützter Kunde im Sinne von Artikel 31*bis* Paragraph 1 des Elektrizitätsdekrets ist. In diesem Fall wird der Kunde vom Verteilernetzbetreiber übernommen und beliefert, wobei der Verteilernetzbetreiber den Kunden über diese Übernahme und deren Folgen in Bezug auf die Winterhilfe informiert. Der Minister bestimmt das Verfahren für die Übertragung des als in Zahlungsverzug befindlich erklärten geschützten Kunden an seinen Netzbetreiber und die sich daraus ergebenden Verpflichtungen.

§ 2. Gemäß Artikel 31*ter* Paragraph 2 Absatz 4 des Dekrets wird der Kunde in dem Schreiben zur Erklärung des Zahlungsverzugs darüber informiert, dass sein Name, sein Vorname, seine Postanschrift, seine Telefonnummer und gegebenenfalls seine E-Mail-Adresse dem ÖSHZ mitgeteilt werden, sofern er nicht innerhalb von fünf Tagen nach Erhalt des Schreibens zur Erklärung des Zahlungsverzugs Einspruch erhebt, um ihm zu ermöglichen, Unterstützung bei der Aushandlung eines zumutbaren Zahlungsplans, finanzieller Beihilfen oder Beratungsmaßnahmen, wie sie im Grundlagengesetz über die ÖSHZ vom 8. Juli 1976 und im Gesetz vom 4. September 2002 zur Zuweisung der Aufgabe der Begleitung und der finanziellen Hilfe im Rahmen der Energieversorgung für die sozialbenachteiligten Personen an die öffentlichen Sozialhilfezentren genannt werden, in Anspruch zu nehmen.

§ 3. Falls der Kunde im Formular seine Wahl bekundet, die Begleitung des öffentlichen Sozialhilfezentrums oder des anerkannten Schuldenvermittlungsdienstes in Anspruch zu nehmen, nimmt er so schnell wie möglich Kontakt mit der Einrichtung auf.

§ 4. Unabhängig davon, für welche Lösung sich der Haushaltskunde über das Formular entschieden hat, hindert diese Lösung den Verbraucher nicht an der Möglichkeit, jederzeit einen Zahlungsplan zu vereinbaren.”

Art. 94 - In denselben Erlass wird ein Artikel 34*ter* mit folgender Wortfolge eingefügt:

”Art. 34*ter* - § 1. Wenn der Kunde zu der in dem Schreiben zur Erklärung des Zahlungsverzugs gemäß Artikel 31*ter* des Dekrets festgelegten Frist und unbeschadet der etwaigen Fristaussetzungen gemäß Artikel 33*bis*, 33*quinqies* und 33*sexies* nicht gemäß Artikel 34 Paragraph 1 Ziffer 1, 2, 3 und 4 reagiert hat, wird der Versorger:

1° dem Netzbetreiber gemäß den Bestimmungen der den Austausch von Informationen betreffenden technischen Regelung für den Betrieb des Verteilernetzes einen Antrag auf Anbringung eines Budgetzählers oder auf Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion bei dem Kunden zusenden.

Er informiert den Kunden per Post über den Antrag auf Anbringung oder Aktivierung und über die Möglichkeit, die Anbringung oder Aktivierung abzulehnen, sowie über die in Paragraph 5 vorgesehenen Wege, um dies mitzuteilen;

2° den Friedensrichter befassen, um jede Maßnahme zur Rückzahlung der Schulden, zur Aktivierung der Vorauszahlung oder zur Kündigung des Liefervertrags zu beantragen.

§ 2. Wenn der Kunde die Aktivierung der Vorauszahlung behindert oder wenn die Anbringung oder die Aktivierung der Kommunikationsfunktion des Zählers als technisch unmöglich oder wirtschaftlich nicht vertretbar angesehen wird, befasset der Versorger den Friedensrichter, um die Kündigung des Liefervertrags zu beantragen. Der Netzbetreiber annulliert das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlung beim Versorger, wenn der Kunde die Aktivierung der Vorauszahlung behindert.

§ 3. Falls der Kunde im Formular seine Wahl bekundet, die Begleitung des öffentlichen Sozialhilfezentrums oder des anerkannten Schuldenvermittlungsdienstes in Anspruch zu nehmen, nimmt er so schnell wie möglich Kontakt mit der Einrichtung auf.

§ 4. Falls der Nutzer im Rahmen der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion nicht bei der Anbringung anwesend sein kann, kann er entweder eine Änderung des Tages und des Zeitrahmens vereinbaren oder eine Person benennen, die ihn vertritt. In diesem Fall kontaktiert der Kunde seinen Verteilernetzbetreiber, um einen neuen Besuchstermin in den nächsten fünf Werktagen nach dem Datum, das ursprünglich vorgeschlagen wurde, festzusetzen.

§ 5. Der Minister bestimmt das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion. Der Verteilernetzbetreiber aktiviert die Vorauszahlungsfunktion spätestens fünfzehn Werktage nach Erhalt des Antrags beim Verteilernetzbetreiber, wenn der kommunizierende Zähler bereits beim Kunden angebracht ist, und andernfalls spätestens am Werktag nach der Anbringung des kommunizierenden Zählers. Die Dauer zwischen dem Datum des Eingangs des Antrags auf Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion und dem Datum der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion darf nicht mehr als vierzig Tage betragen.

Auf Vorschlag der CWaPE bestimmt der Minister den Pauschalbetrag und die Modalitäten der Entschädigungsleistung des Verteilernetzbetreibers zugunsten des Versorgers im Falle einer Überschreitung der in Absatz 1 genannten Fristen für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion und für die Anbringung der kommunizierenden Zähler.

§ 6. Der Kunde kann dem Versorger seine Ablehnung der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion telefonisch oder per E-Mail oder Brief mitteilen. Der Versorger storniert den Antrag auf Aktivierung der Vorauszahlung beim Netzbetreiber.

Als Behinderung der Aktivierung der Vorauszahlung gilt, wenn der Kunde zum Zeitpunkt des zweiten Besuchs des Netzbetreibers nicht anwesend ist oder wenn er sich weigert, dem Netzbetreiber Zugang zum Zähler zu gewähren.”

Art. 95 - Artikel 35 desselben Erlasses wird durch folgende Wortfolge ersetzt:

”Art. 35 - § 1. Parallel zur Zustellung des Urteils durch den Versorger an den Kunden informiert der Versorger das ÖSHZ des Kunden schriftlich oder elektronisch über seinen Beschluss, die Vollstreckung dieses Urteils vorzunehmen, außer wenn der Kunde zuvor die Mitteilung seiner Kontaktdaten in Anwendung von Artikel 34 Paragraph 2 abgelehnt hat.

§ 2. Wenn der Versorger aufgrund des Beschlusses des Friedensrichters die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion beantragt, gelten unbeschadet anderer Modalitäten, die der Friedensrichter in seinem Beschluss festgelegt hat, die in Artikel 34*bis* Paragraph 4 und 5 vorgesehenen Bestimmungen. Wenn der Kunde infolge des Beschlusses des Friedensrichters die Anbringung eines kommunizierenden Zählers behindert oder wenn die Anbringung oder die Aktivierung der Kommunikationsfunktion des Zählers als technisch unmöglich oder wirtschaftlich nicht vertretbar angesehen wird, kann der Versorger unbeschadet anderer vom Friedensrichter in seinem Beschluss festgelegter Modalitäten den Friedensrichter befassen, um die Kündigung des Liefervertrags zu beantragen. Der Netzbetreiber annulliert das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlung beim Versorger, wenn der Kunde die Anbringung des kommunizierenden Zählers behindert oder wenn die Anbringung des Zählers oder die Aktivierung der Kommunikationsfunktion des Zählers als technisch unmöglich oder wirtschaftlich nicht vertretbar angesehen wird.

§ 3. Wenn der dem Kunden auf Beschluss des Friedensrichters auferlegte Zahlungsplan nicht eingehalten wird oder im Falle der Nichtzahlung neuer fällig gewordener Rechnungen, obwohl ein Zahlungsplan auf Beschluss des Friedensrichters auferlegt wurde, befasst der Versorger unbeschadet anderer vom Friedensrichter in seinem Beschluss festgelegter Modalitäten den Friedensrichter, um die Kündigung des Liefervertrags zu beantragen.

§ 4. Wenn der Liefervertrag auf Beschluss des Friedensrichters gekündigt wird, finden unbeschadet anderer Modalitäten, die der Friedensrichter in seinem Beschluss festgelegt hat, die Artikel 10 und 23 Anwendung.

§ 5. Der Versorger informiert den Netzbetreiber und den Kunden über eine etwaige Kündigung des Vertrags. In der Mitteilung an den Kunden gibt er die Frist an, innerhalb derer der Kunde einen neuen Versorger wählen muss, um eine Aussetzung seiner Versorgung zu vermeiden. Gegebenenfalls wird diese Mitteilung der Zustellung des Urteils beigefügt.

§ 6. Falls der Friedensrichter die Kündigung des Liefervertrags beschließt, gehen unbeschadet der Bestandteile des richterlichen Beschlusses die Kosten für die Aussetzung der Versorgung und die Wiederherstellung der Versorgung zu Lasten des Kunden, wenn er nicht innerhalb der in dem in Paragraph 5 genannten Schreiben angegebenen Frist einen neuen Versorger gewählt hat und wenn er vom Richter für schuldig befunden wurde.“.

Art. 96 - Artikel 36 du desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird die Wortfolge “§§ 2, 4 und 5” durch die Wortfolge “§ 2” ersetzt;

2° Paragraph wird aufgehoben.

Art. 97 - Es wird ein Artikel 37bis mit folgender Wortfolge eingefügt:

“Art. 37bis - Der Versorger informiert den Kunden über die genaue Höhe der zum Zeitpunkt der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion bestehenden Schulden, einschließlich der vor der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion entstandenen Verfahrenskosten. Die Beitreibung dieser Schulden kann nicht auf Zahlungen angerechnet werden, die sich auf den Verbrauch nach der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion beziehen.

Wenn die Vorauszahlungsfunktion bei einem Kunden aktiviert ist, darf der Versorger diesem Kunden keine Anzahlungsrechnungen zustellen.“.

Art. 98 - Artikel 38 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 38 - Der Kunde kann jederzeit die Deaktivierung des Budgetzählers oder der Vorauszahlungsfunktion bei seinem Versorger beantragen. Wenn er keine Schulden im Zusammenhang mit seinem Gasverbrauch bei seinem derzeitigen Versorger hat, oder wenn der Antrag auf Aktivierung der Vorauszahlung freiwillig vom Kunden gestellt wurde, ist der Versorger verpflichtet, den Antrag innerhalb von sieben Tagen an den Netzbetreiber weiterzuleiten, sofern es sich nicht um ein Verfahren wegen Nichtzahlung handelt und der Kunde keine Schulden bei seinem Versorger hat. Die Deaktivierung der Vorauszahlungsfunktion ist für den Kunden kostenlos.“.

Art. 99 - Artikel 39 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 39 - § 1. Das Verfahren bei Nichtzahlung und das Verfahren bei Zahlungsverzug werden zu jeder Zeit aufgehoben, wenn eine Einigung zwischen den Parteien über die Begleichung der Schulden oder über einen zumutbaren Zahlungsplan vorliegt. Die Nichteinhaltung eines dem Kunden schriftlich zugestellten Zahlungsplans bezüglich der Begleichung der Schulden führt von Rechts wegen zur Wiederaufnahme des bis dahin laufenden Verfahrens.

Nach Eingang der vollständigen Zahlung, die die Begleichung der Schulden durch den Versorger ermöglicht, ist letzterer verpflichtet, das von ihm eingeleitete Verfahren beim Netzbetreiber innerhalb von fünf Werktagen nach Eingang der besagten Zahlung einzustellen.

Nach Abschluss einer Vereinbarung über einen Zahlungsplan für die Schulden ist der Versorger verpflichtet, das von ihm eingeleitete Verfahren beim Netzbetreiber innerhalb von fünf Werktagen nach der erzielten Vereinbarung einzustellen.

Auf Stellungnahme der CWaPE legt der Minister das Verfahren zur Aufhebung der Verfahren durch den Versorger beim Netzbetreiber fest.

§ 2. Das ÖSHZ ist für die Verarbeitung der personenbezogenen Daten verantwortlich, die ihm vom Versorger mitgeteilt werden, um mit den betroffenen Kunden Kontakt aufzunehmen, damit diese seine Unterstützung in Anspruch nehmen können. Der Netzbetreiber ist für die Verarbeitung der vom Versorger übermittelten personenbezogenen Daten zur Unterrichtung der betreffenden geschützten Kunden über deren Übernahme und die damit verbundenen Folgen verantwortlich.

§ 3. Unbeschadet anderer gesetzlicher oder zivilrechtlicher Bestimmungen dürfen personenbezogene Daten nicht länger als ein Jahr nach dem Ende der Unterstützung durch das ÖSHZ oder dem Ende der Gewährung des Status eines geschützten Kunden aufbewahrt werden.“.

Art. 100 - In Artikel 40bis desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge “abgelaufen ist, und der zum” durch die Wortfolge “abgelaufen ist, oder für den die Versorgung infolge eines Beschlusses des Friedensrichters während desselben Zeitraums ausgesetzt wurde und der zum” ersetzt.

2° in Absatz 1 wird die Wortfolge “, zur Aussetzungsfrist” zwischen die Wortfolge “zum Ende dieses Vertrages” und die Wortfolge “oder zur Kündigungsfrist” eingesetzt.

Art. 101 - Der Titel des Abschnitts 3ter wird durch Folgendes ersetzt: “Abschnitt 3ter - Anfechtung beim regionalen Mediationsdienst.“.

Art. 102 - In Abschnitt 3ter wird ein neuer Artikel 40bis/2 mit folgender Wortfolge eingefügt:

“Art. 40bis/2 - Während des anwendbaren Verfahrens bei Nichtzahlung und des Verfahrens bei Zahlungsverzug kann der Kunde diese Verfahren, wie z. B. das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion, anfechten und den regionalen Mediationsdienst für Energie befragen.

Der Antrag wird gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009 über den regionalen Mediationsdienst für Energie eingereicht und untersucht.

Der regionale Mediationsdienst für Energie kann das bei Nichtzahlung anwendbare Verfahren oder das Verfahren bei Zahlungsverzug aussetzen, um die Analyse gegebenenfalls in Absprache mit dem Versorger, dem Verteilernetzbetreiber und dem ÖSHZ zu ermöglichen“.

Art. 103 - In denselben Erlass wird ein Artikel 40bis/3 mit folgender Wortfolge eingefügt:

“Art. 40bis/3 - § 1. Die Aussetzung der Versorgung im Rahmen einer Vertragskündigung, die der Versorger dem Kunden zugestellt hat, oder im Rahmen einer Vertragskündigung, die vom Friedensrichter im Zuge eines Zahlungsverzugsverfahrens beschlossen wurde, darf nicht während der Winterperiode erfolgen;

§ 2. Im Falle einer vom Friedensrichter beschlossenen Vertragskündigung, ist der Verteilernetzbetreiber am Tag nach dem tatsächlichen Datum der Vertragsbeendigung verpflichtet, die Versorgung der Zugangsstelle bis zum Abschluss des Regularisierungsverfahrens zu übernehmen. Die Gaslieferung an den Haushaltskunden durch den Verteilernetzbetreiber erfolgt gemäß dem Tarif, der im Ministeriellen Erlass vom 15. Februar 2005 zur Festlegung der Höchstpreise für die Lieferung von Erdgas durch die Verteilerunternehmen an Endkunden, deren Liefervertrag von ihrem Versorger gekündigt wurde und die nicht als geschützte Haushaltskunden mit niedrigem Einkommen oder in prekärer Lage im Sinne von Artikel 15/10 Paragraph 2 des Gesetzes vom 12. April 1965 hinsichtlich des Transportes von gasförmigen Produkten durch Leitungen betrachtet werden können, genannt wird.

§ 3. Der Verteilernetzbetreiber informiert den Kunden über die Übernahme der Lieferstelle und über die zu unternehmenden Schritte. Er teilt ihm mit, wann eine Aussetzung der Versorgung erfolgen wird, wenn der Netzbetreiber keine Bestätigung eines neuen Vertrags erhalten hat.

§ 4. Falls der von der Vertragskündigung des gewerblichen Versorgers betroffene Kunde ein geschützter Kunde ist, kann er dem Netzbetreiber die Angaben mitteilen, die seinen Status belegen, und die Übernahme seiner Versorgung durch den sozialen Versorger beantragen.

§ 5. Der Minister legt die Anwendungsmodalitäten dieser Versorgung und die sich daraus ergebenden Verpflichtungen fest.“.

Art. 104 - Unter Kapitel V desselben Erlasses wird ein neuer Artikel 40septies mit folgender Wortfolge eingefügt:

“Art. 40septies - Die CWAPE genehmigt die von jedem Versorger übermittelten Muster der Anzahlungsrechnungen, Abrechnungen und Schlussrechnungen in Bezug auf die Informationen regionaler Art.“.

Art. 105 - In Artikel 42 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019, wird das Wort “Netzbetreiber” durch das Wort “Verteilernetzbetreiber” ersetzt.

Art. 106 - Artikel 43 wird durch die Wortfolge “und bezüglich der vor dem Friedensrichter geführten Verfahren im Zusammenhang mit einem Zahlungsverzug,” ergänzt.

Art. 107 - Demselben Erlass wird ein Formular beigelegt, das den Mahnschreiben und den Schreiben zur Erklärung des Zahlungsverzugs beizufügen ist.

KAPITEL 3 — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für Energie*

Art. 108 - In Absatz 1 von Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für Energie, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 1 wird die Ziffer “40” durch die Ziffer “38” ersetzt;

2° Ziffer 2 wird aufgehoben.

Art. 109 - In Artikel 6 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird die Wortfolge “wenn seine Vorauszahlungskarte geladen wird, und werden die Orte, wo diese Karte geladen werden kann, angegeben” durch die Wortfolge “wenn er eine Vorauszahlung seiner Energie leistet, wird an die praktischen Modalitäten erinnert, und wird die Adresse einer Website angegeben, auf der eine Liste der Standorte der Zahlstellen für die Vorauszahlung seiner Energie abgerufen werden kann, sowie eine Telefonnummer oder E-Mail-Adresse, unter der er diese Informationen kostenlos anfordern kann” ersetzt;

2° in Paragraph 2 Absatz 1 wird die Wortfolge “und wenn der Kunde eine Schuld gegenüber dem sozialen Versorger hat,” zwischen die Wortfolge “gegen die garantierte Mindestversorgung äußert,” und “werden im Beschluss” eingefügt.

Art. 110 - In Artikel 6quinquies desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 wird die Wortfolge “, gibt sie ein günstiges Gutachten zur Einstellung der Versorgung mit Gas und Strom durch den sozialen Versorger ab, die nur dann erfolgen darf, wenn” aufgehoben.

2° in Paragraph 2 wird die Wortfolge “das in Paragraph 3 vorgesehene Regularisierungsverfahren scheitert” durch die Wortfolge “so wird das in Paragraph 3 vorgesehene Regularisierungsverfahren angewandt” ersetzt;

3° in Paragraph 3, Absatz 1 wird die Wortfolge “ein günstiges Gutachten zur Aussetzung der Versorgung abgibt” durch die Wortfolge “den Verlust der Eigenschaft eines geschützten Kunden bestätigt” ersetzt;

4° in Paragraph 3 Absatz 2 Ziffer 2 wird die Wortfolge “sein Anschlusspunkt gesperrt werden kann” durch die Wortfolge “ein Antrag zur Aussetzung der Versorgung beim Friedensrichter eingereicht wird” ersetzt;

5° in Paragraph 4 wird die Wortfolge “die Energieversorgung einstellen” durch die Wortfolge “beim Friedensrichter einen Antrag auf Aussetzung der Versorgung einreichen” ersetzt.

Art. 111 - Artikel 6sexies desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, wird aufgehoben.

KAPITEL 4 — *Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 112 - § 1. Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2023 in Kraft.

§ 2. Verfahren, die im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs angewendet werden und für die vor dem 1. Januar 2023 eine Mahnung verschickt wurde, setzen ihren Lauf nach den am Tag ihrer Einführung geltenden Regeln fort, bis die Vorauszahlung auf Antrag des Versorgers aktiviert wird. Für den Fall, dass der Kunde die Aktivierung der Vorauszahlung ablehnt oder behindert, gelten die im vorliegenden Erlass festgelegten Verfahren;

§ 3. Gemäß Artikel 33*bis*/1 des Elektrizitätsdekrets muss die garantierte Mindestversorgung in den Fällen, in denen die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion bei einem geschützten Kunden erfolgt, ab dem 1. Januar 2023 automatisch aktiviert werden;

§ 4. Die gemäß Artikel 6*quinqüies* Paragraf 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für Energie vor dem 1. Januar 2023 vor der lokalen Kommission für Energie "Statusverlust" eingeleiteten Verfahren setzen ihren Lauf gemäß den am Tag ihrer Einleitung geltenden Regeln bis zum Abschluss der Regularisierung fort. Im Falle eines Scheiterns des Regularisierungsverfahrens findet das in Artikel 6*quinqüies* § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Energiekommission in der durch den vorliegenden Erlass geänderten Fassung vorgesehene Verfahren Anwendung.

§ 5. Die durch die Artikel 12, 23, 69 und 79 des vorliegenden Entwurfs eingefügten Bestimmungen treten drei Monate nach der Bestimmung der Zentralen Anlaufstelle durch die Regierung in Kraft.

Art. 113 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 über die kommunizierenden Zähler wird ein Artikel 5/1 zwischen Artikel 5 und Artikel 6 mit folgender Fassung eingefügt:

"Art. 5/1 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2023 in Kraft."

Art. 114 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Dezember 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 1

Anhang 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006
über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt

AUSGEFÜLLTES FORMULAR, AN **[VERSORGER/SOZIALER VERSORGER]**
ZURÜCKSENDEN

VORNAME: *NAME:*
[VON DEM VERSORGER VORAUSGEFÜLLTE INFORMATIONEN]
KUNDENNUMMER BEI
[VERSORGER/SOZIALER VERSORGER]: *[VON DEM VERSORGER VORAUSGEFÜLLTE INFORMATIONEN]*
NUMMER DES EAN-CODES:
[VON DEM VERSORGER VORAUSGEFÜLLTE INFORMATIONEN]
POSTADRESSE:
[VON DEM VERSORGER VORAUSGEFÜLLTE INFORMATIONEN]
E-MAIL-ADRESSE:
[VON DEM VERSORGER VORAUSGEFÜLLTE INFORMATIONEN]
TELEFON:
[VON DEM VERSORGER VORAUSGEFÜLLTE INFORMATIONEN]

Mit diesem Formular können Sie Ihrem Versorger mitteilen, welche Lösung(en) Sie zur Rückzahlung Ihrer Schulden anwenden möchten.

Die mit einem * gekennzeichneten Lösungen können nicht gleichzeitig angewendet werden.

Sie können das Formular an folgende Adresse zurücksenden:

Choisissez un élément. *[POSTADRESSE DES VERSORGERS/SOZIALEN VERSORGERS]*

oder per E-Mail:

Choisissez un élément. *[E-MAIL-ADRESSE DES VERSORGERS/SOZIALEN VERSORGERS]*.

Dieses Formular kann auch online ausgefüllt werden auf der Website von:

Choisissez un élément. *[VERSORGER/SOZIALER VERSORGER] : [URL]*.

Durch die Rücksendung dieses ausgefüllten Formulars verpflichten Sie sich, die erforderlichen Maßnahmen so schnell wie möglich einzuleiten. Durch die bloße Rücksendung des Formulars wird das im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs vorgesehene Verfahren nicht ausgesetzt. Wenn Sie einen Teil der Schuld bestreiten, können Sie dies Ihrem Versorger mitteilen.

Eine ausführliche Erklärung all dieser Möglichkeiten finden Sie unter: www.wallonie.be/default-de-paiement

KREUZEN SIE BITTE DIE MASSNAHME(N) AN, AUF DIE SIE SICH BERUFEN:

☐ **Antrag auf Abschluss eines zumutbaren Zahlungsplans**

Wenn Sie dieses Feld ankreuzen, können Sie zusammen mit der Rücksendung des Formulars einen Vorschlag für einen Zahlungsplan an Ihren Versorger senden. Dieser Zahlungsplan soll **die offenen Rechnungen begleichen**, aber er soll auch Ihre finanzielle Mittel berücksichtigen und es Ihnen ermöglichen, weiterhin Ihren anderen finanziellen Verpflichtungen nachzukommen. Ihr Versorger kann Ihnen einen Gegenvorschlag für einen Zahlungsplan schicken. Sie müssen innerhalb von 15 Tagen auf den Gegenvorschlag oder den Vorschlag Ihres Versorgers antworten. Wenn Sie ihn ablehnen oder nicht antworten, wird das Verfahren für den Zahlungsausfall fortgesetzt. Wenn Sie keinen Vorschlag machen, wird Ihr Versorger Ihnen einen schicken. Sie müssen dann innerhalb von 15 Tagen antworten und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion beantragen.

☐ **Antrag auf Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion**

Indem Sie dieses Kästchen ankreuzen, bitten Sie ausdrücklich *Choisissez un élément*. [Versorger/sozialer Versorger], die **Vorauszahlungsfunktion auf Ihrem Zähler zu aktivieren**. Wenn Sie noch keinen kommunizierenden Zähler haben, wird dieser so platziert, dass diese Funktion aktiviert werden kann. Sobald die Vorauszahlung aktiviert ist, muss die gesamte in Ihrem Wohnsitz verbrauchte Energie **im Voraus bezahlt** werden.

Durch die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion werden Ihre Schulden aus der Vergangenheit nicht zurückgezahlt.

☐ **Antrag auf Unterstützung durch das ÖSHZ**

Indem Sie dieses Kästchen ankreuzen, informieren Sie *Choisissez un élément*. [Versorger/sozialer Versorger], dass Sie die Hilfe des **ÖSHZ Ihrer Gemeinde** beantragen werden. Das im Falle der Nichtzahlung vorgesehene Verfahren wird nur dann ausgesetzt, wenn das ÖSHZ dies ausdrücklich beim Versorger beantragt.

Nach der Analyse Ihrer Akte kann das ÖSHZ Ihnen helfen, Ihre Elektrizitätsrechnungen besser zu verstehen, Ihnen bei der Aushandlung eines Zahlungsplans mit *Choisissez un élément*. [Versorger/sozialer Versorger] behilflich sein, Sie finanziell unterstützen, Sie konkret anleiten, wie Sie weniger und besser verbrauchen können, und Sie über die verschiedenen Prämien informieren, die zur Senkung des Verbrauchs in Ihrer Wohnung zur Verfügung stehen. Dieser Dienst ist **kostenlos und steht allen Bürgern zur Verfügung**.

Die Kontaktdaten Ihres ÖSHZ finden Sie auf der Website des ÖPD Sozialeingliederung: <https://www.mi-is.be/fr/liste-des-cpas>

☐ **Inanspruchnahme des regionalen Vermittlungsdienstes für Energie der CWaPE ***

Indem Sie dieses Kästchen ankreuzen, teilen Sie *Choisissez un élément*. [Versorger/Sozialer Versorger] mit, dass Sie bei dem **regionalen Vermittlungsdienst für Energie** eine Beschwerde gegen ihn einreichen werden. Das im Falle der Nichtzahlung vorgesehene Verfahren wird nur dann ausgesetzt, wenn der Vermittlungsdienst dies ausdrücklich beim Versorger beantragt.

Eine Vermittlung ist angebracht, wenn Sie der Meinung sind, dass Sie **Opfer eines Fehlers oder Fehlverhaltens** von *Choisissez un élément*. [Versorger/Sozialer Versorger] sind, oder wenn dieser Ihrer Meinung nach gegen Gesetze verstoßen hat. Der regionale Vermittlungsdienst wird Ihre Beschwerde analysieren und ihre begründeten Empfehlungen sowohl an [Versorger/sozialer Versorger] als auch an Sie richten. Dieser Dienst ist kostenlos.

Damit Ihre Beschwerde gültig ist, müssen Sie [Versorger/sozialer Versorger] **zuvor** mindestens einmal schriftlich (E-Mail, Brief, Fax, ...) **auf das Problem hingewiesen haben**.

Alle Informationen über den regionalen Vermittlungsdienst für Energie und die Möglichkeit, eine Beschwerde einzureichen, finden Sie unter folgender Adresse: <https://www.cwape.be/srme/mediation>

☐ **Antrag auf Einleitung eines Schuldenvermittlungsverfahrens**

Indem Sie dieses Kästchen ankreuzen, informieren Sie *Choisissez un élément*. [Versorger/Sozialer Versorger] darüber, dass Sie ein **Verfahren zur Schuldenvermittlung bei einer anerkannten Stelle** einleiten werden. Das im Falle der Nichtzahlung vorgesehene Verfahren wird nur dann ausgesetzt, wenn der Vermittler dies ausdrücklich beim Versorger beantragt.

Nach einer Analyse Ihrer Finanzmittel und Ihrer aktuellen Schulden kann die Schuldenvermittlung für Sie Zahlungspläne mit Ihren verschiedenen Gläubigern, darunter [Versorger/Sozialer Versorger], **aushandeln**. Außerdem kann er mit diesen Gläubigern über den Erlass bestimmter Gebühren verhandeln. Schließlich wird er mit Ihnen zusammen Ihre Zahlungen gemäß den ausgehandelten Zahlungsplänen überwachen. Die Einschaltung eines anerkannten Schuldenvermittlungsdienstes ist kostenlos.

Hier finden Sie eine Liste der zugelassenen Schuldenvermittlungsstellen in Ihrer Nähe: <https://observatoire-credit.be/fr/prestataires>

☐ **Antrag auf Befassung des Friedensrichters durch eine gemeinsame Antragschrift***

Indem Sie dieses Feld ankreuzen, teilen Sie *Choisissez un élément*. [Versorger/Sozialer Versorger] mit, dass Sie die von ihm geforderten Beträge **ganz oder teilweise anfechten** und dass Sie wünschen, dass **der Friedensrichter diesen Streitfall entscheidet**.

[Versorger/Sozialer Versorger] kann eine gemeinsame Antragschrift verfassen, die Sie innerhalb von sieben Werktagen unterschreiben müssen, und die anschließend bei der Kanzlei des Friedensgerichts Ihres Wohnortes eingereicht wird. Es wird eine Anhörung anberaumt, bei der Sie Ihre Argumente nach den Regeln des Gerichtsgesetzbuchs darlegen können.

Wenn Sie einen Antrag beim Friedensgericht stellen, haben Sie keinen Anspruch mehr auf die Hilfe des regionalen Vermittlungsdienstes für Energie der CWaPE.

Wenn Sie möchten, können Sie **sich von einem Rechtsanwalt unterstützen lassen**, dessen Dienste teilweise oder ganz kostenlos sind, wenn Sie die Voraussetzungen für den weiterführenden juristischen Beistand erfüllen (weitere Informationen finden Sie unter <https://avocats.be/fr/vous-navez-pas-les-moyens-de-payer>).

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Abänderung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt und im Gasmarkt und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für Energie beigelegt zu werden

Namur, den 15. Dezember 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 2

Anhang 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006
über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt

**AUSGEFÜLLTES FORMULAR AN [VERSORGER/SOZIALER VERSORGER]
ZURÜCKSENDEN**

VORNAME:	NAME:
[VON DEM VERSORGER VORAUSGEFÜLLTE INFORMATIONEN]	
KUNDENNUMMER BEI	
Zutreffendes bitte auswählen	[VERSORGER/SOZIALER VERSORGER] :
[VON DEM VERSORGER VORAUSGEFÜLLTE INFORMATIONEN]	
NUMMER DES EAN-CODES:	
[VON DEM VERSORGER VORAUSGEFÜLLTE INFORMATIONEN]	
POSTADRESSE:	
[VON DEM VERSORGER VORAUSGEFÜLLTE INFORMATIONEN]	
E-MAIL-ADRESSE:	
[VON DEM VERSORGER VORAUSGEFÜLLTE INFORMATIONEN]	
TELEFON:	
[VON DEM VERSORGER VORAUSGEFÜLLTE INFORMATIONEN]	

Mit diesem Formular können Sie Ihrem Versorger mitteilen, welche Lösung(en) Sie zur Rückzahlung Ihrer Schulden anwenden möchten.

Die mit einem * gekennzeichneten Lösungen können nicht gleichzeitig angewendet werden.

Sie können das Formular an folgende Adresse zurücksenden:

Choisissez un élément. [POSTADRESSE DES VERSORGERS/SOZIALEN VERSORGERS]

oder per E-Mail:

Choisissez un élément. [E-MAIL-ADRESSE DES VERSORGERS/SOZIALEN VERSORGERS].

Dieses Formular kann auch online ausgefüllt werden auf der Website von:

Choisissez un élément. [VERSORGER/SOZIALER VERSORGER]: [URL].

Durch die Rücksendung dieses ausgefüllten Formulars verpflichten Sie sich, die erforderlichen Maßnahmen so schnell wie möglich einzuleiten. Durch die bloße Rücksendung des Formulars wird das im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs vorgesehene Verfahren nicht ausgesetzt. Wenn Sie einen Teil der Schuld bestreiten, können Sie dies Ihrem Versorger mitteilen.

Eine ausführliche Erklärung all dieser Möglichkeiten finden Sie unter: www.wallonie.be/default-de-paiement

KREUZEN SIE BITTE DIE MASSNAHME(N) AN, AUF DIE SIE SICH BERUFEN:

☐ **Antrag auf Abschluss eines zumutbaren Zahlungsplans**

Wenn Sie dieses Feld ankreuzen, können Sie zusammen mit der Rücksendung des Formulars einen Vorschlag für einen Zahlungsplan an Ihren Versorger senden. Dieser Zahlungsplan soll **die offenen Rechnungen begleichen**, aber er soll auch Ihre finanziellen Mittel berücksichtigen und es Ihnen ermöglichen, weiterhin Ihren anderen finanziellen Verpflichtungen nachzukommen. Ihr Versorger kann Ihnen einen Gegenvorschlag für einen Zahlungsplan schicken. Sie müssen innerhalb von 15 Tagen auf den Gegenvorschlag oder den Vorschlag Ihres Versorgers antworten. Wenn Sie ihn ablehnen oder nicht antworten, wird das Verfahren für den Zahlungsausfall fortgesetzt. Wenn Sie keinen Vorschlag machen, wird Ihr Versorger Ihnen einen schicken. Sie müssen dann innerhalb von 15 Tagen antworten und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion beantragen.

☐ **Antrag auf Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion**

Indem Sie dieses Kästchen ankreuzen, bitten Sie ausdrücklich *Choisissez un élément*. [Versorger/sozialer Versorger], **die Vorauszahlungsfunktion auf Ihrem Zähler zu aktivieren**. Wenn Sie noch keinen kommunizierenden Zähler haben, wird dieser so platziert, dass diese Funktion aktiviert werden kann. Sobald die Vorauszahlung aktiviert ist, muss die gesamte in Ihrem Wohnsitz verbrauchte Energie **im Voraus bezahlt werden**.

Durch die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion werden Ihre Schulden aus der Vergangenheit nicht zurückgezahlt.

☐ **Antrag auf Unterstützung durch das ÖSHZ**

Indem Sie dieses Kästchen ankreuzen, informieren Sie *Choisissez un élément*. [Versorger/sozialen Versorger], dass Sie die Hilfe des **ÖSHZ Ihrer Gemeinde** beantragen werden. Das im Falle der Nichtzahlung vorgesehene Verfahren wird nur dann ausgesetzt, wenn das ÖSHZ dies ausdrücklich beim Versorger beantragt.

Nach der Analyse Ihrer Akte kann das ÖSHZ Ihnen helfen, Ihre Elektrizitätsrechnungen besser zu verstehen, Ihnen bei der Aushandlung eines Zahlungsplans mit *Choisissez un élément*. [Versorger/sozialer Versorger] behilflich sein, Sie finanziell unterstützen, Sie konkret anleiten, wie Sie weniger und besser verbrauchen können, und Sie über die verschiedenen Prämien informieren, die zur Senkung des Verbrauchs in Ihrer Wohnung zur Verfügung stehen. Dieser Dienst ist **kostenlos und steht allen Bürgern zur Verfügung**.

Die Kontaktdaten Ihres ÖSHZ finden Sie auf der Website des ÖPD Sozialeingliederung: <https://www.mi-is.be/fr/liste-des-cpas>

☐ **Inanspruchnahme des regionalen Vermittlungsdienstes für Energie der CWaPE ***

Indem Sie dieses Kästchen ankreuzen, teilen Sie *Choisissez un élément*. [Versorger/Sozialer Versorger] mit, dass Sie **bei dem regionalen Vermittlungsdienst für Energie eine Beschwerde gegen ihn einreichen** werden. Das im Falle der Nichtzahlung vorgesehene Verfahren wird nur dann ausgesetzt, wenn der Vermittlungsdienst dies ausdrücklich beim Versorger beantragt.

Eine Vermittlung ist angebracht, wenn Sie der Meinung sind, dass Sie **Opfer eines Fehlers oder Fehlverhaltens** von *Choisissez un élément*. [Versorger/Sozialer Versorger] sind, oder wenn dieser Ihrer Meinung nach gegen Gesetze verstoßen hat. Der regionale Vermittlungsdienst wird Ihre Beschwerde analysieren und ihre begründeten Empfehlungen sowohl an [Versorger/sozialer Versorger] als auch an Sie richten. Dieser Dienst ist kostenlos.

Damit Ihre Beschwerde gültig ist, müssen Sie [Versorger/sozialer Versorger] **zuvor** mindestens einmal schriftlich (E-Mail, Brief, Fax, ...) **auf das Problem hingewiesen haben**.

Alle Informationen über den regionalen Vermittlungsdienst für Energie und die Möglichkeit, eine Beschwerde einzureichen, finden Sie unter folgender Adresse: <https://www.cwape.be/srme/mediation>

☐ **Antrag auf Einleitung eines Schuldenvermittlungsverfahrens**

Indem Sie dieses Kästchen ankreuzen, informieren Sie *Choisissez un élément*. [Versorger/Sozialer Versorger] darüber, dass Sie ein **Verfahren zur Schuldenvermittlung bei einer anerkannten Stelle** einleiten werden. Das im Falle der Nichtzahlung vorgesehene Verfahren wird nur dann ausgesetzt, wenn der Vermittler dies ausdrücklich beim Versorger beantragt.

Nach einer Analyse Ihrer Finanzmittel und Ihrer aktuellen Schulden kann die Schuldenvermittlung für Sie Zahlungspläne mit Ihren verschiedenen Gläubigern, darunter [Versorger/Sozialer Versorger], **aushandeln**. Außerdem kann er mit diesen Gläubigern über den Erlass bestimmter Gebühren verhandeln. Schließlich wird er mit Ihnen zusammen Ihre Zahlungen gemäß den ausgehandelten Zahlungsplänen überwachen. Die Einschaltung eines anerkannten Schuldenvermittlungsdienstes ist kostenlos.

Hier finden Sie eine Liste der zugelassenen Schuldenvermittlungsstellen in Ihrer Nähe: <https://observatoire-credit.be/fr/prestataires>

□ Antrag auf Befassung des Friedensrichters durch eine gemeinsame Antragschrift *

Indem Sie dieses Feld ankreuzen, teilen Sie *Choisissez un élément*. [Versorger/Sozialer Versorger] mit, dass Sie die von ihm geforderten Beträge **ganz oder teilweise anfechten** und dass Sie wünschen, dass **der Friedensrichter diesen Streitfall entscheidet**.

[Versorger/Sozialer Versorger] kann eine gemeinsame Antragschrift verfassen, die Sie innerhalb von sieben Werktagen unterschreiben müssen, und die anschließend bei der Kanzlei des Friedensgerichts Ihres Wohnortes eingereicht wird. Es wird eine Anhörung anberaumt, bei der Sie Ihre Argumente nach den Regeln des Gerichtsgesetzbuchs darlegen können.

Wenn Sie einen Antrag beim Friedensgericht stellen, haben Sie keinen Anspruch mehr auf die Hilfe des regionalen Vermittlungsdienstes für Energie der CWaPE.

Wenn Sie möchten, können Sie **sich von einem Rechtsanwalt unterstützen lassen**, dessen Dienste teilweise oder ganz kostenlos sind, wenn Sie die Voraussetzungen für den weiterführenden juristischen Beistand erfüllen (weitere Informationen finden Sie unter <https://avocats.be/fr/vous-navez-pas-les-moyens-de-payer>).

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Abänderung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt und im Gasmarkt und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für Energie beigelegt zu werden

Namur, den 15. Dezember 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/10009]

15 DECEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de besluiten van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en op de elektriciteitsmarkt en het besluit van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie voor energie

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, de artikelen 2, 77°, 33bis/1, 33bis/2, 33ter, § 3, 34, § 1^{er}, 34bis, § 1^{er}, 35, 35bis, 36quater, 48, §§ 2 en 3, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, de artikelen 31ter, § 2, 31ter/1, 31quater, § 3, 32, § 1^{er}, en 33, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie voor energie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 oktober 2022 betreffende de communicerende meters;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 juni en 29 september 2022;

Gelet op advies 127/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit gegeven op 1 juli 2022;

Gelet op het rapport van 7 juli 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies CD-22i01-CWaPE-0915 van de « Commission wallonne pour l'Energie » (Waalse energiec ommissie), gegeven op 1 september 2022;

Gelet op advies 208/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit gegeven op 9 september 2022;

Gelet op het advies nr. 72.352/4 van de Raad van State, gegeven op 28 november 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 9 september 2022;